

ROOTS

9



Réduire les risques de catastrophe dans nos communautés

DEUXIÈME ÉDITION





Réduire les risques de catastrophe dans nos communautés

par Bob Hansford

Rédactrice : Helen Gaw

Traduction : Prisca Wiles, Stéphanie Tharp

Conception : Wingfinger

Nous souhaitons remercier Sarah Adlard, Oenone Chadburn, Jessica Faleiro, Dewi Hughes, Mandy Marshall, Mike Wiggins et tous les autres membres de l'équipe de Tearfund qui ont passé du temps à relire et corriger les épreuves. Merci aussi à toutes les équipes opérationnelles et aux organisations partenaires de Tearfund qui ont testé ce livre sur le terrain, en Afghanistan, Inde, Malawi et Ouganda.

Cette deuxième édition de ROOTS 9 repose sur la publication originale de 2006, par Bob Hansford et Paul Venton.

Savoir comment les ressources de Tearfund sont utilisées par les partenaires et autres organisations nous aide à améliorer la qualité des publications futures. Si vous souhaitez exprimer des commentaires sur ce livre, veuillez écrire à Tearfund ou adresser un courriel à : roots@tearfund.org

Les autres titres parus dans la série ROOTS sont les suivants :

- ROOTS 1 et 2 : Le guide du plaidoyer
Un livre en deux volumes distincts :
Bien comprendre un plaidoyer (ROOTS 1) et
Conseils pratiques pour approcher un plaidoyer (ROOTS 2).
Disponibles ensemble uniquement.
- ROOTS 3 : *Auto-évaluation des capacités*. Un outil d'évaluation organisationnelle permettant aux organisations d'identifier leurs besoins en renforcement des capacités.
- ROOTS 4 : *Renforcer la paix dans nos communautés*. Éléments pédagogiques tirés d'études de cas de partenaires de Tearfund dans le cadre de leurs travaux pour favoriser la paix et la réconciliation dans les communautés.
- ROOTS 5 : *Gestion du cycle de projet*. Étudie le processus de planification et de gestion des projets à partir du cycle de projet. Ce guide décrit les outils de planification tels que l'évaluation des besoins et des capacités ainsi que l'analyse des parties prenantes. Il explique comment mettre au point un cadre logique.
- ROOTS 6 : *Les collectes de fonds*. Ce guide explique comment mettre au point une stratégie pour collecter des fonds. Il contient des idées pour aider les organisations à diversifier leur base de financement.
- ROOTS 7 : *La participation des enfants*. Ce guide étudie l'importance d'intégrer les enfants dans la vie communautaire et dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation.

- ROOTS 8 : *VIH et sida : agir*. Ce livret étudie la manière dont les organisations chrétiennes peuvent répondre aux défis posés par le VIH et le sida : réduire leur impact, prévenir la propagation du VIH, aborder les problématiques du VIH et du sida au sein des organisations.
- ROOTS 10 : *Gouvernance au sein des organisations*. Ce livret étudie les principes et les problèmes de gouvernance afin de permettre aux organisations d'améliorer leur structure de gouvernance et de mettre en place un conseil d'administration si elles n'en ont pas encore.
- ROOTS 11 : *Partenariats avec l'église locale*. Ce guide examine la façon dont les organisations chrétiennes peuvent travailler en collaboration plus étroite avec les églises locales.
- ROOTS 12 : *Gestion des ressources humaines*. Ce guide étudie les politiques et les pratiques à tenir envers les personnes qui travaillent pour une organisation. Il contient des renseignements pratiques sur le recrutement, les contrats et la gestion ainsi que le développement du personnel.
- ROOTS 13 : *Durabilité environnementale*. Ce manuel vise à aider les organisations de développement à devenir davantage durables en matière d'environnement et à répondre efficacement aux questions environnementales comme le changement climatique et la dégradation de l'environnement.

Tous ces guides sont disponibles en anglais, en français, en espagnol et en portugais et peuvent être téléchargés gratuitement à partir de : www.tearfund.org/tilz.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez écrire à International Publications à l'adresse ci-dessous ou envoyer un courriel à : roots@tearfund.org

© Tearfund 2012

Publié par Tearfund. Une société à responsabilité limitée par garantie.

Enregistrée en Grande-Bretagne sous le n° 994339.

Œuvre n° 265464 (Angleterre et Pays de Galles).

Œuvre n° SC037624 (Écosse).

Tearfund est une organisation chrétienne de développement et de secours, travaillant avec un réseau mondial d'églises locales pour contribuer à l'éradication de la pauvreté.

Tearfund, 100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni

Tél : +44 (0)20 8977 9144

Adresse électronique : roots@tearfund.org

Site Internet : www.tearfund.org/tilz

Réduire les risques de catastrophe dans nos communautés

DEUXIÈME ÉDITION

Bob Hansford

Table des matières

Préface	5
Introduction	7
PARTIE 1 Perspectives chrétiennes sur les catastrophes	9
1.1 Comprendre les catastrophes	9
1.2 L'influence humaine sur les catastrophes	10
1.3 Les chrétiens : gérants de la création pour le compte de Dieu	10
1.4 Une réponse chrétienne aux catastrophes	11
PARTIE 2 Comprendre la réduction des risques : la théorie	15
2.1 Termes et définitions	15
2.2 Le cycle lié à une catastrophe	16
2.3 Le modèle du point critique	18
2.4 Le modèle de détente	22
2.5 Le Cadre d'Action de Hyogo	24
2.6 Catastrophes et développement	24
2.7 Risque de catastrophe, changement climatique et dégradation de l'environnement	25
PARTIE 3 Vue d'ensemble du processus APRC	27
3.1 Description de la méthodologie	27
3.2 Catégories d'analyses	28
3.3 Étendue de l'APRC	30
3.4 Étapes de l'APRC	30
PARTIE 4 Étape 1 : Préparation	33
4.1 Préparer l'équipe	33
4.2 Outils participatifs	35
4.3 Se préparer pour les discussions en petits groupes et les entrevues	38
4.4 Rôles et responsabilités de l'équipe	40
4.5 Autres sources d'information	40
4.6 Préparer la communauté	40
4.7 APRC et relations hommes-femmes	41
PARTIE 5 Étape 2 : Évaluation des aléas	43
5.1 Catégories d'aléas	43
5.2 Évaluer les aléas	44
5.3 Changement climatique	46

PARTIE 6	Étape 3 : Analyse de vulnérabilité et de capacité	47
6.1	Impact et vulnérabilité	47
6.2	Capacités	48
6.3	Analyse de vulnérabilité et de capacité	49
6.4	Méthodologie communautaire : utilisation de questions, d'outils et de grilles	54
6.5	Résumer les renseignements collectés	57
PARTIE 7	Étape 4 : Pressions dynamiques et causes sous-jacentes	59
7.1	Pressions dynamiques	59
7.2	Causes sous-jacentes	61
7.3	Évaluation des pressions dynamiques et causes sous-jacentes	62
7.4	Mettre en question les structures et les processus	64
PARTIE 8	Étape 5 : Planification de la gestion des risques	65
8.1	Planification de la gestion des risques au niveau de la communauté	65
8.2	Gestion des risques et Cadre d'Action de Hyogo (CAH)	72
8.3	Planification d'urgence au niveau communautaire	74
8.4	Planification d'urgence au niveau familial	76
8.5	Planification de la gestion des risques pour les catastrophes à développement lent	77
8.6	Communautés résilientes	77
8.7	Influencer par le plaidoyer les décideurs politiques et les détenteurs de pouvoir	77
PARTIE 9	APRC dans des contextes spécifiques	81
9.1	APRC et mobilisation de l'église (<i>Umoja</i>)	81
9.2	APRC en contexte urbain	82
9.3	APRC et conflits	84
9.4	APRC dans des situations post-catastrophe	85
	Annexes	87
Annexe A	Questions et grilles d'enregistrement pour les discussions en petits groupes	87
Annexe B	Propositions d'activités de réduction des risques concernant différents types d'aléas	92
	Références	94
	Glossaire	96

Préface

La première édition de ROOTS 9 remonte au début 2006 ; elle présentait pour la première fois une méthodologie de base communautaire connue sous le nom : Évaluation participative des risques de désastres (ou Analyse participative des risques de catastrophe). Elle est sortie à peu près une année après le lancement du Cadre d'Action de Hyogo (UNISDR, janvier 2005) et se voulait une petite contribution en faveur de la mise en application de ce cadre à l'échelon communautaire.

Cette édition révisée, comportant un remaniement substantiel du matériel original, s'avère nécessaire pour un certain nombre de raisons.

Premièrement, la méthodologie a été appliquée dans près de 20 pays d'Afrique, d'Asie et des Antilles. L'approche a été globalement un succès, mais des leçons ont été apprises, tant au niveau de l'enseignement de la méthodologie que du processus de sa mise en application à l'échelon communautaire. Cette édition révisée cherche à se nourrir de ces apprentissages et propose un outil plus efficace, accompagné de conseils pratiques, de modèles et d'ensembles de questions.

Deuxièmement, la progression du changement climatique a un impact important sur les catégories, la fréquence et l'intensité des catastrophes dans le monde, touchant surtout les personnes les moins à même de résister à la fréquence et à l'intensité croissantes des événements climatiques extrêmes. Bien qu'il soit fait mention dans la précédente édition des impacts du changement climatique, la rapidité de l'évolution du changement et de ses impacts prévisibles y étaient sous-estimés. Avec le développement de la science, s'est également développé le besoin d'une méthodologie d'évaluation des risques qui prenne en compte les risques futurs prévus ainsi que les aléas connus du passé.

Troisièmement, la gamme d'outils disponibles dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de l'adaptation climatique et de la durabilité environnementale s'est considérablement élargie ces dernières années, avec les apports de Tearfund et d'autres sources. Ces outils sont reconnus et font l'objet de renvois croisés le cas échéant. Le besoin d'Analyse participative des risques de catastrophe est encore net, mais celle-ci sera parfois plus efficace et aura un plus grand impact si elle est associée à un outil spécifique de l'adaptation au changement climatique ou de la durabilité environnementale.

Enfin, le concept de résilience communautaire a gagné beaucoup d'appuis. C'est une façon plus positive de définir les caractéristiques particulières qui donnent à une communauté la capacité de se préparer aux chocs de toute origine, d'y résister et de s'en relever.

Plusieurs questions transversales ont été intégrées à cette publication, dont :

LA PROBLÉMATIQUE HOMMES-FEMMES Reconnaître les différents impacts des aléas sur les hommes et sur les femmes, ainsi que les capacités que les femmes et les hommes peuvent mettre au service de la réduction des risques

LA SENSIBILITÉ AUX ENFANTS Reconnaître que les enfants font partie des personnes les plus vulnérables

LE VIH Reconnaître que le VIH augmente la vulnérabilité des personnes qui en sont atteintes et sape les mécanismes de survie

LE CONFLIT Reconnaître que les conflits modifient la capacité d'une communauté à résister à une catastrophe naturelle et à s'en relever.

L'espoir de l'auteur est que cette publication fasse avancer la cause de la réduction des risques de catastrophe et contribue à construire des communautés plus sûres et plus résilientes.

Introduction

Catastrophes – la réalité

Au cours des dix dernières années, environ 240 millions de personnes par an ont été touchées par des catastrophes dites naturelles. Ces catastrophes provoquent des dégâts inestimables en matière de vies humaines, de biens et de moyens de subsistance, parfois en l'espace de quelques minutes, mais le plus souvent sur des semaines ou des mois. L'impact lent, mais constant, du changement climatique nous touche dès à présent et sera ressenti comme une catastrophe pendant de nombreuses années à venir. Ceux qui vivent dans les pays et les communautés les plus pauvres en souffrent sans doute le plus et sont les moins aptes à faire face et à se relever des pertes. Dans la plupart des cas, les femmes souffrent plus que les hommes et font de plus grands sacrifices pour la survie de leur famille.

Il y a des éléments montrant que le nombre, la gravité et l'impact économique de certains types de catastrophes, en particulier les inondations et les tempêtes, sont de plus en plus importants.¹ Le changement climatique progresse plus rapidement que la plupart des prévisions scientifiques ne l'indiquaient il y a dix ans, et les événements climatiques extrêmes contribueront de plus en plus aux catastrophes liées au climat. Les zones précédemment moins touchées par les aléas naturels découvriront peut-être que les inondations ou les sécheresses deviendront leur lot quotidien.

Les catastrophes inversent souvent les progrès du développement. De nombreuses personnes prédisent que les Objectifs du Millénaire pour le Développement, fixés pour 2015, ne seront pas atteints parce que les catastrophes érodent les avancées accomplies dans plusieurs secteurs.² Il est également vrai qu'un mauvais développement, p. ex. la construction d'habitations dans des plaines connues pour être inondables, peut contribuer à de nouvelles catastrophes.

Justification pour la réduction des risques

Dans le passé, la gestion des catastrophes a souvent consisté en un ensemble de mesures réactives pour sauver des vies humaines et aider les victimes dans leur relèvement. Au cours des deux dernières décennies, les politiques et les professionnels de l'aide d'urgence ont reconnu qu'en fait, de nombreuses catastrophes pourraient être évitées, ou être au moins rendues moins destructrices, si l'on réduisait les risques menaçant les communautés vulnérables.

« Nous ne pouvons pas empêcher les calamités naturelles, mais nous pouvons et nous devons rendre les individus et leurs moyens de subsistance moins vulnérables. »

Bill Clinton, ancien Président des États-Unis

Le Cadre d'Action de Hyogo (2005–2015), lancé en janvier 2005, présente cinq priorités d'action indispensables pour réduire le risque de catastrophe (partie 2.5).

Si quelques progrès ont été accomplis, la volonté politique de mettre en œuvre ce cadre est souvent absente. À l'échelon communautaire cependant, des éléments de plus en plus nombreux attestent de la possibilité de réduire de façon significative l'impact des catastrophes quand les cinq piliers du cadre sont pris au sérieux.³ Il est également prouvé économiquement qu'investir des sommes relativement peu élevées dans des mesures de réduction des risques peut permettre d'en économiser plus tard de beaucoup plus grandes en termes de dépenses pour l'aide humanitaire et la reconstruction consécutives à une catastrophe.⁴

- 1 EM-DAT (2009) *Natural Disaster Trends*
- 2 PNUD (2004) *La réduction des risques de catastrophes : Un défi pour le développement.*
- 3 UNISDR (2007) *Building Disaster Resilient Communities*
- 4 Cabot Venton C, Siedenburg J (2010) *Investing in communities*

But et utilisation de la méthodologie d'APRC

Une grande partie de cet ouvrage est consacrée à expliquer le fondement conceptuel et la mise en pratique d'un outil connu sous le nom d'**Analyse participative des risques de catastrophe** (APRC).

Le but de cet outil est d'autonomiser une communauté pour qu'elle analyse les facteurs qui contribuent à la taille et à l'échelle de toute catastrophe potentielle et qu'elle élabore localement un plan pour traiter ces facteurs et réduire le risque de catastrophe. Il s'agit pour l'essentiel d'un processus d'autonomisation des communautés, qui aide la population à comprendre les relations de cause à effet et à prendre conscience de sa propre capacité à réduire les risques. Il lui permet également de repérer et de mettre en question les structures sociales, politiques et économiques qui participent à sa vulnérabilité. De telles activités peuvent s'inscrire dans des projets de développement existants.

Utilisateurs visés par l'APRC

L'APRC intéressera particulièrement les personnes engagées dans le travail humanitaire ou le travail de développement, dans des endroits qui connaissent de fréquents aléas atmosphériques, comme les inondations, les cyclones et la sécheresse. Elle sera également précieuse aux personnes qui travaillent dans des régions touchées par une insécurité alimentaire prolongée, en servant de moyen pour étudier les causes plus profondes, celles qui sont plus complexes que le simple manque de pluie. Elle peut également servir au personnel des agences humanitaires, dans les semaines qui suivent une catastrophe, pour relever les risques et éviter de reconstruire les vulnérabilités qui ont contribué à la catastrophe.

Cette publication est destinée aux gestionnaires de niveau intermédiaire et aux superviseurs sur le terrain. La plupart des utilisateurs de l'APRC seront les ONG, ou les départements d'aide d'urgence et de développement des églises. Pour ces derniers, la méthodologie peut aisément être employée avec les membres des paroisses locales qui, ensuite, mettront au point et appliqueront, pour eux-mêmes et leur communauté élargie, un plan de réduction des risques. D'autres groupes confessionnels pourraient également utiliser le processus.

Les agents de développement trouveront sans doute l'APRC utile quand ils concevront des interventions dans des zones sujettes aux catastrophes. La méthodologie pourrait aider les responsables à concevoir des projets de manière à minimiser l'impact des aléas. L'APRC est un des outils disponibles pour le personnel des agences humanitaires et de développement. Ceux qui concernent l'évaluation des risques de catastrophe ont été rassemblés par le ProVention Consortium et se trouvent sur le site Internet www.preventionweb.net

Réduction des risques de catastrophe, changement climatique et dégradation de l'environnement

La plupart des catastrophes sont liées au climat. Il s'ensuit qu'un plus grand nombre de phénomènes atmosphériques extrêmes consécutifs au changement climatique entraînera un plus grand nombre de catastrophes et un plus grand besoin de **réduction des risques de catastrophe** (RRC).

La partie 2.7 étudie plus en détail la relation entre la RRC et l'**adaptation au changement climatique** (ACC). La RRC traite des catastrophes à déclenchement rapide et à déclenchement lent (bien qu'elle s'intéresse plus fréquemment aux chocs soudains), alors que l'ACC s'intéresse davantage au changement progressif. Une dégradation environnementale se produit aussi. L'adaptation aux changements provoqués par la dégradation environnementale, appelée **adaptation à la dégradation environnementale** (ADE) est également nécessaire. Il n'est pas toujours utile ou nécessaire d'établir une distinction entre les chocs provoqués par le changement climatique, la dégradation environnementale ou d'autres formes d'aléas naturels. Pour leur survie future, les communautés devront s'adapter aux trois. L'APRC aidera également les professionnels de l'ACC et les personnes qui travaillent sur les questions environnementales à étudier les facteurs de risques changeants à l'échelon communautaire.

1

Perspectives chrétiennes sur les catastrophes

Tearfund est une organisation confessionnelle engagée à travailler avec des groupes chrétiens locaux et par leur intermédiaire, là où de tels groupes existent. Dans la plupart des cas, ces groupes sont des églises au sein de communautés plus étendues qui partagent les mêmes risques de catastrophe. Contrairement aux organisations extérieures, quand un aléa frappe, l'église fait partie de la communauté touchée et elle a un rôle à jouer pour aider immédiatement cette communauté à faire face et à se relever de la catastrophe. Sa présence dans la durée lui ouvre aussi des portes pour s'engager dans l'élaboration de mesures qui préparent aux catastrophes et réduisent l'impact des aléas. Par l'intermédiaire de ses partenaires, Tearfund cherche à renforcer la capacité des églises locales afin de les rendre plus efficaces dans les zones sujettes aux catastrophes.

Partant du principe que de nombreux lecteurs aborderont ce sujet sous un angle chrétien, cette partie étudie ce que la Bible dit des catastrophes et plus particulièrement la façon dont les chrétiens peuvent y répondre. Le texte ne se veut pas une étude complète de la théologie des catastrophes, compte tenu de la diversité, pour ne pas dire complexité, des points de vue défendus par les spécialistes. Il est proposé comme une simple introduction au sujet et dans le but de stimuler une réflexion complémentaire.

1.1 Comprendre les catastrophes

La Bible parle de nombreuses catastrophes de divers types. Elle nous donne parfois une explication sur la raison de la catastrophe, et parfois elle ne le fait pas. Dans cette partie, nous regardons quelques exemples de passages bibliques où intervient une catastrophe.

La catastrophe comme conséquence de relations brisées

De nombreuses catastrophes mentionnées dans la Bible ne semblent pas s'être produites pour une raison particulière. Elles se sont produites à cause de circonstances géologiques ou météorologiques, ou de forces naturelles à l'œuvre dans le monde créé, bien que celles-ci puissent avoir changé depuis les premiers temps de l'Ancien Testament.

En Genèse 1, nous lisons que Dieu a créé un monde bon, mais qu'en raison de la désobéissance humaine ce monde n'est pas resté dans un état parfait. En Genèse 3, nous voyons que les gens de cette époque ont tourné le dos à Dieu et choisi de vivre à leur guise. Les relations entre les êtres humains et Dieu, entre différentes personnes et entre les humains et la création se sont brisées.

Les catastrophes sont souvent aggravées par le comportement humain. Les gens sont devenus plus vulnérables à cause de leurs propres actions et de celles des autres : inégalité, injustice, égoïsme et cupidité augmentent la souffrance humaine provoquée par des phénomènes naturels.

Comme tout le monde, les chrétiens peuvent être touchés par les catastrophes. Les chrétiens peuvent tomber malades et mourir, ils peuvent être victimes de vol ou de viol, ils ont des accidents et peuvent eux-mêmes ou ceux qu'ils aiment être tués par les aléas naturels. Les chrétiens ont l'espérance du royaume des cieux, où il n'y aura plus de mort ni de souffrance, mais avant ce jour-là, ils vivent dans le monde et subissent donc, avec le reste de la création, les conséquences de la désobéissance humaine. Il ne s'agit pas d'une acceptation passive de la souffrance comme quelque chose d'inévitable : les chrétiens peuvent et doivent prendre la parole en faveur d'une attitude plus responsable vis-à-vis de la création et de changements au niveau des injustices et des inégalités qui contribuent aux catastrophes.

La catastrophe pour une raison particulière

La Bible donne quelques exemples de catastrophes ayant eu lieu pour une raison particulière, où le moment, le lieu et l'intensité des phénomènes naturels semblent être divinement contrôlés. Par exemple, le Déluge, en Genèse 6-8 est décrit comme un jugement direct et universel sur les êtres humains à cause de leur mépris persistant et délibéré des codes moraux de Dieu. Après le Déluge, Dieu a promis de ne plus jamais infliger une telle catastrophe universelle à l'ensemble de la création. Cela ne veut pas dire la fin des catastrophes naturelles, mais cela indique que leur impact sera plus limité.

Deutéronome 28.15-68 donne un exemple où Dieu avertit son peuple que s'il persiste dans la désobéissance, il y aura des conséquences désastreuses. Sécheresse, maladies, tempêtes de poussière et défaites militaires s'abattront sur les Israélites s'ils continuent à se détourner de leur Dieu. Dans le livre de Jonas, nous lisons que Dieu n'a pas détruit la ville de Ninive, parce qu'après avoir entendu la prophétie de Jonas, les habitants ont exprimé leur remords et abandonné leurs pratiques mauvaises.

La Bible nous dit que les catastrophes continueront jusqu'au jour où Jésus reviendra sur cette terre, mission qui apportera la complète restauration des relations entre les gens, Dieu et l'environnement. En Matthieu 24.4-8 (voir aussi Marc 13.5-8, Luc 21.8-11), Jésus dit que les famines, les séismes et la guerre caractériseront la période entre sa première et sa seconde venue.

1.2 L'influence humaine sur les catastrophes

Bien que nous utilisions souvent le qualificatif « naturelles » pour décrire les catastrophes, de nombreux facteurs humains y contribuent. Par exemple, une inondation peut être considérée comme un phénomène naturel, mais sa gravité peut être augmentée par la déforestation dans les zones en amont. Le monde a été créé comme un lieu où les êtres humains pourraient vivre en équilibre avec la terre, mais l'exploitation irresponsable de ses ressources naturelles peut perturber cet équilibre et dérégler des systèmes naturels délicats.

Comme dit précédemment, l'injustice dans nos sociétés a pour conséquence que les personnes pauvres souffrent beaucoup plus que les personnes riches d'un même aléa. Par exemple, dans les pays ayant un fort système de classes, la classe plus riche des propriétaires terriens peut refuser aux personnes pauvres l'accès aux terres élevées pendant les inondations. Les personnes riches sont également mieux à même de se protéger des aléas et ont davantage de mécanismes de survie leur permettant un relèvement rapide. À l'inverse, les personnes plus pauvres ont des ressources moindres et une résilience plus faible.

L'histoire de Ruth, dans l'Ancien Testament, présente l'exemple d'un homme riche, Booz, qui veille sur les membres plus pauvres de la communauté, en n'étant ni trop cupide ni égoïste avec ses propres terres. Il permet aux personnes qui, comme Ruth, ne possèdent pas de terre de glaner l'orge qui reste dans les champs après que ses ouvriers ont ramassé la récolte (Ruth 2.2-18). C'était à l'époque une pratique habituelle qui permettait aux personnes qui n'avaient pas de terres de pouvoir quand même engranger une récolte pour avoir de quoi se nourrir (voir Lévitique 19.9-10).

1.3 Les chrétiens : gérants de la création pour le compte de Dieu

Dans le livre de la Genèse, nous apprenons que Dieu donne aux êtres humains la charge de gouverner la création (Genèse 1.28-30) et qu'il place plus tard Adam dans le jardin d'Eden « pour le cultiver et le garder » (Genèse 2.15). Nous sommes responsables de la création que Dieu nous a confiée ; nous ne devons donc pas la gaspiller ni l'exploiter au point de la détruire. Dans l'Ancien Testament, Dieu donne des instructions à son peuple pour s'assurer qu'il s'occupe de la terre. Par exemple : tous les sept ans, la terre ne devait pas être ensemencée (Lévitique 25.3-5), ce qui protégerait sa productivité à long terme.

Malheureusement, la cupidité et l'égoïsme humains font que nous sommes souvent plus soucieux d'augmenter nos propres richesses que de prendre soin de la création.

Aimer notre prochain, c'est aussi prendre soin de la création, étant donné que l'impact d'une exploitation irresponsable des ressources naturelles de la terre a souvent de graves conséquences pour nos prochains les plus pauvres. Par exemple : la pollution produite en majorité par les pays industrialisés provoque des changements du climat de la terre. Ces changements ont un impact beaucoup plus grave sur les pays dont le niveau de pauvreté est plus élevé. Avec des saisons qui deviennent plus imprévisibles et des précipitations moins fiables, il devient plus difficile pour les agriculteurs de cultiver. Les chrétiens ont le devoir d'examiner leur style de vie personnel et de minimiser les conséquences négatives que celui-ci peut avoir pour les autres.

1.4 Une réponse chrétienne aux catastrophes

Quand une catastrophe se produit, il peut être difficile de voir les choses comme Dieu les voit. Nous pouvons être incapables d'expliquer pourquoi la catastrophe s'est produite, mais nous devrions toujours être prêts à intervenir avec amour et compassion. Nous devrions par exemple :

- croire que Dieu est encore un Dieu d'amour et de compassion, qu'il souffre pour les victimes de la catastrophe et qu'il a le pouvoir de tirer de bonnes choses de situations adverses. Notre attitude vis-à-vis d'une catastrophe peut jouer sur notre survie (voir l'étude biblique 1).
- trouver des moyens pour venir en aide aux personnes touchées par la catastrophe, en utilisant les dons et les savoir-faire que Dieu nous a donnés (voir les études bibliques 2, 3 et 6).
- étudier les possibilités de réduire à l'avenir les souffrances inutiles. Nous ne pouvons souvent pas faire grand-chose pour empêcher les aléas, mais nous pouvons améliorer la préparation et la capacité de la population à y résister (voir l'étude biblique 5). Ceci peut nécessiter la remise en question de relations brisées ou inégales et la défense des valeurs bibliques de compassion, d'équité et de justice (voir l'étude biblique 4).
- nous examiner nous-mêmes et évaluer notre relation avec Dieu et l'environnement. Nous devrions étudier attentivement comment nous-mêmes, nos églises et nos nations peuvent avoir contribué à cette catastrophe, en provoquant, par exemple, des dégâts sur l'environnement (voir la partie 1.3) et chercher en conséquence à ne pas répéter de telles erreurs à l'avenir.

L'église est bien placée à la fois pour répondre avec compassion et une aide pratique en temps de catastrophe, et pour agir afin de réduire la vulnérabilité des populations vis-à-vis des aléas. Ceci parce que l'église est présente au niveau de la base et que ses membres possèdent un large éventail de savoir-faire et de ressources. Les organisations d'aide d'urgence chrétiennes devraient travailler étroitement avec les églises locales, parce qu'elles peuvent poursuivre ce qui a été entrepris, quand l'organisme d'aide d'urgence passe à autre chose.⁵

5 Crooks B, Mouradian J (2011) *Les catastrophes et l'église locale*; Bulmer A, Hansford R (2009) *The local church and its engagement with disasters*

ÉTUDE BIBLIQUE 1

Joie face aux catastrophes

Nous n'avons peut-être aucun contrôle sur un grand nombre d'aléas dits « naturels », mais nous pouvons contrôler notre réponse à ces événements. Habaquq 1 et 2 décrivent une conversation entre Dieu et le prophète concernant l'avenir de la nation de Juda.

■ **Lire Habaquq 3.1-2**

- *Qu'apprenons-nous sur le caractère de Dieu ?*
- *Comment cela devrait-il orienter notre façon de prier dans des situations difficiles ?*

■ **Lire Habaquq 3.16-18**

- *Quelle est la réaction d'Habaquq à l'approche de la catastrophe ?*

- *Pourquoi Habaquq était-il rempli de crainte ?*
- *Pourquoi choisit-il cependant « d'attendre tranquille » ?*
- *Que veut dire « se réjouir à cause de l'Éternel » ?*
- *Quelle relation y a-t-il entre cela et la puissance de Dieu telle qu'elle se manifeste dans les versets 3-15 ?*
- *En quoi nous identifions-nous à l'attitude positive d'Habaquq dans des temps difficiles ?*
- *Que pouvons-nous apprendre de ce passage ?*
- *Trouvons-nous facile de nous « réjouir à cause de l'Éternel » et de compter sur lui en période difficile ? Comment pouvons-nous nous encourager les uns les autres à le faire ?*

ÉTUDE BIBLIQUE 2

Servir notre communauté

- Les chrétiens sont appelés par Dieu à servir et bénir ceux qui les entourent. Regarder les passages bibliques suivants :

Marc 6.35-44

Luc 10.25-37

Jean 13.1-17

Actes 2.42-47

Jacques 2.14-17

1 Jean 3.16-18

- *À quelles actions les chrétiens sont-ils appelés dans leur communauté ?*
- *Pourquoi sont-ils appelés à faire de telles choses ?*

- *Quelles pourraient être les activités découlant de cet appel à servir et bénir en cas de catastrophe ?*
- *Quelle est la juste façon de traiter la création de Dieu ? Voir **Genèse 2.15, Exode 23.10-11** et **Psaume 24.1** pour des indices.*
- Regarder **Marc 12.28-31** ; **1 Jean 4.10-21** et **Matthieu 5.43-45**.
- *En quoi la motivation chrétienne à aider ceux qui sont dans le besoin diffère-t-elle de celle des organismes humanitaires laïcs ?*

ÉTUDE BIBLIQUE 3

L'église d'Antioche passe à l'action

- **Lire Actes 11.27-30.** Une famine avait été annoncée par une prophétie et l'église d'Antioche a décidé d'apporter son aide aux chrétiens de Judée.
- *Comment l'église a-t-elle répondu à la famine ?*

- *Que pouvons-nous apprendre de l'église d'Antioche et de l'aide alimentaire qu'elle a fournie ?*
- *Y a-t-il quelque chose que nous puissions faire pour nous préparer à une quelconque catastrophe future ici ou ailleurs ?*

ÉTUDE BIBLIQUE 4

Dieu de justice et de miséricorde

- **Lire Michée 6.1-8.** L'auteur avance des hypothèses sur ce qui plaît à Dieu et examine la valeur des holocaustes et des sacrifices. La réponse est simple et claire : fondamentalement, ce que Dieu attend n'est aucune de ces choses. Au lieu de sacrifices, Dieu attend de son peuple qu'il agisse avec justice, miséricorde et humilité. Le verset 8 dit :

On t'a fait connaître, ô homme, ce qui est bien et ce que l'Éternel demande de toi : c'est que tu pratiques la justice, que tu aimes la miséricorde et que tu marches humblement avec ton Dieu.

Ce verset nous pousse à faire preuve de compassion après une catastrophe, mais aussi à faire des efforts pour empêcher, par la recherche de la justice, la survenue de telles catastrophes.

Les catastrophes sont souvent aggravées par la cupidité, l'inégalité et l'exploitation. Les chrétiens

peuvent initier des projets de plaidoyer qui mettent en cause ces relations injustes et rendent la population moins vulnérable aux aléas.

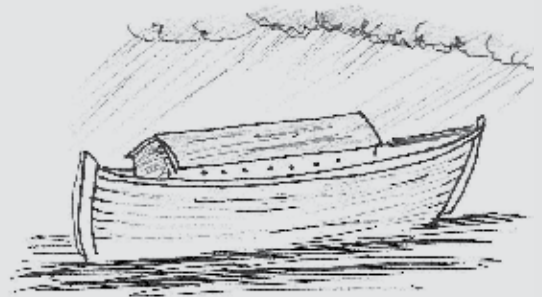
Questions

- *Dans votre région, quelles sont les injustices qui contribuent à la souffrance de la population en période de catastrophe ?*
- *Quelles initiatives de plaidoyer pourrait-on mettre au point pour permettre d'instaurer une plus grande justice ?*
- *Dieu nous appelle à faire preuve de compassion envers ceux qui souffrent. Nous devrions faire preuve de sollicitude envers les personnes, sans prendre en compte leur ethnie, leur religion, leur sexe, leur âge ou leurs aptitudes, en nous souvenant que toutes les personnes ont une valeur égale aux yeux de Dieu.*

ÉTUDE BIBLIQUE 5

Noé – leçons de préparation

- **Genèse 6.5-8.22.** Ce récit d'une inondation étendue se trouve dans la Bible et d'autres traditions religieuses et culturelles. Selon la Genèse, 40 jours de pluie ont inondé la terre et le niveau de l'eau est monté à sept mètres. L'inondation a duré 150 jours. La population humaine et les animaux terrestres ont tous été détruits, à l'exception de ceux qui se trouvaient dans le bateau avec Noé.
- **Lire Genèse 6.5-7.** La Bible parle du Déluge comme de la punition de Dieu pour le mauvais comportement humain.
 - *Y a-t-il aujourd'hui des personnes qui professent cette vision des catastrophes ?*
 - *En tenant compte des autres enseignements bibliques, y a-t-il une quelconque justification à ce point de vue ?*
- **Lire Genèse 6.11-17.** Noé a été averti par Dieu de l'arrivée de l'inondation. Dieu a également donné à Noé des instructions précises sur la construction d'un grand bateau étanche, décrit comme une arche.
 - *Quels signes nous alertent-ils de l'arrivée d'une catastrophe ?*
 - *Quels signes et connaissances traditionnelles les gens utilisent-ils pour prédire une catastrophe ?*



- **Lire Genèse 6.18-22 et 7.1-4.** Dieu a donné d'autres instructions à Noé concernant les oiseaux, les animaux et leur nourriture.
 - *En quoi cela a-t-il préparé la période suivant l'inondation ?*
 - *Quelles sont les choses que nous devons sauvegarder en priorité quand survient une catastrophe ?*
- **Lire Genèse 8.3-5 et 8.13-19.** Quand les eaux du Déluge se sont retirées, l'arche s'est posée sur une colline, alors Noé et sa famille ont pu prendre un nouveau départ en s'établissant sur des terres plus élevées.
 - *En quoi les catastrophes apportent-elles l'occasion de prendre un nouveau départ et de réduire les risques ?*

ÉTUDE BIBLIQUE 6

Joseph – la bonne personne au bon endroit

Dieu a donné au roi de l'Égypte ancienne un rêve prémonitoire. Joseph, qui était prisonnier hébreu à l'époque, a été appelé pour expliquer la signification du rêve. Il a expliqué qu'il y aurait sept années de bonnes récoltes suivies de sept années de mauvaises récoltes. Le roi a été impressionné par la sagesse que Dieu avait donnée à Joseph et a nommé ce dernier comme « Premier ministre » pour sauver l'Égypte de la famine.

- **Lire Genèse 41.25-32.** Par des rêves, Dieu a averti les Égyptiens de l'approche d'une famine.
- *Quels signes nous alertent-ils d'une sécheresse prochaine ?*
- **Lire Genèse 41.33-36 et 46-49.** Joseph a mis au point une stratégie pour la survie du pays pendant les sept années de mauvaises récoltes.
- *Quels ont été les éléments principaux de son plan de préparation à la famine ?*

- *Comment une population peut-elle aujourd'hui se préparer à une période de sécheresse ?*
- **Lire Genèse 39.2-6 et 21-23.** Plus tôt dans son existence, Joseph avait fait preuve de noblesse de caractère, quand il était responsable de la maison de Potiphar et qu'il a été injustement emprisonné.
- *Quelles sont les qualités particulières que possédait Joseph, et qui ont fait de lui une personne idéale pour diriger le programme de prévention contre la famine dans le pays ?*
- *Qu'est-ce qu'un bon dirigeant en période de catastrophe ?*
- **Lire Genèse 50.19-21.** La famille élargie de Joseph est venue chercher de la nourriture en Égypte quand la famine a touché son pays.
- *Comment Dieu s'est-il servi de Joseph pour accomplir ses plans plus vastes ?*

RÉFLEXION

Les catastrophes soulèvent souvent des questions sur Dieu et sur le sens de la vie. Les gens se demandent par exemple : « Pourquoi cela est-il arrivé ? » ; « Dieu nous punit-il ? » ; « Y a-t-il un Dieu d'amour ? » et « Comment Dieu peut-il nous délivrer de cette souffrance ? »

Souvent Dieu utilise de tels événements dans la vie des gens pour changer les cœurs, les mentalités et les vies. C'est aussi l'occasion pour les chrétiens de montrer l'amour de Dieu en apportant un soutien spirituel, social, psychologique et matériel (Jean 9.1-5 et 35-38).

- Les catastrophes devraient-elles modifier notre façon de travailler ? Pourquoi ?
- Comment pouvons-nous éviter de tirer profit de la vulnérabilité des personnes ?
- Devrions-nous cacher le fait que nous sommes chrétiens quand nous distribuons de l'aide ?

L'AIDE POUR TOUS

Le Code de conduite de la Croix-Rouge⁶ dit que l'aide doit être apportée à tous selon les besoins, sans tenir compte de l'identité ethnique ou des points de vue politiques ou religieux.

- Comment les organisations et les églises chrétiennes peuvent-elles respecter ces principes, étant donné la tendance naturelle à apporter l'aide en priorité aux croyants de même obédience ? (Matthieu 5.43-48, Romains 12.20, Galates 6.10)
- Est-ce conforme à une approche chrétienne ?

Partager les maigres ressources avec les autres, sans tenir compte des barrières religieuses, sociales ou ethniques, peut grandement améliorer les relations entre les différents groupes. Les actes de bienveillance sont rarement oubliés.

6 Titre complet : Le code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophes

2

Comprendre la réduction des risques : la théorie

Avant de pouvoir mettre au point, à l'échelon communautaire, un plan de gestion des risques de catastrophe, nous devons comprendre la terminologie et les modèles conceptuels qui sous-tendent cette approche. Ce guide utilise de nombreux termes qui ont tous une signification propre en RRC. Les moyens pratiques de réduction des risques ne peuvent être mis au point que si les causes de ces risques ont été comprises. Cette partie introduira les thèmes suivants :

- Termes et définitions
- Le cycle lié à une catastrophe
- Le modèle du point critique
- Le modèle de détente
- Le Cadre de Hyogo
- Catastrophes et développement
- Risque de catastrophe, changement climatique et dégradation de l'environnement

2.1 Termes et définitions

Un ensemble complet de termes et de définitions apparaît plus loin dans cette publication (voir le Glossaire). Cependant, pour commencer, nous donnons ci-dessous 11 définitions pour faciliter la compréhension de l'utilisation de ces termes dans un contexte de RRC.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (ACC)	Dans la pratique, l'ACC est très proche de la RRC et elle regroupe des actions entreprises pour accroître la résilience aux aléas atmosphériques (aggravés par le changement climatique).
ALÉA	Événement ou phénomène extrême pouvant causer une atteinte à la vie et des dommages aux biens et à l'environnement.
ATTÉNUATION	Mesures visant à réduire les effets néfastes de l'aléa sur les personnes, les biens et l'environnement.
CAPACITÉS	Forces et moyens disponibles (présents chez les individus, au sein des foyers et des communautés) permettant d'accroître l'aptitude à se préparer à un événement dangereux, à y faire face et à s'en relever.
CATASTROPHE	Résultat des conséquences d'un aléa sur une communauté vulnérable, entraînant des dommages aux personnes, aux biens ou aux moyens de subsistance à un point qui dépasse la capacité de résistance de la communauté.
PRÉPARATION	Activités pré-catastrophe qui augmentent l'aptitude des personnes à anticiper les effets d'un aléa, s'y préparer, y réagir et s'en relever.
RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE	Mesures prises pour réduire les pertes en cas de catastrophe, c'est-à-dire en réduisant l'exposition aux aléas, en réduisant la vulnérabilité et en augmentant la capacité.
RÉHABILITATION	Reconstruction de l'habitat, des structures sociales et des moyens de subsistance endommagés par une catastrophe, idéalement selon des normes qui, à l'avenir, résisteront aux effets d'un aléa similaire.
RÉPONSE D'URGENCE	Ensemble des activités mises en œuvre peu après une catastrophe, afin de sauver des vies, réduire la souffrance et favoriser un rétablissement rapide, en s'appuyant sur les capacités restantes de la communauté.
RISQUE	Probabilité d'un événement négatif survenant dans l'avenir et pouvant causer des souffrances, des dommages et des pertes.

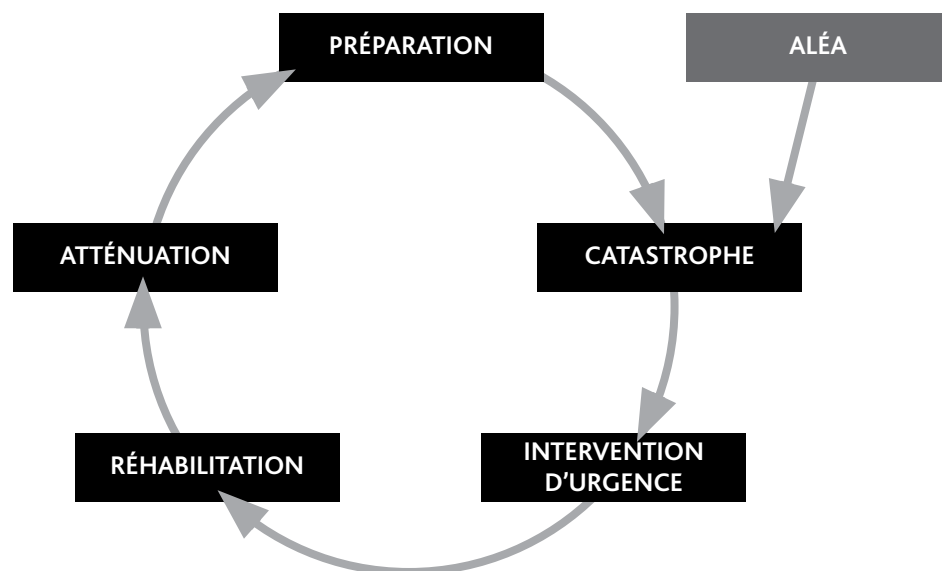
VULNÉRABILITÉ Condition ou ensemble de conditions qui réduisent la capacité des personnes à se préparer à un aléa particulier, à résister ou réagir.

Un ensemble plus complet de définitions et de termes est consultable dans le document, UNISDR *Terminologie pour la Prévention des risques de catastrophe*, publié par les Nations Unies, Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes (2009).

2.2 Le cycle lié à une catastrophe

Le cycle lié à une catastrophe est un modèle largement utilisé pour montrer la succession d'activités qui vont souvent suivre une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. Il prend en compte le fait que les catastrophes ont tendance à se produire au même endroit, avec une « période de retour » de quelques semaines parfois, ou peut-être de 50 ou 100 ans, selon la nature de l'aléa. Avec la progression du changement climatique, certains types de catastrophes liées aux conditions climatiques se produiront vraisemblablement plus fréquemment et avec une intensité plus grande que dans le passé.

Sous sa forme la plus simple, le cycle peut s'exprimer comme suit :



PHASE D'INTERVENTION D'URGENCE Celle-ci contient les activités visant à sauver et protéger la vie des survivants, p. ex. : recherche et sauvetage, soins médicaux, abris temporaires, rations alimentaires d'urgence. Les besoins sont particulièrement aigus pendant les premières 48 heures qui suivent une catastrophe à déclenchement rapide. Pendant cette période, de nombreux survivants risquent de mourir s'ils ne reçoivent pas l'assistance nécessaire.

RÉHABILITATION Cette phase est parfois scindée en deux étapes : relèvement rapide et relèvement ultérieur. Elle comprend la restauration de l'habitat, des moyens de subsistance, des systèmes sociaux et des infrastructures. Des activités comme le rétablissement de l'alimentation en eau et des services médicaux, ainsi que la reconstruction des écoles s'intègrent aisément au développement, étant donné que les nouvelles structures sont en général de meilleure qualité que ce qui a été détruit.

L'ATTÉNUATION ET LA PRÉPARATION sont des activités d'anticipation préalables aux catastrophes. Elles partent de la probabilité de récurrence de l'aléa et cherchent à réduire l'étendue de la souffrance pour la prochaine fois. Les activités d'atténuation peuvent comprendre la plantation de cultures alternatives, la

construction de maisons plus solides ou l'amélioration de l'approvisionnement en eau. La préparation peut comprendre des plans d'urgence, des systèmes d'alerte ou le stockage des biens de première nécessité. (Vous trouverez davantage d'exemples dans l'annexe B, page 92.)

RÉDUCTION DES RISQUES ET CYCLE LIÉ À UNE CATASTROPHE Le principal inconvénient du concept de cycle lié à une catastrophe est qu'il laisse entendre une suite chronologique et linéaire d'activités, où l'atténuation et la préparation suivent toujours la réhabilitation. En pratique, la réduction des risques futurs devrait être intégrée à toutes les parties du cycle, en commençant par la réponse d'urgence. Si la réduction des risques est remise à plus tard (c'est-à-dire jusqu'aux étapes de l'atténuation et de la préparation), les chances de réduire les risques futurs pourraient être perdues et les vulnérabilités qui existaient avant la catastrophe pourraient avoir été déjà réinstallées. Une bonne RRC interrompra le cycle en donnant à la communauté le pouvoir de résister aux aléas futurs.

Les exemples de réduction des risques au cours de la réponse d'urgence et de la réhabilitation comprennent ce qui suit : (*Les activités marquées d'un astérisque* peuvent aussi entrer dans les mesures d'ACC.*)

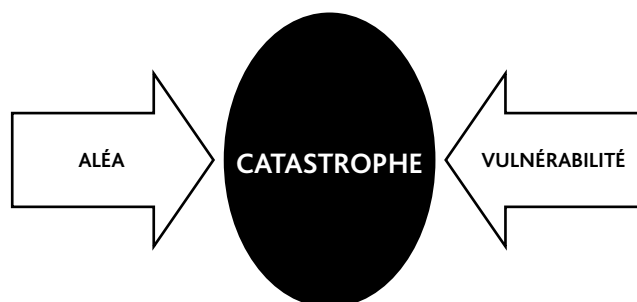
- **Distributions des secours** Les hommes et les femmes de la communauté répertorient les besoins et les solutions ; utilisation des capacités et des structures sociales survivantes.
- **Projets « travail contre rémunération » (TCR) ou « travail contre nourriture » (TCN)** Ces activités peuvent intervenir non seulement pour déblayer les décombres, mais aussi pour reconstruire des remblais*, creuser des canaux d'irrigation ou de déviation des eaux d'inondation*, ou construire de petites digues transversales* ; la participation de la communauté à la sélection et à la supervision des activités de TCR / TCN est essentielle. Aujourd'hui, dans les situations extrêmes, on a plus souvent recours à des distributions d'espèces, en prenant soin d'expliquer aux bénéficiaires qu'il s'agit d'une intervention ponctuelle. Cependant, malgré ces précautions, elles peuvent quand même encourager la dépendance et on risque de passer à côté d'une occasion de réduire des risques ultérieurs.
- **Reconstruction de maisons** Choix attentif d'emplacements sûrs après les évaluations de risques ; adoption, pour les habitations, d'une conception*, de matériaux* et d'une orientation* résistants aux aléas.
- **Restauration des moyens de subsistance** Prise en considération de moyens de subsistance nouveaux, moins sujets aux catastrophes, et des possibilités de les rendre « à l'épreuve des catastrophes » ; introduction de nouvelles cultures* et / ou de nouveaux types de bétail*.
- **Veiller à l'approvisionnement en eau** Attention particulière apportée à l'emplacement* et à la conception* des pompes manuelles, en veillant à ce qu'elles soient situées au-dessus des niveaux d'inondation ; le cas échéant, veiller à ce que les points d'eau et les canalisations puissent résister aux inondations soudaines ou aux séismes.
- **Fourniture de semences résistantes à la sécheresse ou aux inondations*** Il peut s'agir soit de variétés particulières d'une culture existante soit d'une culture alternative capable de mieux résister aux conditions de pénurie ou d'excès d'eau.

La méthodologie d'APRC peut être incorporée dans le processus de relèvement, en général à la fin de la phase de réponse d'urgence, pour que les activités de réhabilitation reposent sur les résultats de l'APRC et entrent dans les planifications d'actions.

L'APRC peut également servir dans le cadre de la planification préalable aux catastrophes dans des zones où aucune catastrophe ne s'est produite depuis un certain temps (p. ex. : zones exposées aux tremblements de terre). C'est parfois difficile, étant donné que le souvenir communautaire d'une catastrophe est plus faible quand 50 ans ou plus se sont écoulés depuis le dernier grand tremblement de terre.

2.3 Le modèle du point critique

Les catastrophes ne sont pas des événements aléatoires ou isolés. Elles résultent en général d'aléas naturels ou d'origine humaine touchant une population vulnérable. Ce diagramme montre comment aléas et vulnérabilité s'associent pour mettre une population sous pression, provoquant ainsi une catastrophe.



Un aléa (voir définition en page 15) peut être un phénomène naturel, comme un tremblement de terre, une sécheresse ou un cyclone ; il peut aussi être le résultat de l'activité humaine, comme un conflit ou un accident industriel. L'activité humaine influe souvent sur l'intensité des aléas naturels. Par exemple : couper des arbres peut exacerber localement la durée et l'impact d'une sécheresse. Le changement climatique augmente également la fréquence et la gravité des phénomènes atmosphériques extrêmes, qui touchent maintenant des zones plus larges.

Une vulnérabilité (voir définition en page 16) est habituellement une faiblesse prolongée de certains aspects de la vie communautaire : habitation, agriculture ou alimentation en eau, par exemple. Quand un aléa frappe une communauté vulnérable, il y a de grandes chances qu'il y ait une catastrophe. L'étendue d'une catastrophe sera déterminée par la force de l'aléa et par le degré de vulnérabilité.

Exemple d'un séisme. Si une forte secousse se produit dans un lieu où les maisons sont construites selon une architecture traditionnelle qui n'est pas solide, les dégâts et les pertes en vies humaines seront importants. Les maisons peu solides créent une vulnérabilité qui fait qu'un aléa important (le séisme) provoque une catastrophe.

Par contre, si le même séisme se produit dans un lieu où les habitations sont parasismiques, le niveau de vulnérabilité est beaucoup plus faible et la catastrophe peut être évitée.

Il est prouvé que le changement climatique fait augmenter la vulnérabilité des personnes pauvres ainsi que l'intensité de certains aléas. Par exemple : des agriculteurs qui perdent leurs champs à cause de la hausse du niveau de la mer peuvent migrer vers des bidonvilles urbains extrêmement vulnérables. Dans les zones de sécheresse, les mauvaises récoltes des cultures traditionnelles et la pénurie alimentaire qui en découle deviennent de plus en plus fréquents.

RÉFLEXION

- Quels aléas, d'origine naturelle ou humaine, se produisent dans votre pays ?
- Ces aléas produisent-ils des catastrophes pour certaines personnes ou certaines régions, tout en n'ayant qu'un faible impact sur d'autres ?
- Qui sont les personnes les plus vulnérables de votre communauté, selon l'âge, le sexe, l'ethnicité, l'instruction ou les moyens de subsistance ?

Éléments en danger

La vie humaine est constituée de différentes parties ou « éléments » : bâtiments, réseaux familiaux, moyens de subsistance et ressources naturelles disponibles, par exemple. Si ces éléments risquent d'être endommagés par un aléa, on dit qu'ils sont des « éléments en danger ». Ceux-ci tombent dans cinq catégories :

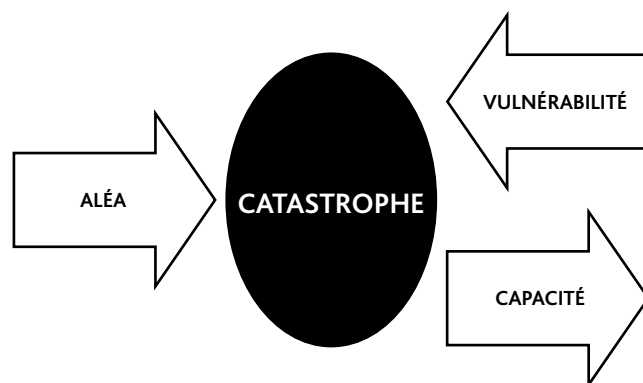
- Individuels (hommes / femmes)
- Sociaux (y compris spirituels)
- Naturels
- Matériels (y compris le bâti)
- Économiques.

Ces éléments sont étudiés plus en détail dans la partie 6.

Capacités

Une communauté peut avoir des faiblesses, qualifiées de vulnérabilités, mais elle a aussi des forces, dénommées capacités. Celles-ci se trouvent à tous les échelons de la communauté, de la famille et de l'individu. Les capacités créent une aptitude à se préparer à répondre à l'impact d'un aléa, ainsi qu'à s'en relever, réduisant ainsi les dégâts et les pertes.

Nous pouvons ajouter la capacité au modèle du point critique, sous forme d'une flèche dans la direction opposée, parce que les capacités contribuent à réduire la pression sur la population touchée :



Comme les vulnérabilités, les capacités sont très variables d'un pays à l'autre, d'un endroit à l'autre (au sein d'un même pays) et d'une famille à l'autre. Les personnes qui n'ont guère de capacités, comme les personnes très pauvres, les personnes sans terre ou celles qui sont issues de minorités ethniques ou religieuses, et, beaucoup trop souvent, les femmes et les enfants risquent de souffrir davantage.

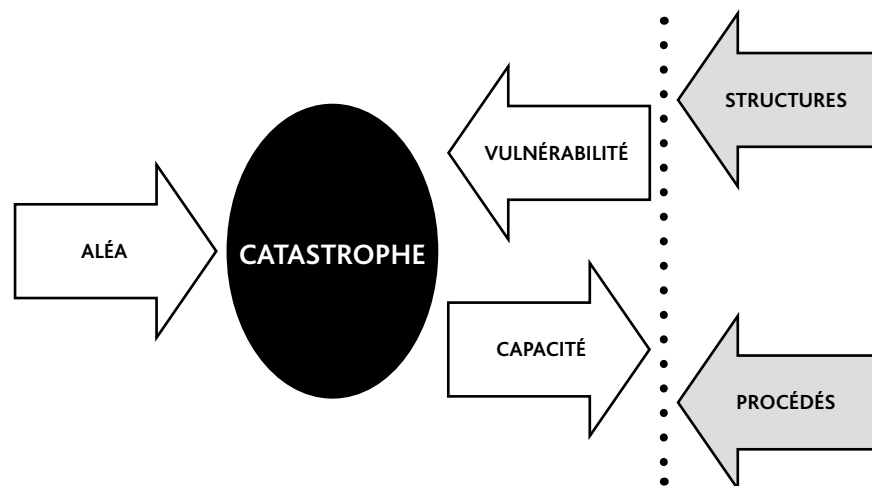
On trouve aussi les capacités dans les cinq catégories différentes répertoriées dans « Éléments en danger ».

Impacts, vulnérabilités et capacités liés aux aléas habituels

CATÉGORIE D'ALÉA	IMPACT	VULNÉRABILITÉ	CAPACITÉ
Inondation	Décès de femmes / enfants	Mauvais nageurs	Aptitude à nager
	Destruction d'habitations	Habitations mal construites	Meilleure conception des habitations
	Pertes de cultures	Champs en zones de basse terre ; pas de remblai	Options de cultures résistantes à l'inondation ou de cultures de saison sèche
	Noyades d'animaux	Pas de terrains élevés sûrs	Aires de refuge sûres
Sécheresse	Problèmes de santé	Manque d'eau potable	Pompe manuelle toute l'année
	Pertes de cultures	Pas de système d'irrigation	Variétés résistantes à la sécheresse
	Mort d'animaux	Pas de terre de pâture disponible	Stockage de fourrage
Cyclone	Décès humains	Absence d'alerte ou de préparation	Plan local d'urgence
	Destruction d'habitations	Habitations mal construites	Habitations bien conçues
	Pertes de cultures	Pas de barrière de protection contre les raz-de-marée	Bon remblai
Séisme	Décès humains	Manque de connaissances	Bonne information concernant les séismes
	Destruction d'habitations	Habitations mal construites	Conception parasismique des habitations
	Arrêts de moyens de subsistance	Dépendance d'un seul moyen de subsistance	Plusieurs moyens de subsistance

Pressions dynamiques – structures et procédés

Des facteurs plus vastes affectent les vulnérabilités et les capacités d'une communauté. Parmi ces facteurs on trouve le rôle des puissants et des structures sociales, et les procédés par lesquels ils influencent les communautés.



Les structures peuvent comprendre :

- les organes dirigeants traditionnels (p. ex. : les anciens du village)
- les groupes religieux (p. ex. : les comités d'église ou de mosquée)
- les ministères gouvernementaux (p. ex. : de la santé ou de l'agriculture)
- les entreprises (p. ex. : une plantation de sucre ou une compagnie minière)
- les individus puissants (p. ex. : un riche propriétaire terrien).

Chacune de ces structures a des politiques et des activités exécutives qui affectent les habitants de la communauté, les rendant plus ou moins vulnérables aux aléas. Les procédés peuvent être **positifs** ou **négatifs**. Voici deux exemples de procédés positifs et négatifs. Dans le premier, ils sont associés au système traditionnel de direction des anciens de village que l'on rencontre fréquemment, dans le deuxième, ils sont appliqués à une société d'exploitation florale :

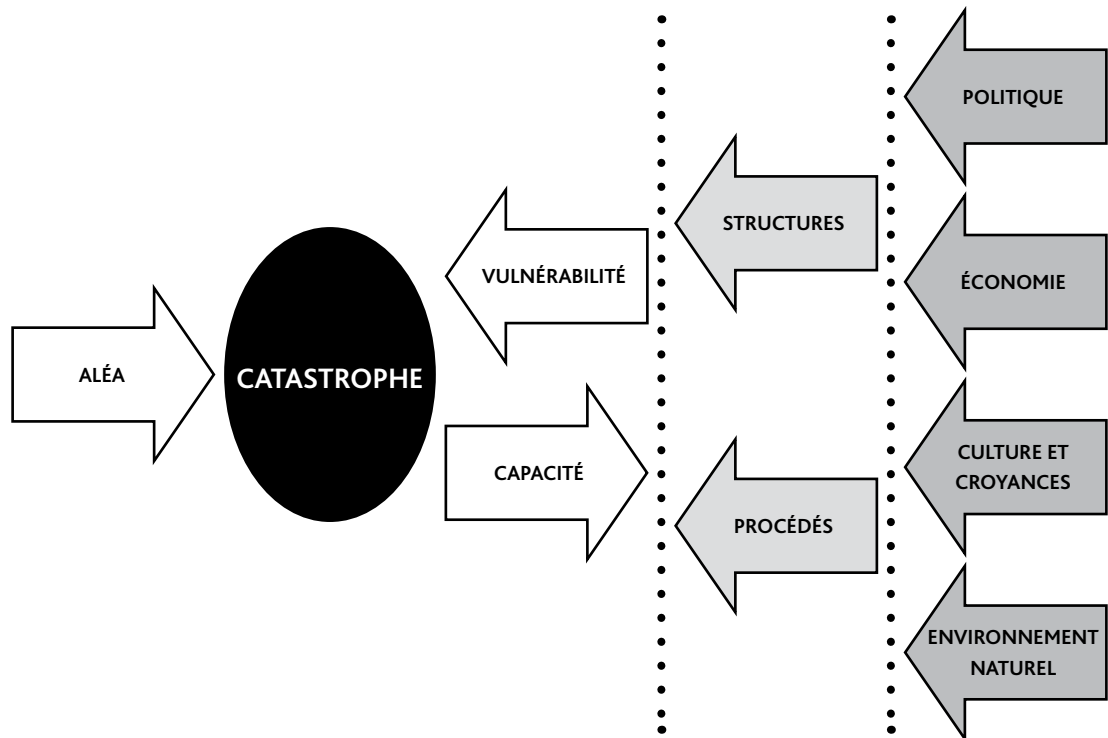
STRUCTURE	PROCÉDÉ NÉGATIF – AUGMENTE LA VULNÉRABILITÉ	PROCÉDÉ POSITIF – RÉDUIT LA VULNÉRABILITÉ
Anciens du village	Les décisions d'un groupe essentiellement masculin peuvent favoriser les hommes et éventuellement négliger les priorités / besoins des femmes. Les anciens pourraient faire preuve de parti pris ou vivre en dehors du village et ne pas donner de direction en temps de crise.	Les anciens peuvent comprendre des représentants de tous les secteurs de la communauté. Ils peuvent déceler les besoins et les capacités des femmes, régler de manière impartiale les différends, promouvoir la coopération et donner une direction claire en temps de catastrophe.
Exploitation florale	La forte demande en eau peut réduire la disponibilité de l'eau pour les agriculteurs pauvres des environs.	Elle peut offrir du travail et des salaires. Elle fait entrer des devises étrangères dans le pays.

RÉFLEXION

- Quelles sont les structures qui créent localement des conditions vulnérables dans notre zone ?
- Quels sont les procédés qui créent localement des conditions vulnérables dans notre zone ?
- Quels sont les procédés et les structures qui créent localement des capacités dans notre zone ?

Causes sous-jacentes

Les structures et procédés étudiés ci-dessus ont souvent des racines plus profondes, appelées « causes sous-jacentes ». Ces causes sont souvent profondément inscrites dans la culture, les coutumes ou les croyances, ou bien elles viennent des bases de pouvoir à des kilomètres de la communauté concernée. Ces causes tombent dans quatre grandes catégories :



POLITIQUE Le gouvernement national peut fournir des ressources à un district particulier ou les refuser, souvent pour des raisons politiques (p. ex. : les préférences électorales de la population de ce district !). Ce qui pousse un gouvernement à agir est souvent le désir de conserver le pouvoir lors des prochaines élections.

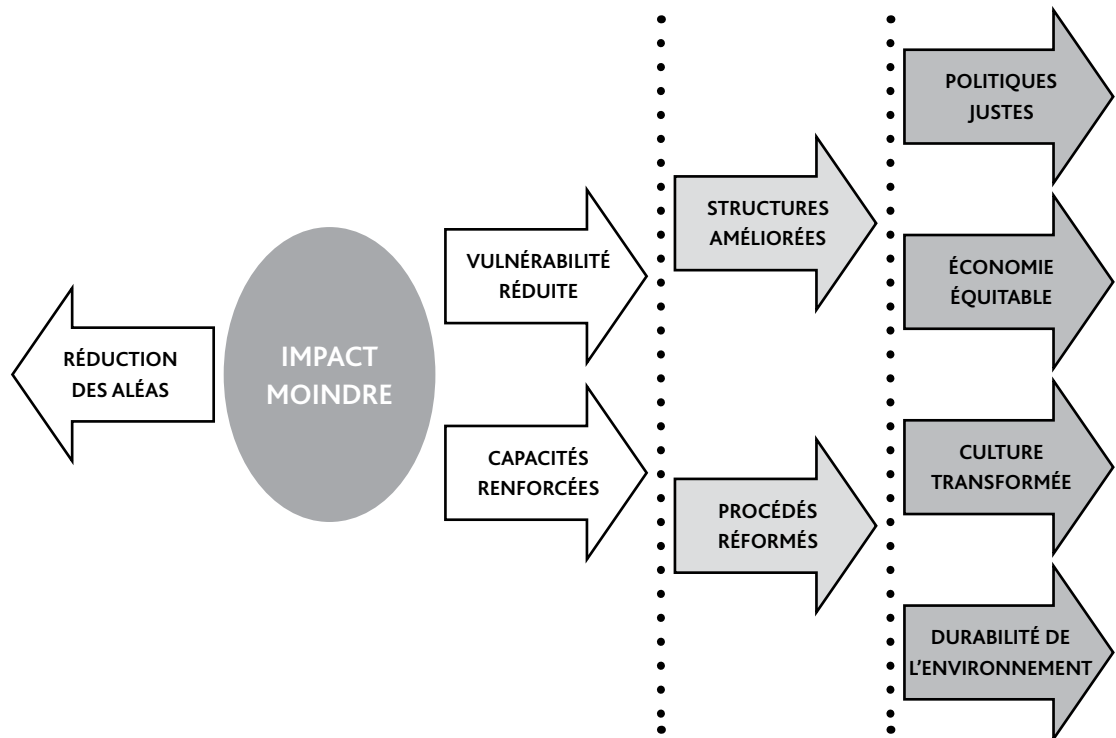
ÉCONOMIE Le gouvernement national doit prendre des décisions en matière de priorités de dépenses. Par exemple : les ministères de la santé et de l'agriculture peuvent être sous-financés si plus de dépenses sont affectées à la défense ou au remboursement de la dette. En outre, les prix des denrées faisant l'objet d'échanges internationaux, comme le café, le sucre ou le coton, influenceront sur le prix que les agriculteurs reçoivent pour leurs cultures industrielles.

CULTURE ET CROYANCES Une culture qui attribue les catastrophes au mauvais comportement des esprits peut ne pas être ouverte à l'adoption de mesures de réduction des risques de catastrophe. La culture ambiante influence également les pratiques agricoles : les agriculteurs qui pratiquent traditionnellement l'agriculture sur brûlis augmenteront leur vulnérabilité à la fois à la sécheresse et aux inondations, parce que la perte des arbres modifie le climat local et augmente le ruissellement des eaux de pluie. Une culture à dominance masculine peut n'accorder que peu de valeur aux femmes, ce qui augmente leur vulnérabilité. Par exemple : quand l'évacuation est nécessaire de toute urgence, les femmes peuvent être dans l'incapacité de quitter leur maison sans être escortées par un parent de sexe masculin.

ENVIRONNEMENT NATUREL Ce sont les aspects du climat, du genre de sols et de la géographie qui influent sur la vulnérabilité. Par exemple : des pentes abruptes modifieront le genre de pratiques agricoles utilisées et augmenteront les chances de glissement de terrain. L'activité humaine dégrade constamment l'environnement naturel, le rendant plus fragile et moins capable de résister aux conditions climatiques extrêmes.

2.4 Le modèle de détente

Pour réduire les risques de catastrophe, la direction des flèches du modèle du point critique doit être inversée, illustrant le relâchement de la pression qui provoquait auparavant une catastrophe. Le schéma résultant pourrait ressembler à cela :



Changer la direction des flèches n'est pas toujours chose aisée et exige une action aux niveaux local, national et international. Quelques exemples sont donnés ci-dessous.

RÉDUCTION DES ALÉAS Il y a des moyens de réduire l'apparition, la fréquence et la force de certains aléas. Par exemple : la construction de remblais ou le curage des canaux peuvent réduire les inondations. Des arbres peuvent être plantés pour compenser la sécheresse ou pour stabiliser les sols susceptibles d'érosion. Le plaidoyer peut servir à influencer les personnalités politiques pour qu'elles fassent davantage pour contrer le changement climatique et ses effets sur les aléas liés aux conditions climatiques.

RÉDUCTION DE L'IMPACT DES ALÉAS Certains « éléments en danger » peuvent éventuellement être renforcés pour réduire le risque de catastrophe. Par exemple : les tuyaux des puits forés peuvent être surélevés pour maintenir les pompes manuelles à l'abri des eaux d'inondation, des margelles de puits ouverts peuvent être ajoutées et scellées, les maisons peuvent être renforcées ou construites sur pilotis. (Une liste plus détaillée des interventions idoines se trouve dans l'annexe B, page 92.)

VULNÉRABILITÉ RÉDUITE Un processus d'analyse des risques repérera les vulnérabilités spécifiques et les mesures à prendre pour les réduire. Par exemple : les systèmes d'alerte inadaptés peuvent être améliorés, les mauvaises pratiques agricoles peuvent être modifiées ou des moyens alternatifs de subsistance être introduits. Les groupes des habitants les plus vulnérables devraient être ciblés en premier.

CAPACITÉS RENFORCÉES Les communautés auront toujours des capacités qu'elles peuvent utiliser en période de catastrophe : connaissances locales des plantes sauvages alimentaires qui se produisent naturellement (pour les périodes de crise alimentaire), ou des troncs de bananiers (pour faire des bateaux), par exemple. Si les capacités existantes peuvent être renforcées, l'impact des aléas sera réduit. Il est également possible de développer de nouvelles capacités, en sélectionnant et formant des volontaires, en développant de nouveaux savoir-faire ou simplement en fournissant davantage de bateaux, par exemple.

STRUCTURES AMÉLIORÉES ET PROCÉDÉS RÉFORMÉS Les pressions dynamiques peuvent agir positivement ou négativement (voir la partie 7.1). Le processus d'APRC devrait permettre de repérer celles qui sont négatives, et les plans d'action peuvent ensuite tenter de les modifier. Par exemple : la pression provenant d'une communauté agricole peut optimiser l'action d'un agent gouvernemental de vulgarisation agricole, ou modifier l'activité néfaste d'une société d'exploitation florale (voir la partie 8.7).

CAUSES SOUS-JACENTES Les causes sous-jacentes sont peut-être les plus difficiles à changer parce qu'elles sont souvent très profondément enracinées. Le plaidoyer auprès des responsables gouvernementaux locaux ou nationaux peut entraîner une augmentation des ressources gouvernementales affectées à une région. L'enseignement apporté par le pasteur local ou par d'autres chefs religieux peut aider à modifier des croyances superstitieuses néfastes. Le plaidoyer à un échelon international peut réduire le poids de la dette ou contribuer en partie à la prévention d'autres changements climatiques.

2.5 Le Cadre d'Action de Hyogo

Le Cadre de Hyogo est un document clé qui a émergé de la conférence de l'UNISDR sur la réduction des risques de catastrophe, qui s'est tenue au Japon en janvier 2005. Il a été adopté par 168 gouvernements et se compose de cinq éléments principaux :

Le Cadre d'Action de
Hyogo, 2005–2015

- veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale avec un cadre institutionnel solide
- identifier, évaluer et surveiller les risques de catastrophe, et renforcer les systèmes d'alerte précoce
- utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de sûreté et avec une capacité de récupération à tous les niveaux
- réduire les facteurs de risques sous-jacents
- renforcer la préparation face aux catastrophes pour une réponse efficace à tous les niveaux.

L'objectif de ce cadre est de décrire la nature quintuple des actions nécessaires pour réduire les souffrances associées aux catastrophes. L'action est nécessaire à tous les niveaux, depuis la coopération internationale sur des questions comme les systèmes d'alerte jusqu'à la planification d'urgence à l'échelon communautaire et familial qui permet aux habitants de réagir face à ces alertes.

Les progrès de la mise en application du cadre ont été lents (jusqu'en 2011), mais il est devenu un outil utile dans la planification de projets de RRC et un atout précieux pour le plaidoyer, incitant les gouvernements à accorder une priorité plus élevée aux activités de réduction des risques.

2.6 Catastrophes et développement

Pour une grande partie de la population mondiale, les aléas font partie de la vie de tous les jours. Chaque fois qu'une personne allume un feu pour cuisiner, il y a un risque de blessure pour les enfants ou d'incendie pour l'habitation. Quand des communautés vivent sur une plaine inondable ou sur les pentes d'un volcan pour profiter des sols fertiles, il y a des risques associés aux inondations ou aux éruptions volcaniques. Les risques deviennent partie intégrante de la vie.

En concevant de nouveaux projets de développement, nous devons tenir compte de ces risques. Par exemple : planifier un programme agricole sur une plaine inondable sans tenir compte des impacts d'une inondation, c'est s'exposer à un échec. De même, construire des habitations ou des écoles dans une zone sismique connue sans respecter les normes parasismiques, c'est de la folie. Le développement doit être approprié et prendre totalement en compte le contexte, y compris les aléas potentiels.

Les catastrophes révèlent parfois un développement inapproprié, parce qu'il devient évident qu'un aléa connu n'a pas été pris en compte. On peut en tirer des leçons. Pourquoi la population était-elle vulnérable ? Que peut-on faire pour réduire cette vulnérabilité ? Ces questions orientent souvent vers d'autres questions portant sur la richesse, le pouvoir et les valeurs sous-jacentes de la société et ce sont précisément ces dernières qui sont étudiées dans cet ouvrage comme étant les causes sous-jacentes des catastrophes.

Les crises alimentaires sont souvent la conséquence de manquements prolongés en matière de développement qui engendrent une insécurité alimentaire chronique et une vaste catastrophe à déclenchement lent. Un bon développement et une RRC efficace sont tous deux nécessaires pour éviter de telles crises à l'avenir.

Toute communauté qui a réussi à bien vivre dans un même lieu pendant un certain temps aura déjà découvert le moyen de survivre à la plupart des aléas les plus communs. Habituellement, la population résiste bien aux aléas fréquents, mais risque de moins bien se préparer aux aléas qui se produisent moins fréquemment. Une approche développementale des catastrophes devrait chercher à tirer le meilleur parti des connaissances locales et à s'appuyer sur les capacités développées sur plusieurs générations.

2.7 Risque de catastrophe, changement climatique et dégradation de l'environnement

Les scientifiques s'accordent à dire que le changement climatique provoque une augmentation de la fréquence et de la gravité des inondations, sécheresses et tempêtes, ainsi qu'un accroissement des phénomènes associés à la hausse des températures et du niveau des mers. Le changement climatique est également utilisé pour décrire le changement insidieux des conditions de vie (températures, niveau des mers et schémas climatiques, par exemple). De tels changements sont potentiellement plus néfastes que les catastrophes à déclenchement soudain, parce qu'ils sapent les moyens de subsistance traditionnels, exacerbent l'insécurité alimentaire et créent des pénuries d'eau.

Le changement climatique est mieux compris actuellement qu'il y a quelques années, et des projections sont à la disposition de beaucoup de pays (voir : www.climateonestop.net, en anglais). Sur la base de l'expérience actuelle et des projections futures, des Programmes d'action nationaux d'adaptation ont été élaborés par les pays les moins développés, et de nombreux autres pays ont organisé des Communications nationales sur le changement climatique. Des projets locaux d'adaptation sont en cours dans certains endroits, mais il en faudra beaucoup d'autres. Le changement climatique a déjà des conséquences importantes sur l'approvisionnement en eau, la santé, l'utilisation des sols et la plupart des aspects de la vie. Les moyens de subsistance reposant sur l'agriculture sont plus particulièrement touchés.

L'ONU considère que neuf catastrophes sur dix sont liées au climat. Il s'ensuit donc que des phénomènes climatiques plus extrêmes déboucheront sur davantage de catastrophes. Les mesures de RRC cherchent à réduire le niveau de vulnérabilité et à minimiser les effets perturbateurs des aléas en construisant des communautés plus résilientes. Avec la croissance de l'amplitude des extrêmes climatiques, le besoin d'une RRC efficace et souple devient plus aigu.

L'ACC et la RRC ont beaucoup en commun. Les activités qui étaient autrefois qualifiées de RRC sont maintenant qualifiées d'ACC. Les jardins maraîchers flottants et les semis de riz du Bangladesh n'en sont qu'un exemple parmi d'autres. Des tas constitués de plants de jacinthe d'eau, entourés d'un cadre de bambous, sont entreposés pour se décomposer et se comprimer. Les graines sont semées dans ces lits fertiles, qui flottent à l'intérieur des cadres de bambou et restent à flot si la zone est inondée. C'est un mécanisme de survie pour un problème vieux comme le monde, mais qui devient de plus en plus nécessaire avec la fréquence et la gravité accrues de ces inondations.

Parallèlement au changement climatique et aux risques croissants de catastrophe, se produit aussi une dégradation environnementale. Les minéraux sont exploités, les arbres sont abattus à des vitesses alarmantes, des espèces d'animaux et de plantes sont détruites, l'air est pollué et l'eau des nappes phréatiques est extraite à un rythme insoutenable. En général, cette dégradation de l'environnement est provoquée par l'activité humaine, mais elle peut être aggravée par le changement climatique. Par exemple : couper des arbres peut augmenter l'érosion des sols qui est exacerbée par une pluviosité accrue ou par des précipitations plus importantes sur un intervalle de temps plus court.

L'adaptation à ces changements s'opère également ; on l'appelle **adaptation axée sur les écosystèmes** (AAE) ou **adaptation à la dégradation environnementale** (ADE). Un exemple d'une telle adaptation pourrait être la création de canaux de déviation de l'eau le long des courbes de niveaux sur des pentes où les arbres ont été supprimés.

Évaluation environnementale, une publication de Tearfund, comporte des diagrammes avec trois cercles sécants (pages 57–59), montrant l'interdépendance des impacts des aléas naturels, du changement climatique et de la dégradation environnementale. Des propositions de mesures d'adaptation sont exposées et nombre d'entre elles sont applicables aux trois phénomènes à la fois.

La plupart des membres des communautés vulnérables ne font pas la distinction entre RRC, ACC et ADE. Toutes trois sont, il est vrai, des stratégies de résistance aux aléas environnementaux qui créent des risques pour les personnes, les biens, les moyens de subsistance, la biodiversité et les ressources naturelles. Il n'est pas toujours utile ni nécessaire de faire une distinction entre les chocs suivant qu'ils sont provoqués par le changement climatique, la dégradation environnementale ou par d'autres aléas. Il est beaucoup plus important de comprendre la menace et ses causes, ainsi que de planifier une réponse appropriée aux aléas d'aujourd'hui, mais aussi à ceux qui peuvent être prédits pour l'avenir. La meilleure approche consiste à établir des caractéristiques qui aideront les communautés à résister aux phénomènes extrêmes dans l'avenir, quelle que soit leur source (voir la partie 8.6).

Autres publications de Tearfund

- *CEDRA (Évaluation des risques et de l'adaptation au changement climatique et à la dégradation de l'environnement)* 2009
- *ROOTS 13 – Durabilité environnementale*, 2009
- *Évaluation environnementale*, 2009

Le *CEDRA* étudie spécifiquement le changement climatique et comment les changements prévus peuvent, dans une région donnée, toucher tous les types de projets mis en œuvre à cet endroit. L'ouvrage décrit comment évaluer les diverses options d'adaptation et choisir celle qui convient le mieux. L'outil *Évaluation environnementale* étudie les impacts potentiels qu'un projet isolé peut avoir sur l'environnement et comment réduire ces impacts.

Une autre publication utile concernant l'ACC et la RRC est : *Linking climate change adaptation and disaster risk reduction* (Tearfund et IDS, 2008)

Sur la résilience communautaire : *Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes*, par John Twigg (2ème édition, 2010)

RÉFLEXION

- Quelle est l'incidence du changement climatique sur les types, la fréquence et l'intensité des catastrophes dans votre région ?
- Quels sont les signes de la dégradation environnementale que vous voyez dans votre pays ?
- Y a-t-il une action entreprise pour réduire cette dégradation ?

3

Vue d'ensemble du processus APCR

L'APRC (Analyse participative des risques de catastrophe) est une méthodologie utilisable à l'échelon communautaire. Elle demande l'engagement actif, avec la communauté, dans un processus d'étude des risques auxquels elle est confrontée et des facteurs qui contribuent à ces risques. Ce processus d'étude est important, parce qu'ainsi la communauté commence à comprendre tant les vulnérabilités que les capacités qu'elle possède pour se préparer et répondre à une catastrophe.

Le produit final de l'APRC est un plan de réduction des risques, mis au point avec la communauté et qu'elle s'est approprié. La mise en application de ce plan peut nécessiter le soutien d'une ONG, ou les ressources de l'administration locale ou nationale, mais son fondement doit reposer sur les capacités découvertes dans la communauté elle-même et dans les familles qui la composent.

L'APRC n'est pas un cours de formation pour la communauté, bien que le personnel des ONG puisse avoir besoin d'être formé à l'utilisation de cette méthodologie. L'APRC n'est pas un exercice d'évaluation des besoins, parce que les « besoins » sont les choses nécessaires pour préserver la vie et la santé sur le moment. L'APRC s'intéresse aux facteurs plus profonds qui engendrent la vulnérabilité et mettent les personnes et les biens en plus grand danger face aux aléas. Cette méthodologie met également en avant les capacités découvertes au sein de la communauté, qui augmentent sa résilience face aux aléas.

3.1 Description de la méthodologie

L'APRC repose sur les éléments du modèle du point critique décrits dans la partie 2.3. Le modèle du point critique est une démonstration de la façon dont les aléas et les vulnérabilités s'unissent pour créer une catastrophe. Les vulnérabilités sont augmentées ou réduites par les pressions dynamiques (structures et procédés sociaux) à l'œuvre dans la communauté (partie 7.1). Ces pressions subissent l'influence des causes sous-jacentes, c'est-à-dire une combinaison de facteurs politiques, économiques, culturels, religieux et environnementaux.

Le modèle du point critique montre aussi comment l'impact d'un aléa est réduit par les capacités que possède une communauté. Les capacités permettent aux individus et aux familles de se préparer, de résister et de se relever de l'impact d'un aléa.

La méthodologie d'APRC doit donc découvrir :

- les types d'aléas menaçant une communauté, et des informations concernant ces aléas
- l'impact de ces aléas sur divers aspects de la vie communautaire
- les facteurs de vulnérabilité qui permettent à cet impact de se produire et qui, dans la communauté, est le plus vulnérable
- les capacités qui aident la communauté (familles et individus) à résister aux aléas
- les pressions dynamiques qui risquent soit d'augmenter, soit de réduire les vulnérabilités et qui influent sur les capacités locales
- les causes sous-jacentes, au niveau de la politique, l'économie, la culture, les croyances ou l'environnement qui influencent les pressions dynamiques.

Une fois ces facteurs étudiés et compris, il est possible de mettre au point, avec la communauté, des activités appropriées pour réduire l'impact des aléas, minimiser les pertes, réduire la vulnérabilité et renforcer les capacités locales.

Le processus d'APRC est mené en interaction avec des groupes de discussion et par le biais d'entrevues avec des informateurs clés. Des questionnaires sont utilisés, en lien avec les outils participatifs (partie 4.2).

3.2 Catégories d'analyses

L'APRC utilise cinq catégories d'analyses. À elles cinq, elles recouvrent tous les biens qui sont présents dans la communauté. Un bien est une force ou un attribut utilisé dans la vie de tous les jours, susceptible d'améliorer le bien-être. La présence d'un bien donne à la famille ou à la communauté une capacité pour résister à un aléa. L'absence de bien, ou la restriction de son accès, peut créer une vulnérabilité face à cet aléa.

La méthodologie veille à ce que tous les aspects de la vie soient examinés et aide à éviter que le facilitateur ou les intérêts particuliers des membres puissants de la communauté ne dominent. Par exemple : un facilitateur ayant de l'expérience dans le travail social pourrait se concentrer sur les aspects sociaux de l'impact de la catastrophe, mais ignorer les activités économiques ou les ressources naturelles. De même, dans la communauté, un ingénieur pourrait vouloir centrer la discussion sur les routes, les ponts et les défenses contre les inondations, mais ne pas porter une attention suffisante aux savoir-faire autochtones ou aux impacts sociaux des catastrophes.

Les cinq catégories décrites ici sont fondées sur les cinq types de capital (ou biens) décrits dans le Cadre des moyens durables de subsistance.⁷ Il est préférable d'éviter les longues discussions pour savoir dans quelle catégorie entre un bien donné. Un bien peut entrer dans plusieurs catégories. Prenez l'exemple de l'école locale, qui pourrait entrer dans trois catégories :

- l'école possède un bâtiment : c'est un bien matériel
- l'école est un lieu de rassemblement pour les enfants, les parents et les enseignants : elle remplit une fonction sociale
- l'école est un lieu d'instruction, où se fait l'acquisition de nouveaux savoir-faire et connaissances : elle peut donc aussi renforcer les capacités humaines.

Le plus important, c'est de veiller à ce qu'aucun aspect de la vie ne soit oublié, parce que les aléas touchent chacun de ces aspects d'une façon différente.

BIENS INDIVIDUELS (HOMMES / FEMMES)

Les biens individuels comprennent les savoir-faire, les connaissances, l'instruction, l'expérience, la formation, l'aptitude à travailler et la santé physique. Il est indispensable de tenir compte du sexe tout au long de l'analyse, étant donné que les vulnérabilités et les capacités des hommes et des femmes sont différentes.

BIENS SOCIAUX

Les biens sociaux sont les relations et les réseaux qui existent au sein d'une communauté et avec des personnes extérieures à la communauté. Ils comprennent la famille élargie, en particulier les membres qui vivent en dehors de la zone touchée par la catastrophe et les divers groupes, clubs et coopératives qui existent dans la communauté. L'appartenance à un réseau peut étendre l'accès d'un individu à des sources plus larges d'informations (p. ex. : par l'intermédiaire d'une coopérative agricole) et rendre accessibles un plus grand nombre de ressources. Coopérer avec d'autres augmente la capacité de chacun à résister aux chocs de la catastrophe.

⁷ DFID *Sustainable Livelihoods Guidance Sheets*



Bob Hansford / Tearfund

Bien matériel : Les ponts, comme celui-ci dans la vallée du Brahmapoutre, Assam, Inde, sont un moyen important de fuite face à la montée des eaux d'inondation.

BIENS NATURELS

Les biens naturels sont les ressources naturelles disponibles pour la communauté, comme des forêts, des rivières, des aires de pâturage, des fruits sauvages et des minéraux. Il semble parfois que ces biens soient disponibles, mais leur accès est en pratique refusé, en raison de conflits, de baux fonciers, de divisions sociales ou de pratiques culturelles. Les ressources naturelles fournissent la matière première de nombreux moyens de subsistance.

L'APRC étudie aussi les tendances de la qualité et de la disponibilité des biens naturels, et plus particulièrement les changements qui peuvent être attribués à la dégradation environnementale (érosion, abattage d'arbres, par exemple) ou au changement climatique (moins de pluies et abaissement de la nappe phréatique, par exemple).

BIENS MATÉRIELS

Les biens matériels comprennent toutes les structures faites par l'homme. Cette catégorie comprend les infrastructures de base comme les maisons, les routes, les ponts, les écoles, les hôpitaux, les câbles électriques, les digues transversales et les puits. Les outils servant aux moyens de subsistance et l'équipement agricole font également partie de cette catégorie, ainsi que les moyens de transport et de communication.

Comme pour la catégorie des biens naturels, l'accès aux biens matériels peut être une problématique essentielle : un abri anticyclonique est, en théorie, un avantage puissant, mais peut, en pratique, se remplir rapidement ou ne permettre l'accès qu'à des groupes sociaux particuliers.

BIENS ÉCONOMIQUES

Les biens économiques sont liés à ce que possède un foyer en matière de revenus, moyens de subsistance et possessions susceptibles d'être transformées en espèces. Les animaux et les bijoux, par exemple, sont des biens économiques qui peuvent être échangés ou vendus quand le foyer a besoin d'espèces en période de catastrophe. Le salaire d'un emploi ou les gains occasionnels entrent dans cette catégorie, ainsi que tout versement venant de l'étranger. Les économies et la possibilité d'accès au crédit sont aussi importantes.

Les questions d'accès et de contrôle tombent aussi dans cette catégorie. Ce sont souvent les hommes qui contrôlent l'argent, mais, très souvent, ils n'en font pas bon usage. Ceux qui n'ont pas le contrôle, surtout les femmes, deviennent par conséquent plus vulnérables.

3.3 Étendue de l'APRC

L'APRC est conçue principalement pour évaluer les risques associés aux aléas naturels comme les inondations, les sécheresses, les tremblements de terre et les feux sauvages. Elle fonctionne mieux là où un aléa est bien connu et répétitif, comme les débordements de rivières du Bangladesh ou les sécheresses du Kenya septentrional.

C'est aussi un bon outil à utiliser dans les régions où le changement climatique augmente le risque des catastrophes liées aux conditions climatiques. L'APRC étudie la nature et l'impact des aléas du passé et recherche les tendances (de fréquence et d'intensité) qui permettent de prédire les aléas à venir. Les plans communautaires d'action peuvent alors prendre en compte ce scénario de catastrophe changeant.

L'APRC peut également être utilisée dans des régions où les principaux aléas sont « d'origine humaine » : les communautés de bidonvilles menacées par les incendies et les expulsions, les villages vivant à l'ombre d'une usine chimique ou d'installations pétrolières, par exemple.

Cependant, l'APRC est quelque peu limitée dans les situations où un conflit est l'aléa prédominant et la sécurité physique le principal souci de la population. Elle a parfois été utilisée dans des zones de conflit (p. ex. : au Sri Lanka), mais « l'aléa » doit être défini en termes de « chutes de bombes » ou de « mines antipersonnel » et des modifications doivent être apportées à certains autres aspects de l'outil. Il existe d'autres outils utilisables dans des situations de conflit ouvert (voir la partie 9.3).

L'APRC peut être utilisée avec succès dans des régions où les communautés connaissent un conflit localisé, de faible intensité et à une fréquence plus faible. Dans ces cas-là, le conflit peut représenter un facteur supplémentaire de vulnérabilité qui refuse à la population l'accès à l'eau, au bois de chauffage ou à « la nourriture de famine ». De telles communautés ont une aptitude réduite à résister à un aléa naturel.

L'APRC peut être un outil utile pour découvrir les vulnérabilités dans les régions où le taux d'infection au VIH est élevé. Les personnes vivant avec le VIH et leur famille sont beaucoup plus vulnérables aux aléas naturels. Les personnes vivant avec le VIH peuvent avoir une mobilité réduite ou être moins aptes à travailler dans l'agriculture. Les pressions économiques sur la famille peuvent être très grandes, étant donné que les ressources servent à acheter des médicaments ou à payer les soins médicaux. Par conséquent, la famille peut n'avoir que peu de capacités et être dans l'incapacité de résister au stress additionnel d'une inondation, d'une sécheresse ou de tout autre aléa.

3.4 Étapes de l'APRC

L'APRC est un processus en plusieurs étapes, commençant avec la préparation de l'équipe et de la communauté et s'achevant avec l'élaboration et la mise en application des plans de réduction des risques. Les cinq étapes sont :

Étape 1 Préparation

Étape 2 Évaluation des aléas

Étape 3 Analyse de vulnérabilité et de capacité

Étape 4 Pressions dynamiques et causes sous-jacentes

Étape 5 Planification de la gestion des risques

ÉTAPE 1 PRÉPARATION

Elle comprend la formation et l'équipement de l'équipe de facilitation, ainsi que le travail fait dans la communauté pour préparer l'analyse.

L'équipe doit savoir comment utiliser la méthodologie et comment faciliter les groupes communautaires de discussion. Elle doit également posséder une certaine connaissance des outils participatifs, souvent utilisés dans le développement communautaire, et avoir une compréhension des actions possibles qu'une communauté peut entreprendre pour réduire les risques associés aux aléas de la région.

Dans la communauté, certaines dispositions, comme l'identification des membres de la communauté devant participer au processus, doivent être prises en liaison avec le personnel et les responsables communautaires. La partie 4 donne davantage de détails.

ÉTAPE 2 ÉVALUATION DES ALÉAS

Cette étape est essentiellement faite dans la communauté et comprend l'identification des principaux aléas et de leur intensité. L'évaluation des tendances est elle aussi importante, étant donné que la fréquence et la gravité de certains types de catastrophes sont croissantes. Les sources secondaires, comme les enregistrements météorologiques et les données scientifiques peuvent fournir des informations supplémentaires précieuses.

L'évaluation des aléas déterminera aussi la zone géographique touchée par l'aléa, la saison où il a le plus de chances de se produire et tous les signes précurseurs qui précèdent son apparition. La partie 5 donne davantage de détails.



Carte communautaire préparée pendant un atelier d'APRC en Afghanistan. Des cartes similaires sont élaborées dans la communauté pour accompagner les étapes 2, 3 et 5 de l'APRC (voir la page 35).

ÉTAPE 3 ANALYSE DE VULNÉRABILITÉ ET DE CAPACITÉ (AVC)

Les vulnérabilités et les capacités sont évaluées ensemble grâce à l'interaction avec les groupes de discussion communautaires et aux entrevues semi-structurées avec des informateurs clés. Un ensemble approprié de questions doit être préparé à l'avance, pour sonder les cinq domaines de la vie communautaire : humain, social, naturel, matériel et économique. L'impact de l'aléa sur ces cinq domaines est également évalué.

Parallèlement aux questions, il faut pratiquer à l'avance les outils participatifs et les exploiter dans les groupes de discussion pour augmenter l'intérêt et la participation. Visualiser la communauté sous divers angles peut augmenter considérablement la compréhension que la communauté a de ses vulnérabilités comme de ses capacités. Ces outils peuvent aussi aider à élaborer des actions appropriées pour les situations d'urgence. Les cartes, par exemple, montreront les zones de sécurité et les installations disponibles. L'AVC est développée dans la partie 6.

ÉTAPE 4 PRESSIONS DYNAMIQUES ET CAUSES SOUS-JACENTES

Les pressions dynamiques et les causes sous-jacentes particulières opérant dans une communauté peuvent être très difficiles à déterminer : les personnes qui vivent dans une culture donnée ne voient pas toujours les croyances, les valeurs et les processus qui l'accompagnent. Il est peut-être plus facile de découvrir les structures sociales, ainsi que les politiques et les programmes gouvernementaux.

La majeure partie des informations recueillies lors de cette étape provient des informateurs clés, souvent en sondant ou en clarifiant des commentaires faits dans les groupes de discussion. Les pasteurs, maîtres d'école et fonctionnaires gouvernementaux sont des sources de données très utiles. Voir la partie 7 pour de plus amples détails.

ÉTAPE 5 PLANIFICATION DE LA GESTION DES RISQUES

Le produit final du processus d'APRC est un plan de réduction des risques, fondé sur les risques découverts aux étapes 2 à 4, que la communauté s'est approprié. Des actions spécifiques sont relevées, accompagnées d'un calendrier ; elles doivent permettre de réduire les aléas, diminuer les vulnérabilités et augmenter les capacités.

Le plan comporte trois types principaux d'activités :

- celles que la communauté peut accomplir avec ses ressources propres
- celles qui nécessitent l'intervention d'une ONG pour les connaissances ou les ressources
- celles qui demandent d'exercer des pressions sur les détenteurs de pouvoir pour provoquer un changement (c.-à-d. le plaidoyer).

Le plan de réduction des risques nécessite un bon leadership et l'attribution de tâches à des personnes particulières au sein de la communauté. Il doit aussi faire l'objet d'un suivi, de révisions et de bilans réguliers. Voir la partie 8 pour de plus amples détails.

4

Étape 1 : Préparation

Une préparation approfondie garantit qu'à l'échelon communautaire, l'analyse des risques de catastrophe (APRC) sera aussi bonne que possible. La préparation doit être effectuée avec l'équipe d'évaluation et avec la communauté ciblée.

4.1 Préparer l'équipe

Veiller à ce que tous les membres de l'équipe comprennent vraiment ce qu'ils font et l'objectif des rencontres avec la communauté. S'assurer que l'équipe passe suffisamment de temps ensemble pour planifier tous les aspects de l'analyse avant d'aller rencontrer la communauté. Les membres devraient acquérir et pratiquer les savoir-faire de facilitation de groupe, dans le but de maximiser la participation de la communauté au processus.

Savoir-faire de facilitation

Le but du processus d'APRC est d'accroître la compréhension que la population a des aléas qui la menacent, de ses vulnérabilités et de ses capacités, ainsi que de lui donner la possibilité d'élaborer des solutions appropriées propres à améliorer sa situation. Les facilitateurs doivent repousser la tentation d'extraire des informations de la population locale et de prendre les décisions à sa place. Ils doivent au contraire avoir pour objectif de renforcer la capacité de la communauté à produire son propre plan de réduction des risques. Les gens peuvent avoir des perceptions très différentes des risques, en fonction de leur sexe, leur richesse, leur âge, leur niveau d'instruction, leurs moyens de subsistance et leur position dans la société. Les facilitateurs doivent faire preuve d'ouverture d'esprit et accepter des points de vue différents de la part de la communauté, en veillant à ce que tous les avis soient entendus, indépendamment de ce qu'en pense le facilitateur. Parvenir à un point de vue commun, accepté par tout le groupe, peut être difficile, mais c'est un élément déterminant du processus.

L'appropriation locale du processus et du produit doit être encouragée. Suivre ces principes clés, qui contribueront également à ce que le processus se déroule sans heurts :

- L'objectif de l'APRC doit être expliqué clairement et le consentement de la communauté obtenu dès le départ.
- Essayer de réduire les attentes selon lesquelles, suite à l'APRC, l'ONG contribuera par des apports généreux ; le processus consiste davantage en une entraide communautaire qu'en des dons matériels, bien que ces derniers soient parfois nécessaires.
- Le processus doit être effectué avec respect, en écoutant les membres du groupe et en appréciant chaque contribution faite.
- Le processus d'analyse est tout aussi important que le produit ou le résultat. Investir du temps pour encourager une participation maximale de toutes les parties de la communauté.
- Au début des rencontres des groupes de discussion, des dynamiseurs ou des activités pour briser la glace peuvent aider les participants à se sentir à l'aise avec les facilitateurs et avec les autres participants venant de leur communauté.
- Les questions devraient être ouvertes, de manière à encourager la discussion. Cependant, il faut s'assurer que les discussions ne dévient pas de leur objet.

- Il ne faut pas tenir pour acquis que les gens savent lire et écrire. Les outils participatifs permettent aux personnes qui n'ont pas ces aptitudes de participer à la collecte d'informations et à leur analyse ; des dessins faits à la main ou des photos prises localement peuvent aussi être très utiles.
- Les sujets sensibles doivent être traités avec tact et vigilance. Faire preuve de sympathie et de compassion quand les personnes parlent d'expériences douloureuses du passé.
- Découvrir à l'avance s'il y a eu récemment des différends dans la communauté, en particulier ceux qui portaient sur les ressources naturelles. Vérifier la formulation des questions pour s'assurer qu'elles ne raviveront pas un conflit passé. Il peut être préférable de ne pas aborder un sujet controversé dans le groupe, et de se renseigner plutôt auprès des informateurs clés.

Voici quelques conseils supplémentaires pour une bonne facilitation :

Principaux conseils en matière de facilitation de groupe

FAIRE...	NE PAS FAIRE...
laisser du temps pour les présentations et les explications	enseigner
montrer du respect pour tous les avis / opinions	se hâter de parcourir le processus à toute vitesse
regarder, écouter, apprendre et manifester de l'intérêt	donner un cours magistral
être sensible aux sentiments et à la culture	critiquer les contributions
être bien préparé mais souple	interrompre celui qui parle
être créatif	monopoliser les discussions
faire preuve d'humour	avoir l'air de s'ennuyer
être prêt à laisser les membres de la communauté prendre l'initiative	ignorer les normes culturelles
bien terminer, avec des remerciements à tous et en se mettant d'accord sur la prochaine étape du processus	se moquer des idées des participants
	utiliser son téléphone portable

Participation

L'APRC repose sur une approche participative, pour faire en sorte que toutes les voix de la communauté soient entendues. Les membres de la communauté qui parlent le plus fort ont tendance, comme les responsables communautaires, à dominer le travail du groupe. L'équipe doit veiller à ce que chaque individu ait, dans les divers groupes, l'occasion d'exprimer sa précieuse opinion, qui sera éventuellement intégrée dans le plan communautaire de gestion des risques de catastrophe. Il y a des façons simples d'y parvenir. Par exemple : si quelques membres dominent, les remercier pour leur contribution, mais demander spécifiquement aux membres plus réservés d'apporter également la leur. Si tout le monde parle à la fois, introduire un bâton (ou tout autre objet adapté) dans la discussion. Cet objet est donné à celui qui parle, qui le transmet à la prochaine personne qui prend la parole. Seule la personne qui a l'objet en main peut parler. La présence d'un responsable communautaire peut décourager les autres membres du groupe d'exprimer leur opinion. Une façon d'éviter ce problème consiste à organiser des entrevues distinctes avec le(s) responsable(s), en un lieu différent.

4.2 Outils participatifs

Plusieurs outils participatifs peuvent servir dans les discussions communautaires sur les risques de catastrophe. Ces outils donnent l'occasion à plus de personnes de s'impliquer et conduisent souvent à des conversations utiles sur les solutions comme sur les problèmes. Les outils comme la cartographie, le classement et les calendriers saisonniers gagnent à être utilisés séparément dans les groupes d'hommes et de femmes, étant donné que leurs perceptions des risques et des priorités peuvent être différentes.

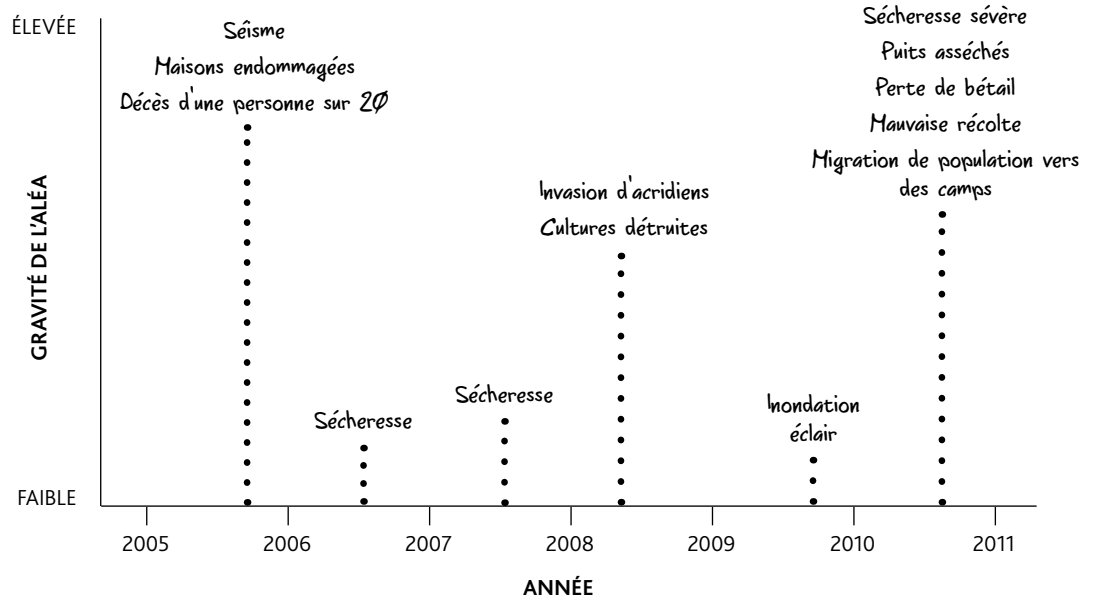
Comment utiliser les outils participatifs

Les deux pages suivantes expliquent chacun des outils en détail et présentent d'autres outils qui peuvent se révéler utiles.

OUTIL	QUELLE ÉTAPE D'APRC ?	OBJET
Cartographie communautaire	Étape 2 : Évaluation des aléas Étape 3 : Analyse de vulnérabilité et de capacité Étape 5 : Planification de la gestion des risques	Indiquer les bâtiments, structures et ressources naturelles Indiquer les zones et les ressources touchées par l'aléa Indiquer les capacités, ce qui n'est pas touché par l'aléa Repérer les zones de sécurité et définir les routes d'évacuation pour les plans d'urgence
Classement	Étape 2 : Évaluation des aléas Étape 3 : Analyse de vulnérabilité et de capacité Étape 5 : Planification de la gestion des risques	Déterminer quel aléa ou quel impact de l'aléa est le plus important pour la communauté Indiquer quelles sont les ressources naturelles les plus importantes Aider les habitants à s'accorder sur la vulnérabilité prioritaire à traiter en premier dans la planification
Frise chronologique	Étape 2 : Évaluation des aléas	Montrer l'histoire des événements catastrophiques locaux Repérer tout changement et toute tendance au niveau de la nature, la fréquence ou l'intensité des aléas et avoir des indices pour l'avenir
Calendrier saisonnier	Étape 2 : Évaluation des aléas Étape 3 : Analyse de vulnérabilité et de capacité Étape 5 : Planification de la gestion des risques	Indiquer les moments précis de l'année où ont lieu les aléas et les activités de subsistance, ainsi que les activités qui sont les plus en danger Indiquer les saisons les plus sûres de l'année, qui devraient alors être celles où se concentrera l'essentiel de l'activité agricole et qui seront aussi consacrées aux autres moyens de subsistance
Diagramme de Venn	Étape 3 : Analyse de vulnérabilité et de capacité Étape 5 : Planification de la gestion des risques	Donner une représentation visuelle des divers groupes sociaux, montrer leur importance relative et les relations qui les lient Repérer les groupes sous-utilisés qui ont des capacités Repérer les groupes qui pourraient avoir besoin d'être influencés afin de parvenir à modifier une structure ou un procédé touchant la communauté (une pression dynamique)
Promenade d'étude	Étape 3 : Analyse de vulnérabilité et de capacité	Pour collecter des informations supplémentaires sur les capacités et les vulnérabilités dans la communauté

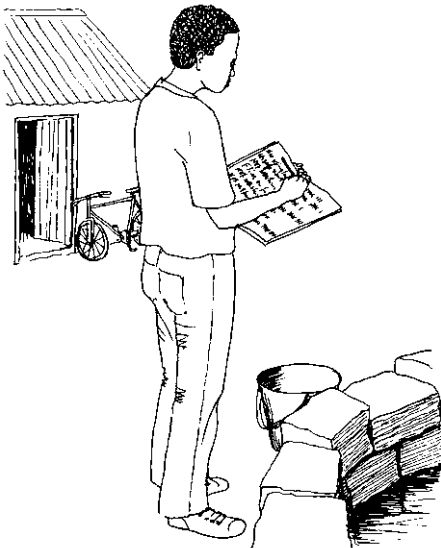
FRISE CHRONOLOGIQUE

Elle sert à collecter des informations sur les catastrophes qui se sont produites dans le passé et à prédire, en observant les tendances visibles, les catastrophes possibles à l'avenir. La hauteur de la ligne pointillée au-dessus de la ligne de base indique la gravité de l'aléa.



PROMENADE D'ÉTUDE

C'est une promenade organisée dans la région pour observer les différentes utilisations des terres, les bâtiments, les activités économiques et les ressources naturelles. Poser des questions et prendre des notes. Demander la permission avant de prendre des photos.



CHANTS POPULAIRES, HISTOIRES ET POÉSIE

Demander à la communauté si elle a des chants traditionnels, des histoires, des poèmes ou des dictons à propos des catastrophes. Ceux-ci peuvent révéler les connaissances, croyances et pratiques autochtones.

CLASSEMENT

Le classement est un outil servant à choisir l'aléa, l'impact ou l'activité projetée prioritaire pour un groupe de personnes. Le classement permet à chaque membre du groupe d'exprimer ce qu'il pense. Il n'y a pas de vote plus important qu'un autre.

Le classement peut se faire en écrivant ou en dessinant les options possibles sur des morceaux de papier différents ou en dessinant sur le sol. Chaque personne reçoit six pierres (ou graines ou bouchons de bouteille) et elle doit les déposer selon ce qui lui semble prioritaire. Elle doit mettre trois pierres sur son premier choix, deux sur le second et un sur le troisième. Sur l'illustration ci-dessous, les membres ont voté pour choisir l'aléa qui avait l'impact le plus important sur eux.

Une variation de cette méthode consiste à écrire ou dessiner les options sur quatre sacs en papier. Le vote se passe comme précédemment, en plaçant les pierres à l'intérieur du sac correspondant au choix. C'est utile quand vous voulez un vote secret. Une autre méthode encore consiste à écrire ou dessiner les options sur des fiches cartonnées, étaler les fiches et demander au groupe de les ranger par ordre de priorité en les déplaçant et en plaçant en haut celle qui a la plus haute priorité.

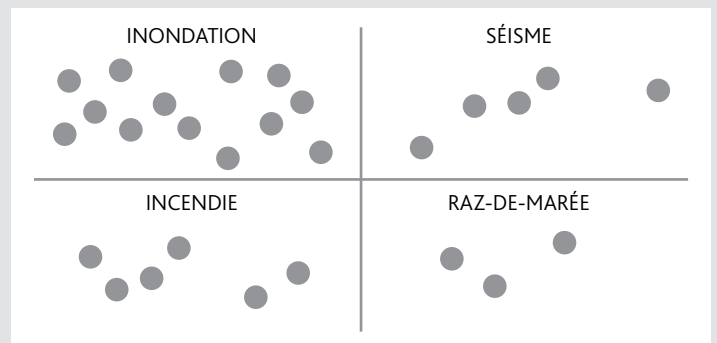
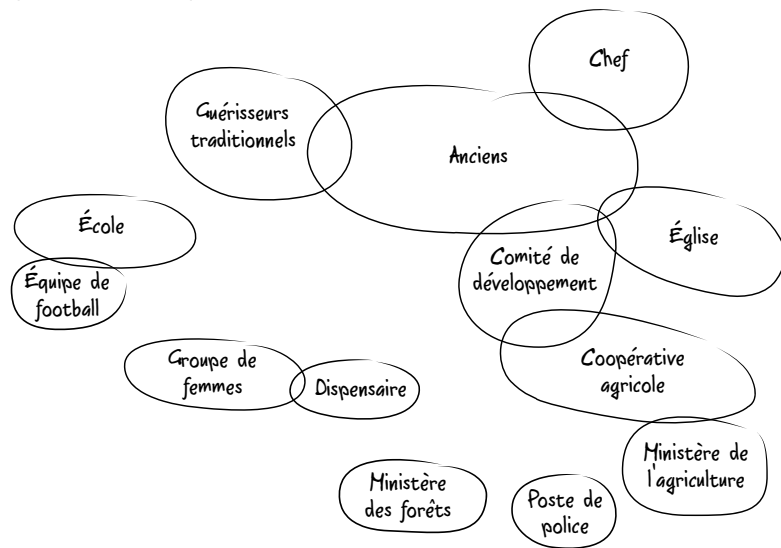


DIAGRAMME DE VENN

Ce diagramme montre les groupes sociaux et les organisations qui existent dans la communauté, leur taille et leur influence relatives, ainsi que les relations qui les lient.



Carte dessinée par les femmes à Banda Aceh.

Paul Venton / Tearfund

CARTOGRAPHIE

La cartographie consiste à dessiner les principales caractéristiques et repères de la communauté sur un plan. Le plan doit comprendre les habitations, les installations communautaires, les routes, les ponts et les ressources naturelles. Noter la zone qui est touchée par les aléas et l'emplacement des principales ressources en cas d'urgence. Les plans peuvent être dessinés sur le sol avec des bâtons, des pierres, des feuilles, etc., ou à la craie sur un tableau noir, ou avec des feutres sur de grandes feuilles de papier.

THÉÂTRE

Les membres de la communauté peuvent éventuellement jouer dans une saynète ou mimer ce qui se produit au cours d'une catastrophe. On trouve dans d'autres publications de Tearfund et sur [tilz \(www.tearfund.org/tilz\)](http://tilz.org) des saynètes utiles pour encourager la participation (par exemple : « Traverser la rivière » et « Allumer le feu », dans le guide PILIERS *Mobiliser la communauté*).

CALENDRIER SAISONNIER

Il indique le moment où se manifestent les aléas et la période des activités de subsistance, ainsi que la date des événements importants. Il signale les activités qui sont les plus en danger et les saisons « sûres ». Si possible, utiliser les mois du calendrier local.

	Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Déc
Aléa	Inondation											
	Glissement de terrain											
	Paludisme											
Activités	Labourage											
	Plantation du riz											
	Désherbage											
	Moisson du riz											
	Légumes											
	Migration											
	Artisanat											

4.3 Se préparer pour les discussions en petits groupes et les entrevues

Les discussions en petits groupes constituent la partie la plus importante de l'exercice d'APRC. Elles permettent à l'équipe d'avoir une discussion détaillée sur les aléas, les vulnérabilités et les capacités à l'échelon local. Le processus repose sur une combinaison de questionnaires et d'outils participatifs (voir ci-dessus). Les groupes de discussion doivent être organisés à l'avance et être constitués de 12 à 15 personnes. Il faut au moins deux groupes (l'un d'hommes, l'autre de femmes), mais dans une communauté plus importante et diversifiée, d'autres groupes peuvent être constitués pour permettre aux groupes minoritaires ou marginalisés de mieux se faire entendre.

Voici quelques possibilités :

- personnes âgées
- jeunes et enfants
- groupes partageant les mêmes moyens de subsistance
- comités ou groupes sociaux existants comme les groupes féminins d'épargne et de crédit, ou les clubs masculins agricoles
- groupes de minorités ethniques ou religieuses.

Ces divers groupes auront chacun leur vision particulière de la communauté et une compréhension différente des aléas, des vulnérabilités et des capacités. Les groupes mixtes ne sont pas recommandés, étant donné que les personnes considérées comme plus vénérables ou plus puissantes domineront les discussions.

Le facilitateur et son équipe doivent préparer et bien comprendre les questions qu'ils poseront au groupe. Il peut être également nécessaire d'avoir quelqu'un pour traduire et réfléchir à comment mieux poser les questions dans la langue locale. Le facilitateur doit arriver avec les questions préparées, mais il doit aussi faire preuve de souplesse pour écouter et répondre à ce que dit la communauté. Il est nécessaire d'adapter les questions à chaque contexte pour être certain qu'elles soient pertinentes dans la situation locale et par rapport à la catégorie prédominante de catastrophe. Des exemples de questions qui peuvent servir aux discussions en groupe sont présentés dans l'annexe A (page 87).

Les outils participatifs doivent eux aussi être bien programmés. Avant de se rendre dans la communauté, l'équipe doit décider quels outils elle va utiliser et à quel moment les utiliser. Les objets essentiels comme le papier, les feutres et les petites pierres doivent être rassemblés et apportés par l'équipe.

Il est recommandé d'allouer à chaque groupe de discussion au moins une heure, mais pas plus de deux, sinon les participants auront tendance à s'en désintéresser. Chaque groupe devrait se réunir au moins trois fois pour couvrir tous les sujets qui doivent être abordés au cours du processus d'APRC. Il ne faut pas oublier les rafraîchissements, qui peuvent être partagés avec les membres du groupe de discussion : des en-cas populaires locaux, des friandises ou des briques de boissons, par exemple. Les membres de l'équipe doivent partager une nourriture / des boissons similaires.

Parallèlement aux discussions en petits groupes, l'APRC comprend des entrevues avec les personnes qui dirigent ou influencent la communauté. Elles constituent ce qu'on appelle des informateurs clés et comprennent des :



Bob Hansford / Tearfund

Un groupe masculin de discussion à Assam, Inde, dresse un plan de la communauté sur le sol à l'aide de bâtons, de pierres et de graines.

- fonctionnaires de l'administration locale
- responsables communautaires
- maîtres / directeurs d'école
- personnel médical
- responsables des groupes de femmes
- responsables religieux
- travailleurs des Nations Unies
- personnel d'autres ONG.

Une partie de la préparation consiste à repérer les personnes appropriées dans la communauté et à organiser les rencontres dans des lieux et à des heures qui conviennent.

Se souvenir que les informateurs clés auront eux aussi leur expérience et leurs points de vue personnels, et qu'ils pourraient viser leurs propres intérêts. Les informations reçues de ces personnes doivent toujours être comparées à ce que disent les groupes de discussion, pour que l'équipe de facilitation comprenne au mieux les problèmes dans la communauté.

Idéalement, les informateurs clés ne devraient pas appartenir à un groupe de discussion, parce qu'ils risqueraient de diriger et dominer le groupe. Si les membres de l'équipe sont suffisamment nombreux, il est possible d'organiser une entrevue pendant que d'autres membres s'occupent d'un groupe de discussion. Des exemples de questions convenant aux informateurs clés sont donnés dans la partie 7.3.

4.4 Rôles et responsabilités de l'équipe

Attribuer des rôles différents aux membres de l'équipe pour que chacun sache clairement ce qu'il doit faire. Envisager d'inviter un membre du personnel local ou un représentant communautaire (un enseignant, par exemple) à faire partie de l'équipe. Voici des propositions de rôles :

FACILITATEUR EN CHEF Il ou elle est responsable de diriger les discussions, en posant les questions et en faisant passer la conversation à de nouveaux sujets quand c'est nécessaire. Il ou elle doit être très clair sur la totalité du processus, en gardant le cap et le rythme. Il ou elle doit avoir de l'expérience en facilitation de groupes.

FACILITATEUR ASSISTANT (OU TRADUCTEUR SI NÉCESSAIRE) Il ou elle aide le facilitateur en chef quand cela est nécessaire, par exemple : pour reformuler les questions si elles ne sont pas claires, ou pour aider à organiser les outils participatifs.

PRENEUR DE NOTE (OU ENREGISTREUR) Il ou elle est responsable de noter les réponses aux questions et de conserver des exemplaires des plans, calendriers saisonniers, diagrammes de Venn ou exercices de classement.

COORDINATEUR LOGISTIQUE Il ou elle est responsable de la gestion des aspects pratiques avec la communauté, y compris les dates et lieux, l'équipement, les sièges ou les nattes, et les boissons. Il ou elle doit également être responsable du respect du temps alloué à chaque élément des rencontres.

4.5 Autres sources d'information

Il peut y avoir d'autres sources d'information concernant la région. Par exemple : les statistiques gouvernementales locales, les données météorologiques, les archives, rapports et évaluations des ONG et OBC locales peuvent tous être utiles. Des données scientifiques peuvent être disponibles auprès des universités locales ou sur des sites Internet. Il faudra du temps pour découvrir, dans ces sources, les informations pertinentes, mais cela en vaut vraiment la peine, et permet d'avoir une représentation plus exacte de la communauté et des risques auxquels elle est exposée. Il est bon d'impliquer les responsables de l'administration locale dans le processus, dès son commencement. Ceux-ci devraient pouvoir fournir des données officielles sur la population et sur des catastrophes précédentes, par exemple, et ils seront des informateurs clés en matière de politiques et de programmes gouvernementaux.

4.6 Préparer la communauté

Un plan pour entreprendre l'APRC doit être mis au point en consultation avec la communauté, ses responsables en particulier. Leur compréhension et leur appropriation du processus sont très importantes pour une analyse et une mise en application réussies du plan de gestion des risques. Il est également important d'obtenir autant de soutien que possible du gouvernement, ainsi, bien entendu, que toute autorisation nécessaire pour l'exécution du plan.

Attentes

L'objectif de l'APRC doit être clairement expliqué afin que la communauté entretienne des attentes réalistes en relation avec le processus d'APRC. Certaines communautés ont une attitude de dépendance par rapport aux secours, particulièrement dans des situations post-catastrophe où une grande quantité d'aide alimentaire a été distribuée. Les facilitateurs doivent souligner que l'APRC consiste à repérer les capacités de la communauté tout autant que ses vulnérabilités. L'appropriation du processus et les divers outils, cartographies et plans d'action doivent rester dans la communauté. Le processus est différent d'un exercice

d'évaluation des besoins débouchant sur la fourniture de matériel ou de ressources à la communauté par des ONG.

Calendrier et emplacement des groupes de discussion

Il faut prévoir un moment qui convienne à chaque groupe de discussion, en évitant les télescopes avec les travaux agricoles ou la préparation des repas. Faire tous les efforts possibles pour trouver une heure commode qui concorde avec l'emploi du temps journalier des membres du groupe. Veiller à s'accorder sur un jour convenable, en évitant les jours de marché, de fêtes ou de mariage.

Il est bon de trouver un lieu de rencontre où les gens se sentent à l'aise, qui soit relativement calme et spacieux. Les rencontres devraient avoir lieu de préférence à l'extérieur, à l'ombre, mais avec un minimum d'intimité. S'attendre à la présence de jeunes enfants dans les groupes de femmes, et faire en sorte que les mères puissent satisfaire aisément les besoins des bébés.

Liste de contrôle

Avez-vous parcouru toutes les étapes de la liste de contrôle ci-dessous avant d'aller vers la communauté ?

Dispositions prises dans la communauté pour les rencontres des groupes de discussion et des informateurs clés (heure, lieu, personnes invitées, etc.)	✓
Organisation des transports et rafraîchissements	✓
Équipe formée et compétente pour la facilitation de groupe et l'utilisation d'outils participatifs	✓
Rôles de l'équipe distribués, et membres au clair en ce qui concerne l'objectif des rencontres	✓
Feuilles de questions prêtes et mises à disposition de l'équipe, et équipe au courant de la façon de poser les questions dans la langue ou le dialecte local	✓
Dispositions prises pour la traduction, si nécessaire	✓
Matériel rassemblé pour les outils participatifs (tableau papier, marqueurs, cailloux, etc.)	✓
Informations collectées auprès de sources secondaires	✓

4.7 APCR et relations hommes-femmes

Il est important de traiter à fond et avec tact la problématique hommes-femmes tout au long du processus d'évaluation des risques. Il est non seulement nécessaire de veiller à ce que les vulnérabilités et les capacités des femmes soient déterminées comme il convient, mais aussi de veiller à ce que toute activité de réduction des risques qui en découle contribue à accroître la sécurité tout autant pour les hommes, que pour les femmes et les enfants.

Au cours du tsunami de 2004 dans l'océan Indien et du cyclone de 1991 au Bangladesh, il y a eu plus de décès chez les femmes que chez les hommes, par le seul fait que certaines cultures n'encouragent pas la natation pour les filles. Un bon processus d'évaluation des risques devrait repérer ce genre de problème. Pour la phase de préparation, la liste qui suit peut aider à rendre le processus totalement équitable pour les deux sexes.

- Choisir l'horaire et l'endroit des rencontres pour que les femmes puissent y assister, en évitant les moments chargés, par exemple : quand les femmes sont normalement occupées à cuisiner ou à chercher l'eau.
- Organiser des groupes de discussion distincts pour les hommes et les femmes, et qui se réuniront dans des endroits où ils jouiront d'une certaine intimité vis-à-vis des autres groupes.
- Prévoir une femme pour faciliter un groupe féminin. Elle fera davantage preuve de compréhension et d'empathie avec les membres du groupe et sera culturellement acceptable. S'il n'y a pas, dans le personnel, de membre féminin capable d'assumer ce rôle, envisager de former des femmes issues de la communauté pour faciliter les groupes.
- Veiller à ce que la personne qui prend les notes inscrive les résultats de l'APRC d'une façon qui présente les risques, les vulnérabilités et les capacités séparément pour les hommes et les femmes.
- Veiller à ce que les connaissances traditionnelles et le point de vue qu'ont les femmes soient présentes dans l'analyse.
- En rassemblant les données sur l'impact des catastrophes précédentes, essayer d'obtenir des chiffres qui dissocient, selon le sexe, les nombres de morts et de pertes.
- En choisissant les informateurs clés, chercher à interroger des femmes aussi bien que des hommes, par exemple : les responsables des groupes de femmes ou les enseignantes.
- Envisager d'entreprendre une analyse différenciée selon le sexe à une étape ou l'autre du processus, de manière à repérer, à l'échelon communautaire, les inégalités entre les sexes (voir le Good Practice Guide ci-dessous pour des informations supplémentaires sur la façon de mener une analyse différenciée selon le sexe). Ce sera une aide pour l'analyse de vulnérabilité et de capacité.

Pour d'autres informations sur ce sujet, les publications suivantes sont recommandées

UNISDR 2009: *Making disaster risk reduction gender sensitive: policy and practical guidelines.*

UNISDR 2008: *Gender perspectives: integrating disaster risk reduction into climate change adaptation.*

Tearfund Good Practice Guide: Gender Sensitivity, en particulier le cadre de la page 16.

tilz.tearfund.org/Topics/Disasters/Disaster+management+good+practice



Peter Grant / Tearfund

Un groupe de discussion de jeunes au Cambodge.

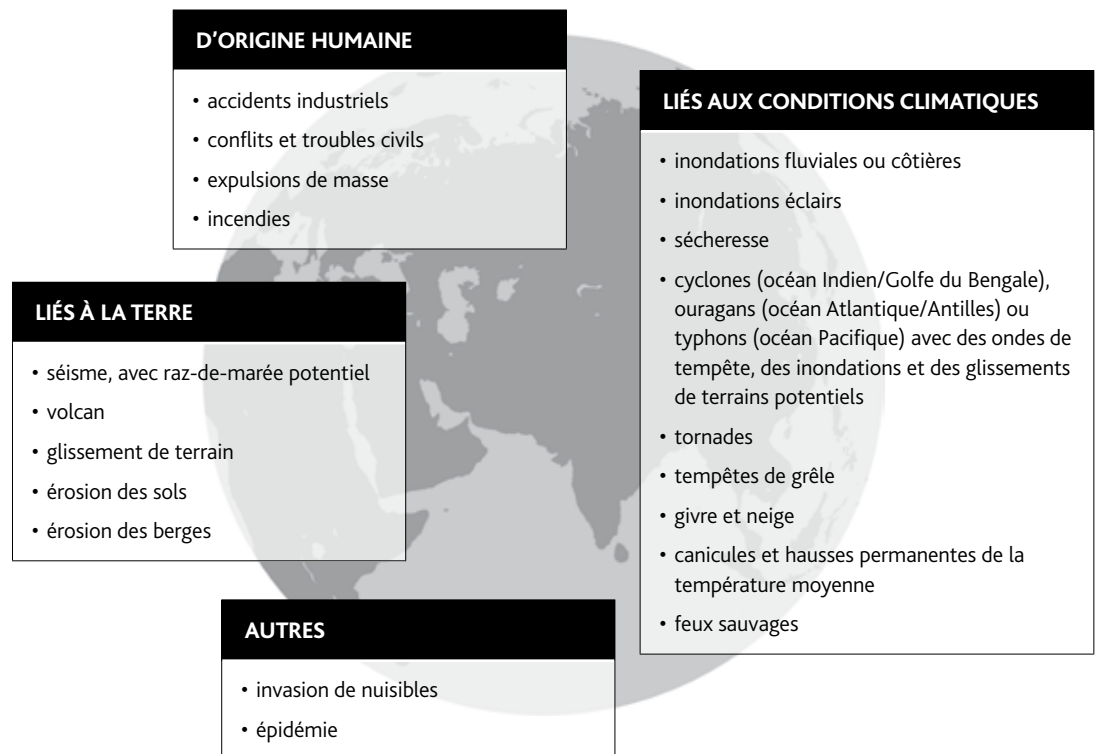
5

Étape 2 : Évaluation des aléas

La deuxième étape de l'APRC consiste à enquêter sur les aléas auxquels la population est exposée dans la zone où elle réside. Un aléa est un phénomène ou une circonstance extrême qui est susceptible de porter atteinte à la vie et de provoquer des dommages aux biens et à l'environnement. Nous devons regarder les aléas en détail pour être certains de pleinement comprendre l'aléa principal et d'autres qui pourraient toucher la communauté, à la fois maintenant et dans l'avenir. Le climat change de manière importante dans de nombreux pays, le schéma des aléas liés aux conditions climatiques aussi.

5.1 Catégories d'aléas

Les aléas habituels qui arrivent dans le monde sont :



Il n'est généralement pas possible de considérer l'aléa comme un événement purement naturel : une bonne analyse doit aussi prendre en compte les actions humaines importantes. Les aléas décrits comme des phénomènes « naturels » sont souvent liés à l'activité humaine et sont aggravés par l'impact de cette activité. Par exemple, un dommage environnemental comme la déforestation peut conduire à une plus forte probabilité de glissements de terrain et d'inondations.

Les aléas peuvent être répartis entre les phénomènes à déclenchement soudain et ceux à déclenchement lent. Un tremblement de terre ou une inondation due à une rivière qui sort de son lit sans qu'on s'y attende sont des exemples d'aléas à déclenchement soudain. Les aléas à déclenchement lent se développent sur un certain laps de temps ; il est donc plus facile de s'y préparer. Les exemples comprennent la sécheresse qui se développe suite au manque de précipitations sur une période de plusieurs semaines ou mois, ainsi que la hausse lente du niveau des mers ou de la salinité du sol.

5.2 Évaluer les aléas

Les groupes de discussion servent généralement à faciliter la discussion communautaire sur les aléas locaux. Il peut, bien entendu, y avoir plus d'un aléa, mais il est préférable de limiter la discussion à un maximum de trois, ceux que la communauté sélectionnera comme provoquant les plus grands dommages ou pertes.

Les questions ci-dessous doivent servir à déterminer la nature et le comportement de chacun des trois aléas principaux. Les réponses sont à répartir dans trois colonnes. En parlant de « gravité », la communauté peut la considérer en termes d'impact (p. ex. : 80 pour cent des vaches sont mortes). Cependant, il faut encourager les personnes à donner des informations sur l'aléa lui-même, telles que la profondeur des eaux d'inondation ou le nombre de semaines sans pluie.

Une frise chronologique des 20 à 30 dernières années est un bon outil pour étudier l'histoire de l'aléa, mais il faut éviter de passer trop de temps à discuter de détails précis. Le temps consacré à cette étape ne doit pas dépasser 30 à 45 minutes. Le groupe peut souhaiter répondre à la Question 2 à la fin, après avoir rassemblé les autres réponses.

Tableau
d'évaluation
des aléas⁸

Question	Aléa 1	Aléa 2	Aléa 3
1 CATÉGORIE Quels sont les aléas / catastrophes qui touchent généralement votre communauté ?			
2 IMPORTANCE Quel est l'aléa que vous estimez le plus grave, en termes d'impact sur la communauté ? (Faire un exercice de classement.)			
3 HISTORIQUE Quelle a été la dernière catastrophe importante qui ait touché cette communauté et quand a-t-elle eu lieu ?			
4 FRÉQUENCE À quels intervalles cet aléa se produit-il (p. ex. : chaque année, tous les trois ans, etc.) ?			
5 GRAVITÉ Comment mesurez-vous la gravité de l'aléa (p. ex. : profondeur de l'eau, vitesse du vent, absence de pluie, dommages) ? Qu'observez-vous lors d'une bonne année et d'une mauvaise ?			
6 DURÉE Combien de temps l'aléa dure-t-il (heures, jours, semaines) ?			
7 LIEU / ZONE Quelles parties de la communauté sont-elles les plus touchées ? (Pourrait être montré sur un plan.)			
8 SIGNAUX Y a-t-il eu des alertes précoces, qu'elles soient traditionnelles ou de la part du gouvernement ? Avec quelle rapidité (ou lenteur) l'aléa apparaît-il ?			
9 TENDANCES Quels sont les changements observés dans la fréquence, la durée ou la gravité de l'aléa ? Y a-t-il de nouveaux aléas ?			

⁸ Échelle non respectée, il faut plus d'espace dans chaque colonne.

Les communautés ne peuvent décrire que les aléas qui se sont produits dans le passé. Toutefois, sous la rubrique tendances (Question 9), il est important de noter tout aléa se produisant pour la première fois, parce qu'il peut résulter du changement climatique. Il est possible que ces nouveaux phénomènes

deviennent le problème le plus important des années à venir. Les membres de l'équipe pourront peut-être puiser dans des sources scientifiques, par exemple : les statistiques gouvernementales, la recherche universitaire et les données / rapports scientifiques qui paraissent sur Internet (voir la page suivante). Les plans d'actions doivent prendre cela en compte.

Exemple en
Éthiopie

Catégorie d'aléa	Sécheresse, attaque occasionnelle de nuisibles.
Plus important	Sécheresse.
Historique	La sécheresse la plus importante s'est produite au milieu des années 1980, des sécheresses moindres depuis.
Fréquence	Tous les cinq ans (environ).
Gravité	Les comparaisons sont faites avec l'impact de la sécheresse des années 1980. Les impacts comprennent la mort et le déplacement des personnes, la perte de bétail et de récoltes. Les moyens de subsistance sont sévèrement touchés.
Durée	Un à trois ans.
Lieu	Toute la région a été touchée.
Signes précurseurs et rapidité du déclenchement	Sur une période de plusieurs mois, des signes indiquant qu'il y aurait moins de pluie (p. ex. : le schéma suivi par la floraison des arbres, l'activité des insectes, le vent).
Tendances	Les agriculteurs disent que les sécheresses sont plus fréquentes qu'avant et que les précipitations sont plus irrégulières et imprévisibles.

Ajouter, dans l'évaluation des aléas, les informations provenant des sources secondaires (partie 4.5). C'est le moment de partager vos recherches avec la communauté et de découvrir si elles reflètent l'expérience de la population. Les informations peuvent parfois être collectées auprès d'autres organisations ou individus qui travaillent dans la région depuis un certain temps. Ceux-ci peuvent partager des idées précieuses tirées de leur expérience de travail sur des projets liés aux catastrophes. L'équipe peut alors rassembler les données scientifiques de leurs recherches (si elles sont disponibles), les observations venant de la communauté et les informations provenant d'autres personnes, afin de donner une vue d'ensemble précise. La triangulation, vérification des informations provenant d'une source en les comparant à celles provenant des autres sources, est un principe important.

Il existe aussi des moyens peu coûteux de collecter des données climatiques dans la communauté afin d'accumuler les informations liées aux aléas pour les dossiers propres à la communauté, comme l'enregistrement des températures et des chutes de pluie par une école locale, par exemple.

Quelques méthodes scientifiques reconnues pour mesurer les aléas sont données ci-dessous.

CATÉGORIE D'ALÉA	QUANTIFIÉ PAR
Inondation	profondeur de l'eau (max) ; débit de l'eau ; jours de présence de l'eau ; pluies
Sécheresse	jours / semaines sans pluie ; données pluviométriques
Cyclone	vitesse du vent (max) ; données pluviométriques ; vitesse / direction du mouvement
Séisme	échelle de Richter

5.3 Changement climatique

Le changement climatique a un impact de plus en plus important sur les aléas liés aux conditions climatiques, en particulier les inondations, cyclones et sécheresses. Les changements lents des schémas météorologiques peuvent s'accélérer et provoquer, au jour le jour, des problèmes plus importants que les phénomènes extrêmes d'inondation, de cyclone ou de sécheresse.

Dans certains cas, la population locale sera bien consciente des schémas climatiques changeants, du niveau montant de la mer, etc. Dans d'autres cas, des aléas inconnus jusque-là dans la communauté peuvent commencer à apparaître régulièrement. La méthodologie d'évaluation des aléas (ci-dessus) repose en grande partie sur les aléas connus du passé et pourrait ne pas relever ces aléas futurs.

Pour le processus d'évaluation des aléas, il est donc nécessaire que le responsable de l'équipe vérifie d'autres sources de données scientifiques, en plus des informations que l'équipe est en mesure de rassembler localement. Ces informations doivent être entrées dans la partie « Tendances » du modèle d'évaluation des aléas. La signification du changement climatique doit être expliquée à la communauté en même temps que des comptes-rendus sont donnés sur l'Analyse de vulnérabilité et de capacité (voir la partie 8.1, étape 1 – Vérifier les données). Ainsi, des activités futures peuvent être conçues pour résister à ces nouvelles conditions ou aléas émergents.

Il existe plusieurs façons de découvrir des informations plus spécifiques sur le changement climatique dans différents pays. Des profils de pays ont été compilés pour de nombreux pays, décrivant les changements climatiques attendus et les risques de catastrophe liés aux conditions météorologiques.

SOURCE	DESCRIPTION	SITE INTERNET
Profils climatiques nationaux de Tearfund	Profils compilés pour les pays où travaillent les partenaires de Tearfund	tilz.tearfund.org/Topics/Environmental+Sustainability
Adaptation Learning Mechanism	Profils par pays, changements prévus dans les températures, la pluviométrie, ainsi que les risques et les impacts des catastrophes liés au climat	www.adaptationlearning.net
PNUD : Profils de changement climatique par pays	Cinquante-deux profils pays	country-profiles.geog.ox.ac.uk Cliquer sur les rapports à côté du pays concerné
Banque mondiale : Portail des connaissances sur le changement climatique	Donne des projections scientifiques du changement climatique, ainsi que des détails sur l'impact probable sur des catégories de projets et des adaptations particulières	sdwebx.worldbank.org/climateportal
Climate 1-Stop	Cet outil a été inauguré à Copenhague en décembre 2009. À terme, il a pour but de fournir un emplacement unique pour tous les profils pays, les études de cas et les outils d'adaptation au changement climatique.	www.climateonestop.net

Les sources gouvernementales nationales d'information sont recensées en page 17 de *CEDRA*.

6

Étape 3 : Analyse de vulnérabilité et de capacité

Une catastrophe a lieu quand un aléa exploite les vulnérabilités d'une collectivité. Les dommages touchent divers aspects de la vie, des moyens de subsistance, des biens et de l'environnement. Ce sont ces aspects qui sont appelés « éléments en danger ».

Dans l'APRC, nous avons besoin de renseignements sur l'impact de l'aléa sur ces éléments en danger, mais aussi de poser la question plus profonde : Pourquoi a-t-il été possible à cet aléa, vent, secousse sismique ou inondation (etc.), de causer de tels dommages ? La réponse à cette question apportera des informations sur les vulnérabilités de la communauté.

En plus des vulnérabilités, une communauté touchée par une catastrophe possède toujours des capacités, que ce soit au niveau communautaire, familial ou individuel. Ce chapitre, outre l'évaluation des vulnérabilités, porte donc aussi sur l'évaluation des capacités, à savoir repérer les forces et les mécanismes de survie de la communauté.

6.1 Impact et vulnérabilité

La relation entre l'impact et la vulnérabilité peut être illustrée par les exemples suivants, le premier portant sur une inondation soudaine, le second sur une sécheresse.

Exemple 1
Aléa :
inondation
soudaine

ÉLÉMENTS EN DANGER	IMPACT SUR LES ÉLÉMENTS EN DANGER	VULNÉRABILITÉS SUSCEPTIBLES DE PERMETTRE CET IMPACT
Maisons	Dommages aux habitations	Habitations proches d'une rivière Mauvaise conception ou fondations fragiles Absence de murs protecteurs, de remblai ou d'arbres
Alimentation en eau	Contamination des puits	Puits proches d'une rivière Puits non couverts ni protégés de la contamination
Moyens de subsistance	Destruction de cultures	Terrains agricoles situés en basses terres, près d'une rivière Saison de croissance des cultures coïncidant avec l'inondation Absence de murs protecteurs, de remblai ou d'arbres
Ressources naturelles	Destruction des ressources naturelles	Changement de climat ou d'environnement ayant entraîné des conditions atmosphériques plus dures, qui endommagent maintenant des biens jusque-là résilients

Exemple 2
Aléa :
sécheresse

ÉLÉMENTS EN DANGER	IMPACT SUR LES ÉLÉMENTS EN DANGER	VULNÉRABILITÉS SUSCEPTIBLES DE PERMETTRE CET IMPACT
Santé	Problèmes de santé	Manque de connaissance autour des questions portant sur la santé Manque de sources pures d'eau potable
Moyens de subsistance	Réduction ou absence des grandes cultures	Cultures non résistantes à la sécheresse Manque de système d'irrigation Services de vulgarisation agricole inadaptés
Moyens de subsistance	Mort du bétail	Certains animaux ne supportent pas bien la sécheresse Certains animaux ne sont pas en bonne santé Troupeaux trop importants Services vétérinaires absents
Ressources naturelles	Réduction du nombre de plantes sauvages / d'animaux sauvages	Même les plantes sauvages / animaux sauvages ne résistent pas aux sécheresses extrêmes qu'on peut voir maintenant

Le dommage (l'impact) est en général facile à décrire, parce que l'aléa a un effet visible sur la communauté. La vulnérabilité peut être plus difficile à déceler, parce qu'elle est souvent liée à l'absence de quelque chose ou à son inaccessibilité pour certains membres de la communauté.

Variations dans la vulnérabilité

La vulnérabilité peut varier considérablement d'un pays à un autre. Par exemple : Cuba, une île des grandes Antilles, est bien préparée pour les ouragans ; la vulnérabilité est faible et on dénombre peu de pertes en vies humaines. Le pays voisin d'Haïti est beaucoup moins bien préparé et la vulnérabilité y est donc élevée. Les ouragans de force égale causent en Haïti beaucoup de dégâts et de pertes en vies humaines.

Au sein d'un même village, certaines familles peuvent être fortement vulnérables aux catastrophes, en raison de leur pauvreté, de l'emplacement ou du type de leur habitation, de maladies dans la famille, etc., tandis que d'autres familles peuvent l'être moins. Certains groupes sociaux, ethniques ou religieux peuvent être plus vulnérables que d'autres, parce qu'ils sont établis dans des zones plus touchées par l'aléa.

Au sein d'une famille ou d'un foyer, la vulnérabilité peut varier. Les femmes sont souvent beaucoup plus vulnérables que les hommes. Les enfants, les personnes âgées et les malades chroniques (y compris ceux qui vivent avec le VIH) peuvent également être fortement vulnérables, parce que leurs capacités de fuite ou de résistance aux conditions adverses sont moindres.

6.2 Capacités

Outre les vulnérabilités, une communauté possède des capacités ou forces qui pourront l'aider à réduire l'impact de l'aléa. Les capacités peuvent être des connaissances ou des savoir-faire, y compris des modes traditionnels de survie face aux aléas. Elles peuvent aussi être des cultures ou des moyens de subsistance alternatifs, ou encore des mécanismes de soutien basés sur la famille élargie.

Beaucoup de capacités sont spécifiques à un aléa, tandis que d'autres sont utiles contre tout type d'aléa. Par exemple : les bananiers peuvent constituer une capacité dans une zone inondable, parce que leurs troncs peuvent être liés les uns aux autres pour former un radeau ou un bateau rudimentaire. Cependant, pour ce qui est des capacités, les bananiers ne sont d'aucune utilité en cas de séisme ! D'autres éléments,

comme des économies, une radio ou des bijoux à vendre, constitueront une capacité utile au relèvement après n'importe quelle catastrophe.

Il est également possible qu'un bien ou une activité soient à la fois une vulnérabilité et une capacité, selon l'angle sous lequel on les considère. Par exemple : en temps de sécheresse, la migration des hommes ou des femmes à la recherche de travail est un moyen de survie classique, ou une capacité économique. Malheureusement, la séparation de la famille peut aussi avoir des conséquences négatives. Les foyers monoparentaux entraînent une pression accrue sur les enfants qui doivent assumer plus de travail ou manquer l'école pour aider aux tâches domestiques.

Un autre exemple : de nombreuses cultures considéreraient un grand troupeau de vaches comme un signe de richesse, une capacité économique. Malheureusement, en temps de sécheresse ou de diminution des pâturages, la présence d'un trop grand nombre d'animaux, leur manque de résistance à la sécheresse et le fait que les habitants dépendent d'un seul moyen de subsistance peuvent ensemble contribuer à rendre la population plus vulnérable à la sécheresse.

6.3 Analyse de vulnérabilité et de capacité

La première étape de l'Analyse de vulnérabilité et de capacité consiste à noter l'impact réel des aléas sur les éléments des cinq catégories (voir pages 28–29). Des aléas différents affecteront différemment ces catégories. Par exemple : une inondation peut avoir un impact important sur les habitations (matériel) et sur les moyens de subsistance (économique), mais peut-être un impact bien moindre sur la forêt et les poissons (ressources naturelles). D'autre part, une sécheresse peut avoir un effet énorme sur les ressources naturelles, mais un impact vraiment minime sur l'infrastructure matérielle.

Dans les ensembles de questions (voir l'annexe A), la première question de chaque catégorie a toujours trait à l'impact de l'aléa. Un outil participatif (p. ex. une carte, un calendrier saisonnier ou une frise chronologique) permettra de définir l'impact plus clairement et de répertorier les vulnérabilités et les capacités. Souvenez-vous que dans la catégorie « individuelle », l'impact peut ne pas être identique sur les hommes et sur les femmes.

Quand l'impact sur des éléments particuliers est élevé, les vulnérabilités qui permettent cet impact doivent être identifiées. Il est possible de le faire en posant un certain nombre de questions « pourquoi ? ».

Si l'impact sur un élément particulier est faible, cet élément a des chances de devenir une capacité permettant à une famille ou une communauté de résister à l'aléa et de s'en relever.

Vulnérabilités et capacités individuelles (hommes / femmes)

Cette étape de l'analyse doit permettre d'identifier les personnes les plus vulnérables de la communauté. Elles comprennent souvent les femmes et les enfants, mais elles peuvent également comprendre des personnes âgées, malades ou aux capacités physiques ou mentales réduites. La vulnérabilité de ces groupes peut être due à des coutumes ou une culture particulières à l'endroit. Par exemple : les femmes sont peut-être moins instruites, plus limitées dans leurs mouvements hors de la maison, ou bien on attend d'elles qu'elles nourrissent leur mari ou leurs enfants en premier, avant elles-mêmes. Les femmes sont souvent exclues des processus de prise de décisions et de planification, alors qu'elles exécutent la plupart du travail. En collectant les informations pour cette catégorie, il est important de dissocier les données, c'est-à-dire d'enregistrer séparément les données concernant les hommes et les femmes.



Les personnes souffrant d'affections de longue durée, comme celles liées au VIH, peuvent être particulièrement vulnérables (p. ex. si elles ne peuvent se déplacer rapidement), mais elles créeront

également une vulnérabilité pour leur famille (p. ex. le temps et l'argent utilisés pour les activités de soin plutôt que pour l'agriculture).

La vulnérabilité peut également être due au manque de connaissances sur les aléas et sur les moyens de leur survivre. Les personnes les moins instruites ou celles qui ont plus de mal à comprendre une langue nationale sont susceptibles d'avoir un accès plus restreint à l'écrit (affiches, journaux, etc.) ou aux informations émises par la radio.

Souvent, la population puise dans ses biens personnels pour tirer le meilleur parti des biens tombant dans les autres catégories. Par exemple : les gens peuvent avoir une connaissance traditionnelle des cultures résistantes ou des plantes sauvages comestibles qui les aide à mieux utiliser les ressources naturelles disponibles. Un autre savoir-faire important est la capacité à interpréter les signes qui, dans la nature, précèdent souvent une catastrophe, comme des buffles qui courent vers le sommet des collines avant l'arrivée d'un raz-de-marée.

Le tableau suivant présente certaines des vulnérabilités et des capacités individuelles usuelles. Quand vous collectez des informations dans cette catégorie, n'oubliez pas d'enregistrer séparément les données pour les hommes et les femmes.

Vulnérabilités
et capacités
INDIVIDUELLES

VULNÉRABILITÉ	CAPACITÉ
Niveau d'instruction faible	Niveau d'instruction élevé
Connaissance limitée des aléas et de la façon d'y résister ; perte ou absence d'expérience ancestrale	Bonne connaissance des aléas et de la façon d'y résister, peut-être léguée des ancêtres
Manque de possibilités d'instruction ou de formation pratique	Bonnes occasions d'instruction et d'apprentissage de nouveaux savoir-faire (emploi)
Haute prévalence du VIH ou de maladies comme le paludisme	Bon état de santé de la population
Femmes restreintes, par la culture, dans leur mobilité ou leur tenue vestimentaire	Femmes autonomisées, leurs connaissances et leur ingéniosité respectées
Manque d'hommes ou de femmes valides pour l'agriculture ou d'autres activités de subsistance	Présence d'hommes et de femmes valides, des jeunes en particulier

Vulnérabilités et capacités sociales

La vulnérabilité sociale apparaît dans une communauté quand les liens et les réseaux qui relient les individus et les familles sont faibles. Si les membres d'une famille sont dispersés, par l'aléa lui-même ou par la migration, le soutien qu'ils s'apportent mutuellement fait défaut. L'aléa aura un impact plus grave. De même, de mauvaises relations au sein d'une communauté freineront la possibilité d'entraide entre ses membres en cas de crise ; les disputes et les délits mineurs augmenteront.



À l'opposé, une communauté où les liens familiaux sont forts et les relations sont bonnes aura une beaucoup plus grande capacité de résistance. Des autorités qui dirigent bien constituent un autre facteur important ; une communauté bien dirigée est bien plus capable de résister à une catastrophe et de s'en relever, et, en temps de crise, une direction claire augmentera les chances de survie.

Pour un village, la présence ou l'absence d'autres regroupements sociaux modifiera également sa résilience face aux aléas. Par exemple : un groupe d'entraide entre les femmes permet à ses membres de partager leurs connaissances et de se soutenir mutuellement en période de crise ; il peut également y avoir des fonds d'épargne ou de prêt pour aider au relèvement (qui deviennent une capacité économique). L'absence de tels groupes, ou de leurs équivalents pour les hommes (clubs d'agriculteurs, par exemple) rendra la communauté plus vulnérable aux aléas.

La dynamique sociale et les rôles attribués aux hommes ou aux femmes au sein d'une famille peuvent nier aux femmes toute voix significative dans l'utilisation ou la cession de biens, ou encore dans la décision du meilleur moment pour évacuer en temps de catastrophe. Ce manque de voix et l'impossibilité de leur transmettre les informations peuvent augmenter de façon importante la vulnérabilité des femmes.

Le tableau suivant présente certaines des vulnérabilités et des capacités sociales usuelles.

Vulnérabilités
et capacités
SOCIALES

VULNÉRABILITÉ	CAPACITÉ
Les relations familiales sont faibles, peut-être parce que les hommes ou les femmes ont migré à la recherche de travail	Les relations familiales sont fortes, y compris les liens avec des membres situés hors de la zone de catastrophe
Dans le village, les relations entre les groupes qui ont une ethnie, une religion, une classe sociale ou des moyens de subsistance différents sont faibles, ils n'ont pas l'habitude de s'entraider	Dans la communauté, les relations entre les différents sous-groupes sont bonnes, il existe une aide et un soutien mutuels
Dans la communauté, personne n'assume une direction claire et ferme en période de crise ; les différends ne sont pas résolus rapidement ni / ou équitablement	Il y a dans la communauté une bonne autorité qui est respectée et capable de donner de sages conseils et de résoudre des différends mineurs
Il n'y a que peu, voire pas d'autres groupes sociaux dans la communauté ; par exemple : absence de coopératives, de clubs ou de groupes d'entraide	Il y a dans la communauté des groupes bien établis pour les hommes et pour les femmes, dont les membres se portent mutuellement assistance en temps de crise
Groupes religieux absents ou inefficaces	Groupes religieux forts et actifs pour aider leurs membres et d'autres
Les services gouvernementaux n'atteignent pas les membres de la communauté	Les services gouvernementaux sont bien développés et réactifs en cas d'urgence
Stéréotypes sociaux, en général contre les femmes ; les autres n'apprécient pas leurs dons, leurs savoir-faire, leurs aptitudes et leur expérience	Les capacités tant des hommes que des femmes sont reconnues et utilisées : dons, savoir-faire, aptitudes et expérience

Vulnérabilités et capacités naturelles

La catégorie naturelle comprend les ressources de la communauté qui font partie de l'environnement qui les entoure, comme l'eau, les poissons, les arbres ou le sol. Ces ressources sont souvent la base des moyens de subsistance ou d'habitation et elles sont en général indispensables à la survie. Pendant ou après une catastrophe, les ressources naturelles qui n'auront pas été touchées constitueront des capacités importantes de résistance pour les survivants (p. ex. : roseaux et espèces herbacées pour servir de toits temporaires, tiges de bambou pour la construction).

Le tableau de la page suivante présente quelques exemples de vulnérabilités et de capacités naturelles.



Vulnérabilités
et capacités
NATURELLES

VULNÉRABILITÉ	CAPACITÉ
Absence d'arbres due à l'activité humaine ou à des facteurs climatiques	Présence d'arbres ou de bambous pour la construction, l'abri ou la combustion
Eau de surface disponible seulement de façon intermittente dans l'année	Eau de surface suffisante, disponible toute l'année
Réserves de poissons réduites en raison de la surpêche, de l'ensablement ou de la pollution	Présence de poisson pour la pêche et la vente, provenant d'eaux sans restriction d'accès
Sols appauvris, par exemple par les monocultures et / ou l'érosion	Sols fertiles et productifs
Quantité limitée de terres de pâture disponibles	Quantité suffisante de terres de pâture disponibles pour les troupeaux animaliers
Aucun dispositif de flottaison d'urgence disponible	Aides à la flottaison d'urgence disponibles, p. ex. : noix de coco, troncs de bananier
Absence d'espèces herbacées ou de roseaux	Abondance d'espèces herbacées et de roseaux pour toitures d'urgence
« Nourriture de famine » absente ou inaccessible dans la brousse	« Nourriture de famine » disponible dans la brousse : racines, baies, etc.

Ce tableau n'est pas une liste complète : chaque endroit a sa propre combinaison de ressources naturelles. Le changement climatique et la dégradation environnementale ont des effets néfastes sur la qualité et la disponibilité des ressources naturelles.

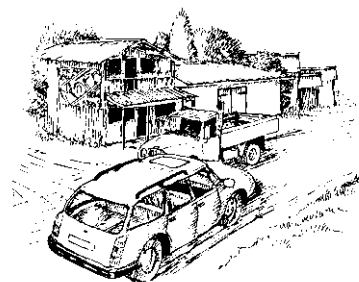
Les conflits augmentent en général la vulnérabilité, en détruisant ou refusant l'accès aux précieuses ressources naturelles. Par exemple, une communauté restreinte à une très petite zone en raison de la violence ou de l'insécurité peut ne pas avoir accès au bois de chauffage, aux terres de pâturage, aux points d'eau de surface ou aux fruits, racines et feuilles sauvages qu'elle recueille en temps de sécheresse quand la nourriture habituelle n'est pas disponible. Quand les membres de la communauté (les femmes, en général) essaient d'accéder à ces ressources restreintes, ils deviennent plus vulnérables au viol et à la violence.

Vulnérabilités et capacités matérielles

Les biens matériels sont ceux qui sont construits par les habitants. Ils comprennent les routes et les ponts, les maisons et les bâtiments publics, la fourniture d'électricité et le téléphone, les pompes manuelles et les citernes de réserve d'eau. Les outils et l'équipement sont également considérés comme des biens matériels.

La vulnérabilité matérielle est provoquée par l'absence de ces choses, la faiblesse de leur conception ou des problèmes liés à leur emplacement. Une construction en briques peut sembler un bien solide ou une capacité, mais si elle est mal construite ou située dans un endroit vulnérable, elle peut augmenter le risque pour ceux qui cherchent un abri à l'intérieur, surtout en cas d'inondation ou de séisme.

Le tableau suivant présente quelques exemples de vulnérabilités et de capacités matérielles.



Vulnérabilités
et capacités
MATÉRIELLES

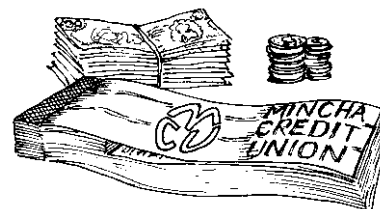
VULNÉRABILITÉ	CAPACITÉ
La communauté ne possède aucun bâtiment public solide	La communauté possède une ou plusieurs écoles, églises ou autres structures communautaires construites solidement
La communauté ne possède aucun abri anticyclonique construit à cet effet	La communauté possède un abri anticyclonique conçu à cet effet et entretenu régulièrement, ayant un accès à l'eau potable et à des installations sanitaires
La conception et la structure des habitations ne sont pas assez solides pour résister aux aléas habituels	Beaucoup d'habitations sont conçues pour résister aux cyclones ou aux séismes
Certains mois de l'année, les routes et les ponts ne sont pas utilisables par les véhicules à moteur	La surface des routes et les ponts permettent la circulation des véhicules toute l'année, y compris en saison de catastrophe
Absence de communication par téléphone fixe et / ou mauvaise couverture du signal pour les téléphones portables	Bonne communication par téléphone fixe et / ou portable dans toutes les conditions atmosphériques
Pas de puits ou de pompe à eau manuelle protégés	Pompes manuelles érigées sur des plateformes plus élevées que le niveau potentiel des eaux d'inondation ; sources et puits munis de couverture de protection
Système d'irrigation cassé ou inexistant	Système d'irrigation en état de fonctionnement
Pénurie d'outils nécessaires à l'entretien de moyens de subsistance ou absence de protection de ces outils	Outils et équipement pour les moyens de subsistance adéquats et bien protégés contre les aléas

Les vulnérabilités et les capacités matérielles ont tendance à être propres à chaque aléa. Par exemple : dans les zones touchées par les cyclones, la fixation solide des toits aux bâtiments leur confère une capacité, mais si le toit n'est pas solidement attaché il peut créer une vulnérabilité. Cependant, les détails concernant les toitures n'ont aucune importance pour les communautés qui font face à la sécheresse. Les capacités matérielles pour les zones touchées par la sécheresse comprennent des choses comme des digues transversales, des citernes de réserve d'eau ou des canaux d'irrigation.

Dans les situations de conflit, une des parties peut essayer de détruire ou de rendre inutilisables les capacités de l'autre partie, par exemple en s'attaquant à l'infrastructure de l'eau, aux ponts ou aux communications.

Vulnérabilités et capacités économiques

« Économique » recouvre ici tout ce qui, pour une communauté en danger, a trait aux moyens de subsistance, aux finances et aux possibilités d'achat / de vente. Les vulnérabilités qui tombent dans la catégorie économique ne sont pas en général propres à un aléa particulier : une famille pauvre peut connaître une détresse économique quel que soit le type d'aléa.



Les capacités financières sont parfois exprimées en termes de « filets de sécurité ». Quelques exemples : toute forme de plan d'épargne, les aides ou subventions d'État pour compenser les pertes ou les dégâts. D'autres capacités peuvent comprendre la possession de biens vendables, comme une bicyclette, une radio, des animaux mâles ou des bijoux, ou bien, éventuellement, des formes alternatives de moyens de subsistance, comme aller chercher de l'eau ou du bois de chauffage et les revendre. Les parents aisés et les transferts de fonds qu'ils envoient, de la ville ou de l'étranger, constituent une capacité puissante dans de nombreuses situations et peuvent favoriser un relèvement rapide.

Quand l'une ou plusieurs de ces capacités économiques manquent, les individus et les communautés sont plus vulnérables aux catastrophes. Les familles peuvent n'avoir aucune épargne, aucun bien à vendre ni aucun accès au crédit, n'avoir guère d'alternatives en matière de moyens de subsistance ni aucun parent riche. Le soutien du gouvernement peut n'être que très faible, voire inaccessible aux familles les plus pauvres.

Des exemples de vulnérabilités et de capacités économiques sont présentés dans ce tableau.

Vulnérabilités
et capacités
ÉCONOMIQUES

VULNÉRABILITÉ	CAPACITÉ
Absence de bien facilement vendable (p. ex. : bicyclette, animaux mâles, bijoux) ou d'épargne	La famille possède des biens vendables ou des économies
Crédit local de la part des prêteurs disponible seulement à des taux d'intérêt très élevés	Groupes d'épargne et plans de crédit ; disponibilité de prêts à faible taux d'intérêt
Très peu d'occasions d'emploi ou de travail disponibles	Des occasions de trouver du travail pour les ouvriers qualifiés ou occasionnels
Aucune compensation, aide ou subvention disponible auprès des sources gouvernementales pendant la crise	Le gouvernement a des plans de filets de sécurité financiers pour les personnes les plus pauvres en temps de catastrophe
Les membres de la communauté n'ont aucun parent plus riche, ils ne reçoivent aucun transfert de fonds	Les familles ont des parents employés ou à l'étranger
Marchés fermés pendant les inondations	Marchés ouverts toute l'année
Manque de moyens pour acheter de la nourriture, des médicaments ou du matériel pour s'abriter	Options alternatives de moyens de subsistance pour créer des revenus, p. ex. : jardins maraîchers ou artisanat
Dépendance d'une seule culture de rente	Les agriculteurs font pousser diverses cultures ayant des périodes de plantation et de récolte différentes

Les conflits ont tendance à augmenter la vulnérabilité économique, parce qu'ils interrompent les schémas normaux du commerce et refusent aux habitants l'accès à des moyens alternatifs de subsistance. Les marchés sont souvent fermés, ou sont moins fréquentés, les possibilités d'achat et de vente sont donc réduites.

6.4 Méthodologie communautaire : utilisation de questions, d'outils et de grilles

L'analyse de vulnérabilité et de capacité se fait avec des groupes de discussion communautaires, à l'aide d'outils participatifs et d'ensembles de questions. Des questions supplémentaires sont posées aux informateurs clés.

Processus pour les groupes de discussion

Le facilitateur du groupe commence par accueillir le groupe en le remerciant de s'être déplacé. Il présente son équipe et explique l'objectif de la rencontre. Les membres du groupe sont invités à se présenter. Ils sont tous encouragés à prendre part aux discussions. Un peu d'humour permet d'alléger l'atmosphère et d'établir de bonnes relations avec le groupe.

Le processus commence par l'utilisation d'un modèle d'évaluation des aléas (voir partie 5.2) et de l'un des outils participatifs proposés. Ceci donne aux membres du groupe la possibilité de parler de leurs expériences passées lors des aléas / catastrophes. La personne désignée pour prendre des notes enregistre

les réponses et fait une copie papier de tout outil utilisé, de sorte que l'original peut être conservé dans la communauté.

La discussion passe alors aux vulnérabilités et capacités, en étudiant l'une après l'autre les cinq catégories : individuelles (hommes / femmes), sociales, naturelles, matérielles et économiques.

Vous trouverez ci-dessous une grille d'enregistrement typique. Chacune des cinq catégories de biens devrait avoir sa propre feuille et les réponses aux questions doivent y être notées directement. Une liste complète des questions pour chaque catégorie se trouve dans l'annexe A (pp. 87–91).

Grille vierge
d'enregistrement

Analyse d'impact, de vulnérabilité et de capacité		
Catégorie		
Outils participatifs utilisés		
Question sur l'impact	Réponse	
Principal impact de l'aléa sur cette catégorie de biens		
Question	Vulnérabilité	Capacité
Q1		
Q2		
Q3		
Q4		
Q5		

Explication des termes
figurant sur la grille
d'enregistrement

CATÉGORIE La catégorie concernée est inscrite dans la case : individuelle, sociale, matérielle, etc.

OUTIL PARTICIPATIF Le facilitateur choisit un outil participatif approprié (en général, avant la rencontre) et le groupe de discussion utilise cet outil dans la préparation pour répondre aux questions. Pour les cinq catégories, les outils suivants sont proposés. Cependant, certains outils peuvent servir pour plusieurs catégories, le facilitateur doit donc choisir celui qu'il utilisera.

- **Individuelle** Calendrier saisonnier (indiquant les activités, les migrations, les fêtes, etc.)
- **Sociale** Diagramme de Venn (indiquant les influences et les groupes sociaux)
- **Naturelle** Cartographie communautaire (indiquant les rivières, étangs, forêts, pâtures, etc.)
- **Matérielle** Cartographie communautaire (indiquant les bâtiments, ponts, routes, digues, etc.)
- **Économique** Calendrier saisonnier (indiquant les saisons des moyens de subsistance et des aléas)

PRINCIPAL IMPACT DE L'ALÉA SUR CETTE CATÉGORIE DE BIENS Cette case sert à noter les dégâts subis par cette catégorie de biens. N'oubliez pas de noter les informations collectées à l'aide de l'outil participatif ou provenant de sources secondaires.

QUESTIONS (Q1, Q2, Q3, Q4, ETC.) Les questions pour découvrir les vulnérabilités et les capacités de chaque type de bien doivent être posées dans la langue locale et les réponses être enregistrées directement sur la feuille. L'outil participatif doit être utilisé pour répondre aux questions. Par exemple : sur la carte, noter les bâtiments ou les ressources naturelles qui sont plus ou moins touchés par l'aléa.

Si la réponse à une question révèle une faiblesse (ou vulnérabilité) dans la communauté, la personne qui prend les notes doit l'inscrire dans la colonne « vulnérabilité ». Si la réponse révèle une force ou une capacité, elle doit être inscrite dans la colonne « capacité ».

À titre d'exemple, le tableau suivant présente les questions utilisées habituellement pour la catégorie matérielle et quelques réponses possibles.

Exemple de grille
d'enregistrement, avec
les réponses

Analyse d'impact, de vulnérabilité et de capacité		
Catégorie	Matérielle	
Outil participatif	Carte communautaire à dessiner	
Question sur l'impact	Réponse	
Principal impact de l'aléa sur cette catégorie de biens	L'inondation entraîne des destructions et des dégâts, touchant les maisons, les routes, les ponts, les lignes électriques ; interruption des communications	
Question	Vulnérabilité	Capacité
Q1 Quels sont les bâtiments les plus touchés par l'aléa, et pourquoi ?	Les maisons situées en basses terres près de la rivière. Touchées en raison de leur emplacement et des matériaux de construction (maisons faites uniquement en bambou et terre)	
Q2 Quels sont les bâtiments les moins touchés par l'aléa, et pourquoi ?		L'école et quelques maisons situées sur un terrain élevé, faites de briques qui peuvent supporter l'eau d'inondation
Q3 Quels sont les systèmes de communication qui restent disponibles en temps de crise ? Par exemple : téléphones portables ou radios	Pas de téléphone fixe disponible ; routes et ponts généralement endommagés	Quelques habitants du village possèdent des téléphones portables ; environ 50 foyers possèdent des radios à piles
Q4 Quels sont les moyens de transport disponibles et encore utilisables en temps de catastrophe ? Par exemple : embarcations, bicyclettes ou autres véhicules	Pas de transports routiers par véhicule à moteur	Embarcations de pêche, possibilité de transport à bras ; un agriculteur possède un tracteur
Q5 Comment les habitants protègent-ils leurs outils et biens domestiques pendant les inondations ?	La plupart n'ont pas de méthode particulière ; énormes pertes de biens domestiques	Quelques personnes suspendent les choses en hauteur dans le toit ou les posent sur des étagères hautes pour les garder au sec
Q6 Quel est l'impact de l'aléa sur les puits ouverts et sur les pompes manuelles ? Pourquoi ?	Les puits ouverts sont régulièrement contaminés par l'eau d'inondation parce qu'ils sont situés en basse terre et n'ont pas de couverture protectrice	Une pompe manuelle donne toujours de l'eau potable parce qu'elle est située sur un terrain plus élevé

Des questions supplémentaires pour les autres types de biens se trouvent dans l'annexe A. Les questions peuvent nécessiter des explications ou une adaptation, selon le niveau de compréhension du groupe et les aléas particuliers à la région. Posez toujours les questions dans une langue parlée couramment.

Certaines questions sont formulées de manière à obtenir une réponse ne concernant que la vulnérabilité, tandis que d'autres ne concernent que les capacités. Dans ces cas-là, l'une des cases de réponses est grisée pour indiquer qu'il n'y a guère de chances d'avoir de réponse dans cette case. Il arrive que l'outil (dans ce cas, la carte) fournisse des réponses aux questions sans que le facilitateur n'ait à les poser, ou les questions peuvent être posées quand vous vous référez à la carte.

6.5 Résumer les renseignements collectés

La dernière étape, effectuée généralement de retour au bureau, consiste à résumer les données d'une ou de plusieurs feuilles de tableau, soit en écrivant directement dessus, soit en utilisant des feuillets autocollants repositionnables ou des cartons. Voir le modèle ci-dessous. Les réponses de la case « impact » de la feuille de questions vont dans la deuxième colonne, les vulnérabilités et les capacités sont déduites des réponses aux autres questions et ajoutées aux colonnes 3 et 4. Remarque : dans la catégorie individuelle, les résultats doivent être séparés en lignes distinctes pour les hommes et pour les femmes. Des différences peuvent aussi être apparentes dans d'autres catégories : il est possible de les rendre distinctes en inscrivant les résultats provenant des groupes de discussion constitués d'hommes sur des feuillets autocollants d'une couleur et ceux provenant des groupes de femmes sur des feuillets d'une autre couleur, ou bien en utilisant des crayons marqueurs de couleurs différentes.

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4	Colonne 5
Catégorie	Impact de l'aléa	Vulnérabilités	Capacités	Propositions d'activités de réduction des risques
Individuelle (hommes)				
Individuelle (femmes)				
Sociale				
Naturelle				
Matérielle				
Économique				

La dernière colonne laisse à l'équipe la possibilité d'étudier quelques activités qui pourraient réduire la vulnérabilité ou augmenter la capacité de la communauté. Ces idées peuvent alimenter la discussion pendant la planification de la gestion des risques – voir partie 8.

Il arrive que les entrevues avec les informateurs clés (voir partie 7.3) engendrent aussi des données sur les vulnérabilités et les capacités. Ces données peuvent venir s'ajouter à ce tableau dans la case correspondante.

Le tableau suivant illustre le résultat possible d'une analyse complète de vulnérabilité et de capacité pour un cas d'inondation. La colonne 5 présente quelques propositions d'activités de réduction des risques, qui aideraient à réduire l'impact et à traiter les vulnérabilités tout en utilisant les capacités. Remarque : une capacité peut provenir de n'importe laquelle des cinq catégories.

Catégorie	Impact de l'aléa	Vulnérabilités	Capacités	Propositions d'activités de réduction des risques
Individuelle (hommes)	Faibles pertes en vies humaines ; augmentation des problèmes de santé	Pas de système d'alerte ; manque de connaissances de santé	Jeunes valides ; charpentiers	Former les jeunes comme volontaires pour sonner l'alarme et aider à l'évacuation
Individuelle (femmes)	Fortes pertes en vies humaines ; augmentation des problèmes de santé	Pas de système d'alerte ; manque de connaissances de santé ; faible taux d'alphabétisation ; moindre capacité à nager	Débrouillardes en temps de crise	Éducation à la santé ; leçons de natation à l'école pour les filles ; formation de volontaires féminines
Sociale	Séparation des familles ; interruption de l'instruction	Pas de plan d'évacuation : emplacement de l'école ; pénurie de groupes sociaux (p. ex. : groupes d'entraide) ; faiblesse des services gouvernementaux	Travailleurs de santé dans la communauté ; ministère de l'agriculture ; coopérative agricole	Plan d'évacuation communautaire ; groupes de femmes ; renforcer la coopérative ; plaider pour l'amélioration et l'utilisation des services agricoles gouvernementaux
Naturelle	Destruction des plus petits arbres ; dépôts de sable sur les terrains	Pas de remblai protecteur ; érosion depuis l'amont due à l'abattage des arbres	Bambous et quelques arbres ; pépinière du ministère des forêts ; terrains élevés disponibles	Utiliser le bambou pour renforcer les rives de la rivière ; planter des arbres le long du rivage et sur les pentes ; plaider pour la réduction de l'abattage des arbres
Matérielle	Dégâts aux maisons, routes et ponts	Maisons proches de la rivière ; conception des maisons pas assez solide	Quelques maisons plus solides ; bâtiment de l'église sur un terrain plus élevé	Renforcer les rives ; enseigner aux charpentiers des conceptions meilleures pour les maisons ; utiliser l'église comme centre d'évacuation lors des inondations
Économique	Dégâts aux cultures ; perte de bétail	Champs proches de la rivière ; pas de remblai en rive ; saison de croissance coïncidant avec la saison d'inondation ; variétés de culture non résistantes ; pas d'alerte ni de plan d'évacuation pour les animaux	Semences de légumes d'hiver disponibles ; maintien d'une petite quantité de bétail et de volaille	Augmenter la culture des légumes d'hiver ; rechercher des cultures résistantes aux inondations ; plan d'évacuation pour sauver le bétail ; accroître les moyens de subsistance alternatifs (p. ex. : production d'œufs)

7

Étape 4 : Pressions dynamiques et causes sous-jacentes

Les pressions dynamiques et les causes sous-jacentes ont une influence majeure sur la vulnérabilité et la capacité, soit à partir de l'intérieur de la communauté elle-même, soit à partir d'une source extérieure. Les influences peuvent être positives ou négatives, et peuvent être profondément enracinées dans la culture, les croyances religieuses, la politique ou le commerce international.

7.1 Pressions dynamiques

Les pressions dynamiques sont formées des structures et processus sociaux qui peuvent influencer le degré de vulnérabilité aux aléas des membres de la communauté.

Les structures sont les personnes, les institutions ou les organisations qui affectent les vulnérabilités ou les capacités de la communauté, et les processus sont la façon dont elles exercent leur influence. Par exemple : un département de l'administration locale pourrait être une structure, tandis que ses décisions, ses politiques ou ses projets seraient les processus. En examinant les causes de vulnérabilité, nous devons poser les questions suivantes : « Quelle personne ou quelle chose influencent la communauté ? » (c.-à-d. : les structures) et « Comment le font-elles ? » (c.-à-d. : les processus).

Les structures et les processus peuvent agir à trois niveaux différents :

- local
- national
- international.

Les activités de réduction des risques, qui sont décrites dans la partie 8 et l'annexe B, agiront au sein de ce contexte de structures et de processus ; et les processus peuvent aisément saper ou détruire les bienfaits de cette activité. Par exemple : un projet de santé peut avoir un faible impact si un guérisseur traditionnel local répand un message très différent dans la communauté. Un comité de gestion des catastrophes peut comprendre des membres féminins, mais si la culture les empêche de participer au débat, les points de vue et les priorités des femmes ne seront pas pris en compte. Il est donc important de comprendre la nature des structures et le mode opératoire des processus.

Il ne faut pas oublier que les processus peuvent être soit positifs soit négatifs. Par exemple : un ministère gouvernemental (structure) qui manque de ressources et ne peut fournir un service (processus) peut rendre la population plus vulnérable aux catastrophes. Le même ministère, avec de bonnes ressources et un personnel formé, peut faire beaucoup pour réduire la vulnérabilité et renforcer la capacité.

Sur la page suivante, le tableau donne quelques exemples de structures et de processus et leur relation avec les communautés pauvres.

Structures, processus
et relation avec les
communautés pauvres

ÉCHELON	STRUCTURE (Qui ou quoi ?)	PROCESSUS (Comment ?)	PERTINENCE
Local	Anciens du village	Maintien des traditions, arbitrage des conflits, maintien de la culture et des croyances	La tradition peut entretenir la domination des hommes et rendre les femmes plus vulnérables ; les décisions peuvent favoriser les personnes riches ou des groupes particuliers de personnes ayant les mêmes moyens de subsistance
Local	Église	Promotion des pratiques et des enseignements religieux	Elle influence les attitudes des personnes dans leurs rapports mutuels et peut insister sur l'observance de fêtes coûteuses
Local	Ministères gouvernementaux	Fourniture de services à la communauté	La qualité des services affecte la santé, l'éducation et l'agriculture
Local	Entreprises	Emploi de personnel ; possibilité d'exploitation ou de dommage environnemental	Salaires, conditions de travail, disponibilité des ressources naturelles
National	Armée	Emploi de personnel ; surveillance du pays ; protection ou exploitation des populations civiles	Elle affecte la sécurité et le bien-être économique
National	Système juridique, y compris la police	Élaboration et application des lois	Équité du système, application de la loi ; corruption
National	Ministère chargé de l'environnement	Autorisation éventuelle de destruction de l'environnement, ou absence de traitement des questions liées au changement climatique nationalement ou internationalement	Les personnes pauvres perdent les ressources naturelles ; l'absence d'adaptation au changement climatique affectera la vie et les moyens de subsistance
National	Ministère du commerce	Encouragement éventuel de cultures commerciales ou de biocarburants	Disponibilité alimentaire réduite, ou augmentation des prix
International	Entreprises internationales ; marché du café, du thé, du coton, des métaux	Fixation des prix payés aux agriculteurs pour leurs récoltes	Le revenu des cultures industrielles peut augmenter ou chuter, selon les prix
International	Système bancaire et de crédit	Apport de subventions et de prêts pour le développement, fixation des conditions	Les conditions peuvent contrôler la politique gouvernementale (p. ex. : subventions) ou les priorités en matière de dépense

7.2 Causes sous-jacentes

Elles opèrent à un niveau plus profond que les structures et les processus, et tombent dans quatre catégories principales :

- politique
- économie
- culture, croyances et valeurs
- environnement naturel.

Dans certains cas, l'influence des causes sous-jacentes peut être repérée par la présence d'une pression dynamique. Par exemple : une décision budgétaire gouvernementale d'allouer des fonds à la défense plutôt qu'à l'agriculture affectera la possibilité de mettre en œuvre un processus (programme d'aides aux agriculteurs) par une structure (bureau local de l'agriculture). La vulnérabilité des agriculteurs en est donc accrue. Cependant, dans d'autres cas, la cause sous-jacente peut sembler influencer directement la vulnérabilité ou la capacité de la communauté, en raison peut-être d'une croyance ou d'une pratique culturelle particulière.

Le tableau suivant donne quelques exemples de causes sous-jacentes et de la manière dont elles influent sur la vulnérabilité ou la capacité.

Causes sous-jacentes et leur influence

CATÉGORIE	EXEMPLE DE CAUSE SOUS-JACENTE	EFFET SUR LA VULNÉRABILITÉ
Politique	Le parti au pouvoir est guidé par des facteurs politiques ; il décide des zones qui recevront du secours et des fonds de développement. Les systèmes peuvent être corrompus et détournés.	Certaines régions du pays peuvent recevoir un financement insuffisant, p. ex. : parce qu'elles soutiennent un parti d'opposition. Il se peut que les ressources ne parviennent pas à l'échelon local.
Économie	Les grandes banques et les gouvernements prennent des décisions concernant les prêts internationaux et le remboursement des intérêts. En outre, le gouvernement établit les priorités de dépense et se soumet aux systèmes commerciaux internationaux.	A une incidence sur la quantité d'argent disponible que le gouvernement peut dépenser pour fournir des services et les allocations de fonds entre les ministères. Modifie également le prix payé pour les cultures industrielles.
Culture, croyances et valeurs	Les gens peuvent croire que la maladie et le mauvais temps sont causés par des esprits mauvais qui exigent des rituels et des sacrifices. Il arrive que l'on attribue moins de valeur à certaines personnes qu'à d'autres.	Les gens peuvent ne pas être réceptifs aux conseils concernant la santé ou l'agriculture ; les ressources s'épuisent à force de sacrifices. La vulnérabilité des femmes et des enfants peut augmenter.
Environnement naturel	Une zone peut avoir des difficultés tenant à sa géographie : pentes, altitude, quantité / qualité du sol, ou climat extrêmement rude (pluie, sécheresse ou températures).	Influence le potentiel agricole de la zone ; conditions qui peuvent se dégrader encore avec le changement climatique et la dégradation environnementale.

7.3 Évaluation des pressions dynamiques et causes sous-jacentes

Elle est faite par la conduite d'entrevues avec les informateurs clés, souvent individuelles ou dans un petit groupe (comme présenté dans la partie 4.3). Les questions ont pour objet de sonder les pressions dynamiques et les causes sous-jacentes particulières qui affectent une communauté. Le tableau suivant donne des exemples de personnes à approcher et de questions qui pourraient leur être posées. D'autres questions seront nécessaires selon le contexte.

Informateurs clés

PERSONNE	EXEMPLES DE QUESTIONS	INFORMATION OBTENUE
Médecin ou travailleur / travailleuse de santé	Quels sont les problèmes de santé et les maladies les plus fréquents ? Quels sont ceux qui augmentent au moment des catastrophes, et pourquoi ? D'après les gens, quelle est la cause des maladies, et où vont-ils en premier chercher de l'aide quand une personne tombe malade ?	Problèmes de santé qui peuvent rendre certaines personnes plus vulnérables à des aléas particuliers. Croyances populaires concernant la cause des maladies, et personnes qui ont une influence en matière de santé.
Représentant du gouvernement	Quels sont les politiques / plans du gouvernement en matière de préparation ou de réponse aux catastrophes ? Quelle est la priorité du gouvernement : le travail pré ou post catastrophe ?	La population peut être plus (ou moins) vulnérable en raison de la présence ou de l'absence de plans / fonds gouvernementaux de gestion des catastrophes. Peut suggérer le besoin de plaider pour davantage de travail de RRC (avant une catastrophe).
Pasteur ou autre responsable religieux	Comment les croyances religieuses influencent-elles le comportement des personnes ? Comment les membres de la communauté religieuse se soutiennent-ils mutuellement en cas de catastrophe ?	Une approche très fataliste peut rendre les personnes moins réceptives à la RRC. Peut révéler une vulnérabilité à traiter ou une capacité à développer.
Chef de village	Quels sont les devoirs ou les pressions supplémentaires qui sont imposés aux responsables en temps de crise ? Qui sont les plus vulnérables en temps de catastrophe ? Quelle assistance particulière est-elle apportée ? Quelles sont les personnes ou les choses qui ont le plus besoin d'être protégées des aléas ?	Peut donner des indices concernant la qualité de la direction en temps de crise. Peut indiquer une prise de conscience des besoins des femmes et des autres groupes vulnérables, ou son absence. Indique ce qui a le plus de valeur (personnes / choses).
Enseignant / enseignante	Quelle est la priorité que les gens accordent à l'éducation de leurs enfants (garçons / filles) ? Comment l'école éduque-t-elle en matière de catastrophe ? Le bâtiment d'école sert-il en temps de crise ?	Aide à comprendre la valeur culturelle donnée à l'éducation et la valeur relative donnée aux garçons / filles. Peut révéler un besoin de plaider pour modifier les programmes. Capacité de l'école en tant qu'abri temporaire en temps de crise.

Synthèse des résultats

Les renseignements collectés grâce aux entrevues et groupes de discussion peuvent être résumés dans un tableau à quatre colonnes.

Synthèse des
renseignements
collectés

STRUCTURE	PROCESSUS POSITIF	PROCESSUS NÉGATIF	CAUSE SOUS-JACENTE
Anciens du village	Règlent les différends mineurs et maintiennent l'harmonie dans la communauté	À dominance masculine et s'intéressent surtout aux intérêts masculins, en négligeant ceux des femmes	Une culture à dominance et contrôle masculins
École du village	Assure l'enseignement	Les catastrophes, et comment y faire face, ne figurent pas au programme	Le gouvernement fixe le programme et le budget de l'éducation
Coopérative agricole	Permet aux agriculteurs d'acheter les semences et les engrais à des prix plus bas	Les agriculteurs peuvent être dépendant d'une culture industrielle particulière (p. ex. : coton, tabac)	Le prix reçu par l'agriculteur fait l'objet d'un contrôle international
Bureau local du ministère de l'agriculture	Le fonctionnaire fournit une formation ainsi que des équipements et ressources agricoles à prix réduit	Le fonctionnaire ne fournit pas de formation car il n'y a pas de transport vers les zones rurales ; les équipements et les ressources ne sont pas disponibles	Le gouvernement n'accorde pas la priorité à l'agriculture dans le budget national ; préférence de financement dans les zones qui soutiennent le parti au pouvoir

Les renseignements collectés auprès des informateurs clés peuvent être recoupés avec ceux des groupes de discussion. Par exemple : une discussion de petit groupe peut révéler un manque de services de la part d'un ministère particulier. Une entrevue avec le représentant gouvernemental concerné donnera l'occasion d'en découvrir la raison. Le problème peut venir de l'un des domaines suivants :

- manque de ressources gouvernementales pour fournir le service
- manque de savoir-faire pratiques du personnel de projet pour sa mise en application
- les membres de la communauté ne sont pas au courant du service disponible ou de comment y accéder.

À l'étape de la planification de l'action, il conviendra de traiter cette pression dynamique. Les activités pourraient comprendre :

- faire campagne pour un accroissement des allocations ou un déblocage des ressources gouvernementales
- inclure du personnel gouvernemental dans les programmes de formation
- sensibiliser aux droits d'accès aux services dans la communauté.

Les entrevues peuvent révéler que le gouvernement n'a que très peu de politiques et de plans en matière de gestion des catastrophes. Dans ce cas, faire pression à l'échelon du gouvernement central peut être une action appropriée (voir la partie 8.7).

Les occasions de plaider peuvent se produire naturellement au fur et à mesure du développement du plan d'action (partie 8), mais pour des gains à long terme et durables, il est utile de développer une stratégie de plaider, actualisée tous les six mois. Celle-ci a plus de chances d'engendrer des progrès sur les questions de plaider qui sont importantes pour la communauté. Idéalement, la stratégie devrait être élaborée avec la communauté et la communauté devrait se l'approprier.

7.4 Mettre en question les structures et les processus

Dans de nombreux cas, la vulnérabilité des personnes pauvres est clairement liée à des pratiques culturelles et à des politiques spécifiques injustes. Il peut être possible de réduire la vulnérabilité, mais seulement en mettant en question la politique ou la pratique spécifique qui est à la racine du problème. Les courtes études de cas suivantes donnent des exemples de processus qui ont été mis en question et changés, le premier en Inde, le second au Malawi.

Structures sociales
au Bihar, nord de
l'Inde

Dans un ensemble de villages fortement menacés par les inondations, le processus d'APRC a mis en évidence la force du système de castes et la plus grande vulnérabilité des personnes nées dans un groupe social inférieur. La structure de castes garantissait aux personnes de caste supérieure, qui sont aussi plus riches, la possibilité de posséder les hautes terres à l'abri, tandis que les plus pauvres, les personnes de caste inférieure occupaient les basses terres, fortement menacées. En temps d'inondation, les règles de la culture étaient encore appliquées et les castes inférieures se voyaient refuser l'accès aux terres des propriétaires terriens des classes supérieures. Les seuls terrains disponibles étaient les routes principales surélevées et les berges de la rivière. Les divisions culturelles sous-jacentes, la structure et le processus concouraient de façon importante à la vulnérabilité.

Dans ce cas particulier, une ONG indienne (Discipleship Centre, basée à Delhi) a mis au point un plan d'action avec la communauté et aidé les groupes de caste inférieure dans un processus de négociation avec les propriétaires terriens de caste supérieure. Ils ont obtenu la permission de construire des passages surélevés menant des basses terres à la sécurité relative des talus de rive. En échange, les propriétaires terriens ont pu rapprocher les chariots à bras de leurs plantations de mangues et ainsi faciliter la commercialisation de leurs produits. Les relations entre les castes se sont ainsi améliorées.



Caroline Itby / Tearfund

Enfants faisant un exercice d'évacuation par une voie d'évacuation surélevée.

Structures
et processus
d'entreprise au
Malawi

La Limbe Leaf Company avait construit une digue sur le terrain de la communauté pour permettre la production de tabac, mais elle a ensuite empêché toute autre personne d'utiliser l'eau. En temps de sécheresse, il y avait une grande réserve d'eau, mais personne, mis à part celles en lien avec l'exploitation agricole, ne pouvait y avoir accès. 160 personnes environ, dans quatre communautés ciblées, ont été formées à une approche du développement reposant sur les droits. Elles ont reçu une formation au plaidoyer qui les a aidées à se mobiliser pour faire pression sur l'entreprise en vue du droit d'accès à l'eau. Après de nombreuses actions de pression, la communauté a obtenu la permission conjointe de l'entreprise et des autorités locales, d'utiliser l'eau de la retenue et une partie du terrain en jeu pour l'irrigation des cultures.

8

Étape 5 : Planification de la gestion des risques

L'étape 5 est la dernière étape et la plus importante du processus d'APRC. Les premières étapes ont évalué les aléas auxquels la communauté est confrontée, l'impact potentiel de ceux-ci et les vulnérabilités et capacités présentes dans la communauté. L'étape 4 s'est intéressée de façon spécifique aux pressions et aux causes sous-jacentes contribuant aux vulnérabilités. L'étape 5 cherche à découvrir des moyens pour réduire ou gérer les risques. Le résultat final s'appelle un plan communautaire de gestion des risques.

Il faut accorder à l'étape 5 suffisamment de temps et d'efforts, ainsi que l'engagement total des personnes qui ont été impliquées dans les premières phases du processus. Les femmes devraient, autant que les hommes, être totalement impliquées dans l'élaboration du plan de gestion des risques, de manière à veiller à ce que les besoins des deux sexes, ainsi que ceux des enfants, soient pris en compte. Les groupes de discussion auront peut-être encore besoin de travailler séparément, mais les activités des deux plans devront, à un moment donné, être réunies. Le facilitateur devrait en outre veiller à ce que les groupes religieux ou sociaux, minoritaires ou marginalisés, contribuent au processus et à ce que les besoins des personnes aux capacités réduites soient pris en compte. Il ne faut pas laisser les riches et les puissants manipuler le processus, par exemple : l'entrepreneur qui possède des terres et qui plaide en faveur de solutions techniques afin d'en tirer profit pour lui-même et sa famille.

La planification de la gestion des risques nécessite l'élaboration d'un ensemble d'activités, qui reposent sur les priorités établies par les membres de la communauté et qui réduiront la vulnérabilité. Dans la mesure du possible, ces activités devraient utiliser les capacités qui ont été découvertes dans la communauté, celles qui relèvent des hommes et celles qui relèvent des femmes. Le facilitateur doit encourager ce genre d'auto-assistance. Certaines activités peuvent nécessiter la mobilisation de ressources supplémentaires en dehors de la communauté, auprès d'ONG ou du gouvernement. Les budgets doivent comprendre une dotation permettant d'accéder à ces ressources, si la communauté ne peut y parvenir par elle-même.

En général, le succès des initiatives de réduction des risques dépend du sentiment d'appropriation éprouvé par la communauté à l'égard du plan de réduction des risques qu'elle a élaboré. Le plan a plus de chances de réussir en présence d'un fort sentiment d'appropriation ; l'inverse est également vrai.

L'appropriation est plus grande si la communauté conserve le plan original et l'équipe de facilitation en fait une copie. Le succès dépend aussi de ce que des personnes précises assument la responsabilité de la mise en œuvre d'activités précises. On y parvient en général en établissant un comité de gestion des catastrophes, ou en ajoutant une fonction « catastrophe » à un comité existant. Les membres du comité endossent alors la responsabilité d'actions précises, veillant à ce qu'elles soient réalisées dans les délais fixés.

8.1 Planification de la gestion des risques au niveau de la communauté

La planification de la gestion des risques peut se faire à différents échelons, en commençant avec la famille, puis en passant à l'ensemble de la communauté, enfin à tous les niveaux de gouvernement jusqu'à l'échelon national. Le processus proposé ici est destiné à la planification au niveau communautaire ; il repose sur les renseignements obtenus aux étapes 1 à 4.

L'élaboration d'un plan communautaire de gestion des risques se fait en cinq étapes :

- 1 **VÉRIFIER LES DONNÉES** – S'assurer que la communauté accepte que les vulnérabilités repérées dans les discussions de groupe soient associées à des impacts spécifiques et que les capacités recensées sont effectivement présentes dans la communauté.
- 2 **CLASSER LES IMPACTS PAR ORDRE D'IMPORTANCE** – Permettre à la communauté de choisir les impacts les plus importants dans ce qui lui est présenté (liste ou dessins).
- 3 **RELEVER LES ACTIVITÉS DE RÉDUCTION DES RISQUES** – Rassembler les propositions de mesures possibles de réduction des risques, y compris les idées avancées par le facilitateur, si la communauté n'a pas beaucoup d'idées personnelles.
- 4 **ÉVALUER LES ACTIVITÉS PROPOSÉES** – Discuter de ces idées et choisir les activités qui ont le plus de chances de réussir.
- 5 **METTRE EN ŒUVRE LES ACTIVITÉS** – Élaborer un plan de gestion des risques pour mettre en œuvre les activités choisies.

ÉTAPE 1 VÉRIFIER LES DONNÉES

À la fin de la partie 6, nous avons conclu que les impacts, les vulnérabilités et les capacités devaient être rassemblés dans un grand tableau, sous cinq catégories : individuelle, sociale, naturelle, matérielle et économique (partie 6.5). Un deuxième tableau (partie 7.3) devrait résumer les pressions dynamiques et les causes sous-jacentes.

Cependant, lier un impact à des vulnérabilités particulières reflète l'opinion de l'équipe de facilitation ; ce lien doit donc être vérifié avec la communauté avant de passer à la recherche de solutions. La méthode exacte de compte-rendu à la communauté doit être décidée par l'équipe en gardant à l'esprit que de nombreuses personnes dans la communauté ne sont pas alphabétisées. Quand la culture le permet, les groupes d'hommes et de femmes peuvent être rassemblés. Sinon, il vaut mieux faire le compte-rendu au sein des mêmes groupes de discussion que précédemment.

Une méthode possible consiste à assembler deux feuilles de tableau papier pour en faire une grande. Divisez-la en quatre colonnes. Donnez des titres aux trois premières colonnes : **impacts**, **vulnérabilités** et **capacités** (comme dans la partie 6.5), mais ne divisez pas horizontalement dans les cinq catégories.



Femmes participant à un groupe de discussion de RRC au Malawi

Des impacts spécifiques (pris dans le tableau complété dans la partie 6.5) seront alors ajoutés dans la colonne de gauche et il sera demandé à la communauté si elle reconnaît ou non la survenue de ces impacts pendant les catastrophes. Les impacts peuvent être écrits ou dessinés sur de petits cartons avant la rencontre.

Exemple pour un cas d'inondation

A

Impact	Vulnérabilités	Capacités
Des personnes se noient		
Des maisons sont endommagées		
Des cultures sont détruites		
etc.		

L'étape suivante consiste à ajouter, avec la communauté, les vulnérabilités (prises dans le tableau de la partie 6.5) dans la deuxième colonne (à nouveau à l'aide de cartons). Les vulnérabilités doivent être placées en vis-à-vis des impacts correspondants, qui figurent déjà dans le tableau. Voir ci-dessous.

Exemple pour un cas d'inondation

B

Impact	Vulnérabilités	Capacités
Des personnes se noient	Pas de système d'alerte	
	Peu de personnes savent nager	
	Pas de bateaux ou de flotteurs	
Des maisons sont endommagées	Maisons proches de la rivière	
	Maisons en boue et en bambou	
	Pas de remblais anti-inondation	
Des cultures sont détruites	Récoltes présentes dans les champs à la période de l'inondation	
	Cultures non résistantes aux inondations	
	Pas de remblais anti-inondation	

À mesure de la mise en place des cartons, il est demandé au groupe d'approuver ou non le lien entre la vulnérabilité et l'impact. Des éléments supplémentaires peuvent être ajoutés à ce stade.

Enfin, les capacités présentes dans la communauté (encore une fois, prises dans le tableau de la partie 6.5) sont ajoutées dans la troisième colonne, reliant si possible les capacités aux vulnérabilités déjà repérées. Les membres du groupe sont encore une fois invités à confirmer ou infirmer la présence de ces capacités.

Notre exemple ressemblera alors au tableau C.

Exemple pour un cas d'inondation

C

Impact	Vulnérabilités	Capacités
Des personnes se noient	Pas de système d'alerte	La mosquée possède un haut-parleur
	Peu de personnes savent nager	De jeunes hommes et femmes valides se portent volontaires
	Pas de bateaux ou de flotteurs	Des hommes travaillent sur des bateaux de pêche Le village a beaucoup de bananiers et de cocotiers
Des maisons sont endommagées	Maisons proches de la rivière	École située en sécurité sur des terrains en hauteur
	Maison en boue et en bambou	Quelques maisons en briques
	Pas de remblais anti-inondation	Abondance de tiges de bambou
Des cultures sont détruites	Récoltes présentes dans les champs à la période de l'inondation	Agronome employé par le gouvernement basé dans un village voisin
	Cultures non résistantes aux inondations	Semences de légumes sur le marché
	Pas de remblais anti-inondation	Coopérative agricole

À mesure du remplissage du tableau, les membres du groupe commenceront probablement à voir que leurs capacités pourraient être utiles pour traiter certaines vulnérabilités et réduire l'impact des aléas.

ÉTAPE 2 CLASSER LES IMPACTS PAR ORDRE D'IMPORTANCE

Le tableau devrait présenter au moins cinq à six impacts dans la colonne de gauche, certains graves, d'autres relativement faibles. Le groupe doit choisir les impacts les plus graves, à l'aide de l'un des exercices de classement décrits dans la partie 4.2. Dans l'exemple ci-dessus, les membres de la communauté peuvent décider que les dommages causés aux récoltes sont le problème le plus grave. Les discussions sur la réduction des risques devront ensuite tourner autour des vulnérabilités associées aux dommages causés aux récoltes et des moyens de les réduire.

Cet exercice ne peut classer que les impacts connus. La progression du changement climatique produira peut-être des impacts qui ne sont, pour le moment, qu'à peine perceptibles. Les données concernant le changement climatique, qui ont été obtenues (partie 5.3) et vérifiées (voir l'étape 1 ci-dessus), devraient montrer si les impacts actuels peuvent s'aggraver. Si possible, essayez de prendre aussi en compte, dans la planification, la détérioration de la situation.

ÉTAPE 3 RELEVER LES ACTIVITÉS DE RÉDUCTION DES RISQUES

En prenant les vulnérabilités tour à tour, demander à la communauté des idées pour traiter chacune d'elles. Si les idées sont lentes à venir, le facilitateur devrait attirer l'attention sur quelques capacités disponibles qui pourraient être utiles. Il ou elle sera peut-être en mesure de proposer des activités qui pourraient servir à réduire les risques dans ces situations, des idées notées dans la colonne 5 pendant les discussions au bureau portant sur le tableau de la partie 6.5, par exemple. Dans le cas de l'exemple d'inondation étudié dans le tableau C, il ou elle pourrait poser des questions comme :

- Quelqu'un a-t-il déjà essayé de cultiver une espèce résistante aux inondations ?
- Était-ce un succès ? Si oui :

- Les semences pour cette espèce sont-elles disponibles quelque part ? Si oui :
- Serait-il possible d'en faire une culture plus extensive ? Et ainsi de suite...

Le moyen le plus simple pour faciliter cet échange consiste à utiliser la dernière colonne à droite du tableau (comme dans la partie 6.5) pour y écrire les propositions émanant du groupe. N'oubliez pas de proposer des idées si la communauté tarde à répondre.

Le tableau D part du même exemple d'inondation, mais se concentre sur l'impact « Des cultures sont détruites ».

Exemple pour un cas d'inondation

D

Impact	Vulnérabilités	Capacités	Propositions d'activités de réduction des risques
Des cultures sont détruites	Récoltes présentes dans les champs à la période de l'inondation	Agronome employé par le gouvernement basé dans un village voisin	Demander conseil à l'agronome et se former sur les cultures résistantes aux inondations
	Cultures non résistantes aux inondations	Semences de légumes sur le marché	Favoriser le maraîchage en saison sèche
	Pas de remblais anti-inondation	Coopérative agricole	Passer par la coopérative pour acheter des semences à moindre coût

Le groupe peut désirer recommencer le processus pour les autres impacts d'aléas. Une liste d'activités proposées pour réduire les risques en fonction des différentes catégories d'aléas se trouve dans l'annexe B (page 92).

ÉTAPE 4 ÉVALUER LES ACTIVITÉS PROPOSÉES

Une fois qu'il a rassemblé un certain nombre d'idées, le facilitateur devrait conduire une discussion à propos de chaque activité, pour tester si cette activité est, oui ou non, possible et appropriée. Il ou elle devrait s'enquérir des problèmes éventuels ou des effets négatifs de cette activité qui pourraient conduire au rejet de certaines idées. Quelques questions possibles :

- Quelqu'un pourrait-il être affecté négativement par cette activité ?
- L'activité sera-t-elle bénéfique pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, les femmes y comprises ?
- L'activité aurait-elle un quelconque impact négatif sur les enfants ?
- Pourrait-elle avoir des effets dommageables sur l'environnement ?
- Quel serait l'effet du changement climatique sur l'activité ?

Si une activité est susceptible d'avoir des effets secondaires négatifs, chercher des moyens de les minimiser. ROOTS 13 – *Durabilité environnementale*, publié par Tearfund, a un chapitre sur l'évaluation d'impact environnemental (partie 5.2) et l'outil *Évaluation environnementale* est accompagné d'une méthodologie plus détaillée pour évaluer l'impact des activités sur l'environnement. Si vous ne parvenez pas à trouver un moyen de réduire ou d'écartier les impacts négatifs, alors l'activité doit être rejetée.

ÉTAPE 5 METTRE EN ŒUVRE LES ACTIVITÉS

La dernière étape consiste à décider de la façon de mettre en œuvre les activités retenues. Si vous avez continué en groupes de discussion séparés, il est temps de réunir les propositions et les évaluations des hommes et des femmes. Il sera peut-être possible de le faire dans un groupe mixte. Sinon, les facilitateurs doivent veiller à ce que les propositions émanant du groupe de femmes soient incorporées dans le plan final et à ce que les femmes soient représentées au mieux de ce que permet le contexte culturel. Il vaut

mieux utiliser des feuilles de tableau papier supplémentaires, en faisant six colonnes, comme le montre le modèle suivant.

Modèle de plan de gestion des risques

Activité retenue	Méthode de mise en œuvre			Personne responsable	Date d'achèvement
	Action de la communauté	Soutien d'une ONG	Demande au gouvernement		

Les activités retenues doivent être inscrites dans la première colonne à gauche. Dans la colonne « **Action de la communauté** », inscrire des choses que la communauté peut faire à partir de ses capacités existantes : connaissances, personnes, ressources naturelles, etc. Le facilitateur doit encourager au maximum l'utilisation de ces capacités. Dans la colonne « **Soutien d'une ONG** », inscrire les activités ou matériaux qui doivent venir de l'extérieur : l'ONG qui fait la facilitation pourra peut-être les fournir, ou éventuellement faire intervenir les services d'une autre ONG. Un élément inscrit dans la colonne « **Demande au gouvernement** » indique une activité de plaidoyer pour faire entrer des ressources, une expertise ou des services plus importants de la part de l'administration locale ou à un échelon plus élevé.

La dernière étape consiste à remplir les deux colonnes à droite du tableau, pour noter la personne de la communauté qui est responsable de l'exécution de cette activité ou de veiller à ce qu'elle soit confiée à d'autres. Il ne faut pas utiliser de formulation vague comme « communauté » ou « agriculteurs ». La responsabilité de ces activités peut parfois être assumée par un responsable ou comité existant, sinon un nouveau comité de gestion des catastrophes peut être formé, avec des membres choisis par la communauté (voir la partie 8.3). Il est bon de fixer une date d'achèvement, en particulier si une activité doit être faite avant le début d'une saison donnée.

Vous trouverez ci-dessous d'autres idées pour élaborer le plan.

Quelques conseils pratiques

- Veiller à ce que l'élaboration du plan de gestion des risques soit faite à une heure et dans un lieu permettant la pleine participation des femmes. Si la culture exige que les hommes et les femmes travaillent dans des groupes distincts, il faut veiller à ce que les idées des deux groupes se voient accorder la même valeur dans la mise en œuvre.
- Pour la formation délivrée à la communauté, envisager d'engager des organisations qui sont particulièrement centrées sur les femmes afin de communiquer efficacement avec elles. Veiller à ce que toute activité proposée, un système d'alerte précoce par exemple, concerne autant les hommes que les femmes.
- Ne pas oublier que le niveau d'alphabétisation de la communauté peut être faible. Dans ce cas, il est utile de travailler avec des images plutôt qu'avec des mots. Il est parfois possible de prendre des photos dans la localité ou de télécharger des images appropriées sur Internet. S'assurer que les images sont assez grandes et que le groupe comprend ce que chacune représente.
- En général il est très facile d'illustrer les impacts, avec l'image d'une maison endommagée ou d'une vache morte, par exemple. C'est plus difficile pour les vulnérabilités et les capacités. Par exemple : il est plus difficile de représenter le manque de fiabilité des systèmes d'approvisionnement en eau. Il est possible de tracer une ligne rouge en travers d'une image pour symboliser l'absence, l'inaccessibilité ou l'effet négatif d'une chose, mais il faut prendre le temps de l'expliquer.

- L'utilisation de cartes pour représenter les impacts, les vulnérabilités et les capacités rend le processus d'association de vulnérabilités particulières avec des impacts précis plus visuel et dynamique ; les membres de la communauté peuvent déplacer les cartes.
- Il est important de choisir un lieu convenable pour le processus. Une pièce fermée et chaude favorisera l'assouplissement des participants, tandis que l'utilisation de bancs, en plein air, à l'ombre d'un grand arbre a beaucoup plus de chances d'obtenir leur entière participation.

Plan communautaire de gestion des risques terminé (concernant une zone affectée par la sécheresse et les inondations au Malawi)

Activité retenue	Méthode de mise en œuvre ⁹			Personne responsable ¹⁰	Date d'achèvement
	Action de la communauté	Soutien d'une ONG	Demande au gouvernement		
Faire pousser des récoltes résistantes à la sécheresse	Travail du sol, plantation, désherbage	Localiser des semences pour cultures résistantes à la sécheresse, organiser une foire aux semences pour la vente	Pour la formation par des vulgarisateurs agricoles	Chef du village, avec le soutien d'un travailleur de terrain de l'ONG	Champs prêts pour le [date], semences entre les mains des agriculteurs pour le [date]
Adopter des méthodes agricoles de conservation	Travail du sol, plantation, désherbage, tout cela à l'aide de nouvelles méthodes	Organiser une visite d'étude pour observer une agriculture de conservation réussie	Pour la formation par des vulgarisateurs agricoles	Chef du village, avec le soutien d'un travailleur de terrain de l'ONG	Champs prêts pour le [date], visite terminée au [date]
Dispositif de vivres contre travail pendant la soudure alimentaire	Sélection de projets de travail de réduction des risques ; don d'une journée de travail non rémunérée pour cinq journées de travail rémunéré	Organiser les achats alimentaires, superviser le travail et la paie des ouvriers	Pour des conseils techniques sur l'infrastructure (p. ex. : canal d'irrigation)	Chef du village, superviseur de terrain de l'ONG	Achats alimentaires avant le [date], travail achevé le [date]
Service de santé gouvernemental amélioré	Donner un terrain et des briques pour la clinique	Fournir une introduction au responsable santé	Pour la construction de la clinique et du personnel formé	Superviseur de terrain de l'ONG	Avant la fin de l'année
Planter 1 000 semis d'arbres	Chaque famille préparera cinq fosses, fournira du terrain pour la plantation d'arbres communautaires	Fournir 1 000 semis	Ministère des forêts pour conseils et vente de semis de bonne qualité	Chef du village, superviseur de terrain de l'ONG	Fosses prêtes pour le [date], semis achetés et livrés pour le [date]
Établir des groupes d'épargne et de crédit pour les femmes	Mettre à disposition le lieu de réunion des groupes, fixer les critères pour les membres	Faire intervenir une ONG spécialiste de la micro-finance	Pour un enregistrement officiel des groupes	Pour commencer, personnel de l'ONG, ensuite chefs de groupe	Groupes formés pour le [date], épargne atteignant le seuil de prêt pour le [date]
Équipe de volontaires, pour alertes et évacuation en cas d'inondation	Fixer les critères pour les volontaires, service gratuit de la part des volontaires	Formation pour le Comité catastrophe et pour les volontaires, mégaphones	Pour des alertes améliorées de la part du gouvernement	Comité catastrophe du village, superviseur de terrain de l'ONG	Comité constitué pour le [date], volontaires sélectionnés et formés pour le [date]

9 L'action communautaire relève de la responsabilité du chef du village ou du comité de catastrophe du village ; le soutien de l'ONG nécessite la direction du personnel de l'ONG.

10 Nous n'avons pas nommé spécifiquement une « personne responsable » étant donné qu'en général la communauté commence le travail de plaidoyer avec le soutien de l'ONG.

Une vulnérabilité importante assez largement répandue est le manque de connaissance de la population concernant les actions qu'il convient d'entreprendre en cas d'urgence ou l'absence de plan d'urgence déjà établi. Le plan de gestion des risques doit veiller à ce que ces deux domaines soient correctement couverts : il doit y avoir un plan d'urgence (voir ci-dessous) et une stratégie d'éducation / de sensibilisation.

Dans la mesure du possible, le plan de gestion des risques à l'échelon communautaire devrait être lié aux plans d'urgence gouvernementaux en cas de catastrophe et aux services qui y sont liés. Par exemple : si le gouvernement possède un bon ensemble de plans liés à la sécheresse et à la sécurité alimentaire, alors le plan communautaire pour faire face à la sécheresse devrait prendre ces plans en compte et y être relié. (Voir également la partie 8.7 concernant le plaidoyer.)

Mises à jour et révisions des plans de gestion des risques

Un plan de gestion des risques n'est pas un document permanent et statique. Il doit être révisé et mis à jour régulièrement, au moins une fois par an. Voici quelques questions importantes à poser :

- Toutes les activités du plan ont-elles été mises en œuvre ?
- Faut-il reprogrammer certaines activités de la liste ?
- Est-il nécessaire de prévoir de nouvelles activités ?

Le processus de révision doit impliquer des représentants des divers sous-groupes de la communauté qui ont aidé à formuler le plan originel. Tout changement ou ajout doit à nouveau être affecté à des personnes spécifiques et introduit dans un calendrier.

8.2 Gestion des risques et Cadre d'Action de Hyogo (CAH)

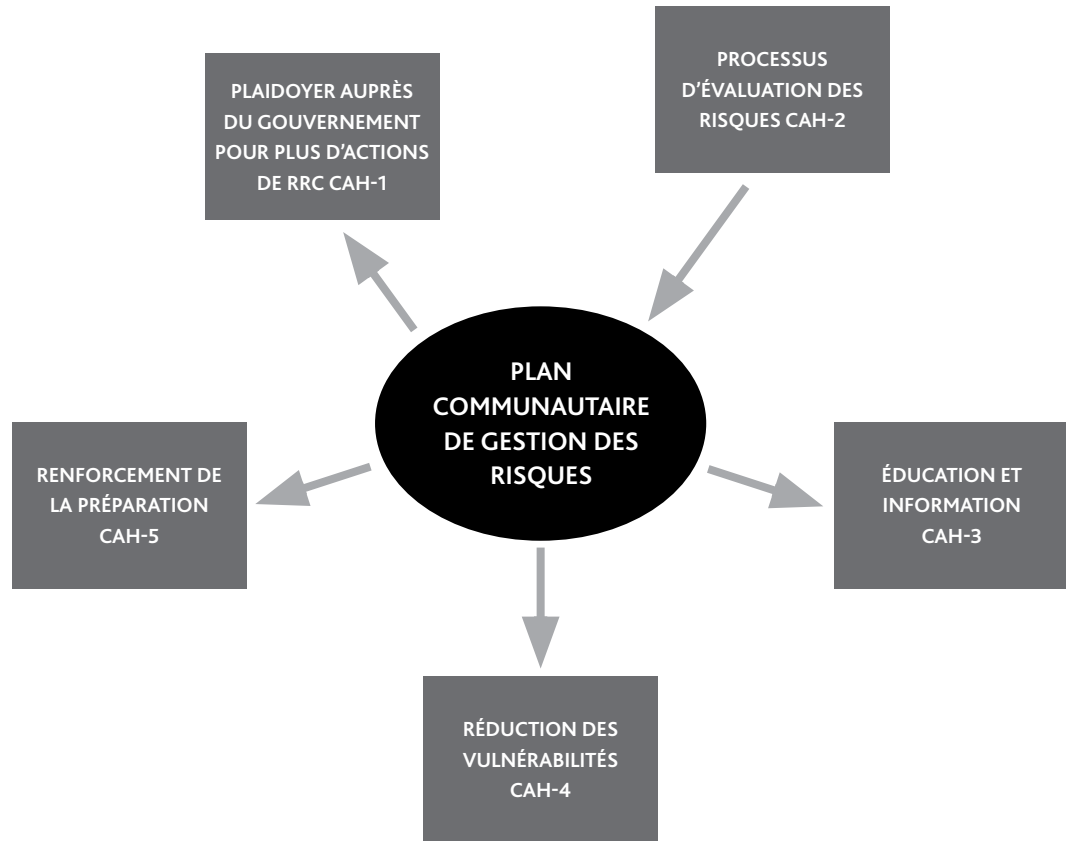
Le Cadre d'Action de Hyogo a été une première fois décrit dans la partie 2.5. Il s'agit d'un document des Nations Unies, reconnu internationalement, élaboré en 2005 pour donner des directives sur l'éventail des activités nécessaires pour réduire l'impact des catastrophes. Il est pertinent pour les communautés locales, les ONG et tous les échelons de gouvernement. Il y a une relation entre ce cadre et les plans communautaires de gestion des risques décrits ci-dessus.

Le cadre comprend cinq catégories :

- 1 Veiller à ce que la réduction des risques soit une priorité
- 2 Évaluer et surveiller les risques
- 3 Éduquer et informer la communauté
- 4 Réduire les vulnérabilités et leurs causes
- 5 Renforcer la préparation

Un bon plan communautaire traitera ces cinq domaines. Si un ou plusieurs domaines sont négligés, le plan sera moins efficace. Par exemple : la préparation aura moins de valeur si elle n'est pas soutenue par un programme largement répandu de sensibilisation, d'éducation et de formation de la communauté. Les facilitateurs doivent être conscients du CAH et présenter des questions et des idées à la communauté, s'il semble que les cinq domaines d'activités ne seront pas couverts.

Le diagramme suivant montre le lien entre le CAH et le plan communautaire de gestion des risques que vous venez de mettre au point.



LES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER (CAH-1) sont destinées à influencer les détenteurs de pouvoir, pour que leurs décisions et leurs actions accordent la priorité aux activités qui réduisent les risques. À titre d'exemple, il pourrait s'agir de persuader le gouvernement de draguer une rivière, réparer un remblai, remplacer un pont ou améliorer les stocks alimentaires d'urgence.

L'ÉVALUATION DES RISQUES (CAH-2) comprend le processus d'APRC qui a été élaboré avec la communauté pour produire une description détaillée des aléas et des dommages causés, ainsi que des vulnérabilités et capacités présentes dans la communauté.

ÉDUCATION ET INFORMATION (CAH-3) doivent être dispensées pour s'assurer que chaque membre de la communauté connaît le système d'alerte et le plan communautaire d'urgence. L'information qui est donnée par les écoles doit utiliser des méthodes créatives comme le chant, les slogans, les marionnettes, la mise en scène, les affiches et les concours artistiques. Les connaissances traditionnelles (p. ex. : les signaux précurseurs de sécheresse) doivent être répandus plus largement.

LA RÉDUCTION DES VULNÉRABILITÉS (CAH-4) doit comprendre des activités comme la conception de maisons plus solides, des moyens de subsistance alternatifs, la culture de récoltes résistantes à la sécheresse ou aux inondations, ou la protection de l'alimentation en eau en cas d'inondation. Il est important de prendre en compte le changement climatique : les actions doivent rester efficaces, même si les conditions climatiques changent.

LE RENFORCEMENT DE LA PRÉPARATION (CAH-5) signifie d'ordinaire la planification d'urgence à l'échelon communautaire et à l'échelon familial, afin que les mesures adéquates soient prises avant, pendant et après l'impact d'un aléa. La partie suivante traite ce sujet de façon plus détaillée.

8.3 Planification d'urgence au niveau communautaire

Un plan d'urgence est pour l'essentiel un ensemble de mesures mises en place avant la survenue d'un aléa pour augmenter l'aptitude de la communauté à y faire face et à se relever de son impact. C'est une composante du plan plus large de gestion des risques qui a trait à l'élément de « préparation » du Cadre d'Action de Hyogo. Certaines parties au moins du plan d'urgence devraient être développées dans le cadre du plan général de gestion des risques, bien qu'il puisse être nécessaire d'en finaliser les détails ultérieurement quand une structure de direction pour la mise en œuvre des plans sera établie.

Les éléments essentiels d'un plan d'urgence communautaire sont les suivants :

DIRECTION La direction devrait être assumée par un comité ou conseil existant, ou par un organe créé spécialement pour prendre la direction de la réponse de la communauté face aux catastrophes. Ce dernier est souvent appelé comité de gestion des catastrophes, et il est constitué de personnes choisies par la communauté. Son lien avec les autres structures dirigeantes doit être clairement défini pour éviter les tensions ou les conflits.

ÉQUIPES DE VOLONTAIRES Avec certaines catégories d'aléas, il est utile d'avoir un groupe d'hommes et de femmes formés pour aider les autres en temps de crise. Par exemple : les volontaires peuvent propager les messages d'alerte, aider les personnes âgées, malades et handicapées à parvenir en lieu sûr, servir d'équipage pour les bateaux ou délivrer les premiers secours aux personnes blessées. Il est possible de former des sous-équipes spécialisées pour assumer ces différentes fonctions. Il faut accorder beaucoup d'égards à la culture locale et au rôle des hommes et des femmes dans cette culture.

SYSTÈME D'ALERTE Le système d'alerte sera différent pour chaque catégorie d'aléa. Pour les cyclones et les ouragans, des mégaphones à main ou des drapeaux de signalisation sont largement utilisés. Pour les inondations, les volontaires peuvent être déployés pour surveiller le niveau de l'eau et ensuite utiliser des cloches ou d'autres bruits retentissants pour alerter la communauté. Pour la sécheresse, les conditions se détériorent lentement, toutefois de nombreuses zones sujettes à la sécheresse possèdent un système d'alerte gouvernemental ou en lien avec les services météorologiques. En outre, les agriculteurs ont leurs propres moyens traditionnels pour prévoir une sécheresse, en interprétant, par exemple, le comportement des insectes, la direction des vents ou le schéma suivi par la floraison des arbres.

Pour les tremblements de terre, des sources scientifiques sont peut-être disponibles, mais il arrive plus souvent que la communauté doive interpréter les signaux de la nature, comme le comportement inhabituel du bétail, des chiens ou des oiseaux. Pour des aléas comme les inondations soudaines, le système d'alerte doit être rapide et efficace, parce que la communauté peut n'avoir que quelques minutes pour réagir. Les cloches d'église, les haut-parleurs des mosquées, les téléphones portables et les tirs de fusil sont habituellement utilisés pour donner l'alarme.

CENTRE D'ÉVACUATION Des aléas comme les inondations, les cyclones ou les séismes peuvent obliger les gens à quitter leur maison. Les personnes déplacées cherchent parfois refuge chez des parents qui vivent dans une zone plus sûre. Mais il faut, le plus souvent, choisir et équiper un bâtiment ou un camp pour servir de résidence temporaire sûre. Certains pays ont des abris spécialement conçus pour les cas de cyclone ou d'inondation ; dans beaucoup d'autres pays, une école ou une église située sur un terrain plus élevé, ou des bâtiments administratifs, peuvent servir d'abri temporaire sûr. Ces bâtiments peuvent nécessiter un renforcement pour servir à cette fin. Par exemple : il peut être nécessaire d'attacher plus solidement le toit aux murs pour qu'il résiste aux vents forts.

Le centre d'évacuation doit posséder les équipements adéquats, dont une alimentation fiable en eau potable et des toilettes séparées pour les hommes et les femmes. Parmi ses attributions, l'équipe de volontaires pourrait avoir à assurer la gestion du centre et à veiller à ce que les besoins des personnes les plus vulnérables soient satisfaits. Les pratiques culturelles de mélange ou de séparation des hommes et des femmes doivent

être respectées. Il arrive que de petites quantités d'aliments secs soient fournies. Des zones pour parquer le bétail doivent également être mises à disposition.

En l'absence de bâtiment satisfaisant, un terrain ouvert en hauteur est souvent utilisé. Une préparation préliminaire est nécessaire, à la fois pour éliminer la végétation indésirable et pour apporter les matériaux pouvant servir aux abris temporaires, comme des bâches en plastique et des tiges de bambous. L'utilisation du terrain doit également être planifiée avec soin, et il faut prendre des dispositions pour l'eau et les latrines.

PLAN D'ÉVACUATION

Chaque personne de la communauté devrait connaître l'emplacement du centre d'évacuation et le chemin le plus sûr pour l'atteindre. Elle devrait également connaître le signal d'évacuation et avoir quelques objets essentiels prêts à emporter : aliments, eau, couvertures, etc. (voir également la partie 8.4 : Planification d'urgence au niveau familial). Dans les sociétés où les femmes ne peuvent se déplacer librement sans un homme de la famille, les veuves et les femmes dont le mari est absent peuvent courir des dangers plus grands et avoir besoin de plans d'évacuation particuliers.

EXERCICES DE PRÉPARATION ET D'ENTRAÎNEMENT

La meilleure façon d'apprendre est de faire soi-même ! Il vaut la peine de créer une simulation de catastrophe et d'organiser un exercice d'évacuation dans des conditions de sécurité. Tout le monde saura alors ce qu'il faut faire quand surviendra une véritable catastrophe et que les risques seront beaucoup plus élevés.

PRENDRE SOIN DES PLUS VULNÉRABLES

Le plan d'urgence doit permettre de s'assurer que les personnes âgées, celles à capacité réduite et celles atteintes de maladie chronique soient prioritaires dans l'évacuation. Les volontaires doivent savoir où elles habitent. Par exemple, dans certaines sociétés, il est admis de placer des drapeaux de couleurs sur leur maison. Dans les catastrophes à développement lent, les besoins des personnes les plus vulnérables peuvent paraître moins évidents, mais la communauté doit malgré tout veiller sur ces personnes.

SYSTÈME DE COMMUNICATION

Il faut un système de communication avec les responsables gouvernementaux, pour les informer des besoins particuliers de la communauté touchée. Si les réseaux fonctionnent encore, les téléphones portables sont le moyen idéal pour cela, mais les numéros corrects doivent être rassemblés avant la catastrophe et les batteries être chargées. Il faut un système alternatif de secours si les téléphones portables cessent de fonctionner ou ne peuvent être rechargés.

LIENS AVEC LES PLANS GOUVERNEMENTAUX

Dans certaines situations, l'administration locale peut avoir des plans et des ressources pour aider la population à faire face à une catastrophe : des bateaux d'évacuation, des radios et des réserves alimentaires, par exemple. Avant toute catastrophe, les responsables communautaires ou le comité de gestion des catastrophes doivent établir de bonnes relations avec les responsables du gouvernement en charge des situations d'urgence. Ils seront alors en mesure de recevoir les alertes et d'avoir accès aux ressources en cas d'urgence.

ÉDUCATION ET SENSIBILISATION

Un plan d'urgence ne réussira que s'il y a une stratégie claire pour veiller à ce que tous les membres de la communauté soient conscients de son existence et sachent précisément quelle action entreprendre en cas d'urgence. Ceci s'applique particulièrement aux enfants scolarisés, aux personnes âgées ou à capacité réduite, et à toutes celles occupées par des moyens de subsistance dans des endroits plus reculés (p. ex. : gardiens de troupeaux ou pêcheurs).



Une équipe de volontaires organise un exercice d'évacuation.

Caroline Iby / Tearfund



Dans des zones sujettes aux cyclones, les comités de gestion des catastrophes peuvent concevoir et faire fonctionner des systèmes d'alerte aux cyclones pour les communautés vulnérables.

8.4 Planification d'urgence au niveau familial

Dans les zones fortement exposées, il est conseillé à chaque famille d'avoir son propre plan de ce qu'elle doit faire en cas d'urgence, et que tous les membres de la famille soient parfaitement conscients de leur rôle. Voici quelques éléments importants de ce plan :

- Veiller à la sécurité de chaque membre de la famille, les personnes fortes et valides prenant soin des très jeunes, des personnes âgées, malades ou à capacité réduite.
- Veiller à mettre en sûreté les biens importants : animaux, outils professionnels, semences, argent, bijoux, documents importants, ustensiles de cuisine, etc. Certaines familles préparent un sac « de fuite » imperméable contenant tous les documents importants et d'autres objets indispensables, placé dans un lieu sûr et facile d'accès pour être rapidement attrapé et emporté en cas d'évacuation d'urgence.
- Préparer à l'avance les objets importants à emporter quand l'évacuation s'avère nécessaire : conteneur pour l'eau, aliments secs, couvertures, les biens précités, etc.
- Veiller à ce qu'il y ait un moyen pour communiquer avec l'ensemble de la communauté, tant pour recevoir des informations que pour en envoyer, p. ex. : connaissance et visibilité des drapeaux d'alerte.
- Prévoir un point de rencontre familial au cas où les membres de la famille seraient séparés au cours des opérations de secours ou d'évacuation. S'assurer que les enfants sont au courant de son existence, savent comment s'y rendre et ont sur eux les coordonnées pour contacter les autres membres de la famille.
- Veiller à ce que tous les membres de la famille sachent où se trouve le lieu de refuge le plus proche en cas d'évacuation et le chemin le plus sûr pour y parvenir.

8.5 Planification de la gestion des risques pour les catastrophes à développement lent

Les plans de gestion des risques pour les catastrophes à développement lent sont légèrement différents de ceux qui sont nécessaires en cas d'aléas survenant rapidement. Par définition, il y a davantage de temps pour élaborer et mettre en œuvre le plan, bien que la population puisse tarder à s'y atteler, espérant toujours qu'on n'en arrivera pas là (par exemple, espérant la pluie en cas de sécheresse). Voici quelques éléments clés à inclure dans un plan pour catastrophe à développement lent :

- Fixer des seuils clairs dans le développement d'une sécheresse, qui déclencheront certaines activités particulières, la vente de bétail, par exemple.
- Étudier le moyen de satisfaire les besoins essentiels en eau et nourriture pendant la sécheresse. On peut penser à des banques de grains ou à l'installation de vastes réservoirs en plastique qui peuvent être remplis lors d'une livraison par camion-citerne.
- Étudier comment préserver le bétail, soit en le déplaçant vers des lieux pourvus de pâtures, soit en le vendant, ou encore en emmagasinant de la nourriture et de l'eau ; traiter les animaux avec des médicaments pour éliminer les vers parasites, parce que des animaux en bonne santé ont plus de chances de survivre à une sécheresse.
- Planter un mélange de cultures, dont certaines résistantes à la sécheresse et utiliser les méthodes de conservation de l'eau.

L'annexe B (page 92) donne d'autres idées.

8.6 Communautés résilientes

L'objectif ultime d'un plan de gestion des risques est l'obtention de communautés plus résilientes aux chocs, c'est-à-dire : qu'elles soient en mesure de réagir efficacement et de se relever rapidement de l'impact d'un aléa. La deuxième édition du document de John Twigg, *Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes*, recense les nombreux attributs d'une collectivité résiliente, en les organisant selon les catégories du Cadre d'Action de Hyogo. Il recense aussi les caractéristiques d'un « environnement favorable », c'est-à-dire : les politiques et services gouvernementaux qui renforcent et soutiennent les caractéristiques de la collectivité.

Il est difficile de développer un ensemble unique de caractéristiques capables d'accroître la résilience face à tous les genres d'aléas. Par exemple : la solidité structurelle des habitations sera une caractéristique importante en zone d'inondation, de cyclone ou de tremblement de terre, mais elle n'aura presque aucune importance dans les zones sujettes à la sécheresse. Tearfund a mis au point deux ensembles réduits de 20 caractéristiques clés, un pour les catastrophes à déclenchement rapide, l'autre pour la sécheresse, qui se développe plus lentement. Les deux ensembles de caractéristiques sont présentés dans le document de John Twigg (voir les références, page 94, pour savoir où le trouver en ligne).

8.7 Influencer par le plaidoyer les décideurs politiques et les détenteurs de pouvoir

Les politiques et les actions engagées par ceux qui détiennent le pouvoir peuvent affecter, de bien des manières, la vulnérabilité des personnes pauvres et impuissantes. Elles ont été étudiées dans la partie 7, sous le titre : « pressions dynamiques et causes sous-jacentes ». Le processus d'APRC mettra en lumière un certain nombre de problèmes particuliers, par exemple :

- L'administration locale peut ne pas élaborer de bons plans d'urgence, ou ne pas prendre en compte les besoins des personnes les plus vulnérables.
- Les intérêts commerciaux peuvent conduire à entreprendre des actions qui créent des situations de vulnérabilité, comme lorsqu'une exploitation floricole ou une usine de boissons puisent dans un puits foré profond et réduisent les réserves d'eau souterraines.
- Les riches propriétaires terriens peuvent interdire l'accès de leurs terrains aux personnes pauvres, même en cas d'urgence.
- Les services gouvernementaux comme ceux de la santé et de l'agriculture peuvent ne pas être dispensés, ou les lois ne pas être appliquées (par exemple : les règles en matière d'exploitation forestière, de pêche ou de construction).
- Le gouvernement national peut ne pas investir dans la préparation aux catastrophes ou dans la réduction des risques, ou encore ne pas allouer de ressources aux zones qui en ont le plus grandement besoin.
- Le gouvernement national peut ne pas souscrire aux engagements internationaux concernant le changement climatique et le besoin de réduire les émissions.

Dans chacun de ces cas, l'activité de réduction des risques la plus appropriée sera d'engager un plaidoyer pour faire changer la politique ou l'action. Le processus d'APRC lui-même, par l'interaction avec les représentants du gouvernement et les informateurs clés, peut commencer à mettre en lumière les problèmes importants et proposer des solutions possibles.

Il existe de nombreuses formes de plaidoyer. La plupart font intervenir la négociation et la construction de relations positives avec les détenteurs de pouvoir. Quelques exemples :

- prendre part à des manifestations de commémoration d'événements ou de journées spéciales (Journée internationale pour la réduction des catastrophes, par exemple, qui a généralement lieu en octobre)
- inviter les représentants du gouvernement à inaugurer de nouvelles infrastructures, à participer à des événements de formation, à leur ouverture ou leur clôture
- donner l'exemple d'un comportement positif vis-à-vis des autres, comme le fait d'inclure les femmes dans les prises de décisions communautaires
- entreprendre des campagnes de plus haut niveau pour influencer la politique gouvernementale ou commerciale dans une direction particulière.

Tearfund dispose de publications pour vous aider à élaborer des activités de plaidoyer, elles sont disponibles sur www.tearfund.org/tilz.

En voici quelques-unes :

- *Pourquoi plaidoyer pour la réduction des risques de catastrophes ? et Transformer les pratiques en politiques*. Tous deux sont disponibles sur : <http://tilz.tearfund.org/Research/Disaster+Risk+Reduction+reports/>
 - *ROOTS 1 – Bien comprendre un plaidoyer* et *ROOTS 2 – Conseils pratiques pour approcher un plaidoyer*
tilz.tearfund.org/Francais/ROOTS/Le+guide+du+plaidoyer.htm
-

Comment organiser une campagne de plaidoyer

Le plan de gestion des risques de la page 70 (partie 8.1) relevait certaines demandes qui pourraient être faites au gouvernement. Le tableau suivant peut vous aider dans votre planification.

Sujets et questions
à envisager dans la
préparation d'un
plaidoyer

SUJET	QUESTION CLÉ	EXPLICATION
Question / problème	Quel est le problème ?	Ceci a été repéré au cours des premières étapes du processus d'APRC.
Effets	Quels sont les effets du problème ?	Ils ont été analysés en termes d'effets individuels (hommes / femmes), sociaux, naturels, matériels et économiques.
Causes	Quelles sont les causes du problème ?	Le processus d'APRC a également repéré les pressions dynamiques et les causes sous-jacentes, y compris les facteurs politiques et économiques qui augmentent la vulnérabilité des personnes pauvres.
Solutions potentielles	Que faut-il faire ?	Des idées ont peut-être déjà été abordées lors de la planification de l'action. Il faut les évaluer à l'aide de questions supplémentaires comme : <ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les avantages et les inconvénients de ces idées ? • Sont-elles réalistes ? • Quels pourraient être les indicateurs de réussite ?
Détenteurs de pouvoir	Qui détient le pouvoir de faire quelque chose en faveur des changements nécessaires ?	Les détenteurs de pouvoir peuvent être des représentants du gouvernement, mais ils peuvent aussi être des responsables commerciaux ou religieux, ou des dirigeants traditionnels de la communauté. Le processus d'APRC devrait aider à améliorer les relations entre la population locale et les détenteurs de pouvoir. Grâce à cela, ces derniers seront peut-être très heureux de discuter d'idées, ainsi des changements pourraient être accomplis plus facilement.
Alliés potentiels	Qui essaie de traiter cette question à l'heure actuelle ?	Le travail de plaidoyer gagne souvent en efficacité quand il est fait conjointement avec d'autres groupes. Cependant, il y a des questions importantes à se poser au préalable, comme : <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce judicieux de travailler avec eux ? • Leur activité est-elle efficace? • Y a-t-il des personnes influentes qui ne traitent pas encore ce sujet, mais que l'on pourrait persuader d'apporter une aide ? • L'église a-t-elle un rôle à jouer ?
Risques et hypothèses	Quels sont les risques encourus par une implication dans ce travail de plaidoyer ?	Le plaidoyer peut ne pas être facile quand nous mettons en question des pratiques injustes ou la corruption ; les effets négatifs possibles sur une ONG ou une communauté doivent être évalués. Voici quelques questions clés : <ul style="list-style-type: none"> • Comment réduire ces risques ? • Qu'advient-il si le sujet n'est pas traité ? • L'équipe de facilitation et la population locale ont-elles les savoir-faire et l'aptitude nécessaires pour traiter ce problème ?
Méthodes	Quelles méthodes utiliser ?	Plusieurs méthodes de plaidoyer sont à votre disposition (voir le <i>Guide du plaidoyer</i> ROOTS, Tearfund, partie A2 Bien comprendre le plaidoyer). Nous devons choisir les méthodes à utiliser en posant les questions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Ces méthodes peuvent-elles être appliquées en toute confiance ? • Se sont-elles avérées efficaces dans le passé ? • Ont-elles des alternatives ? • Le savoir-faire et les ressources nécessaires sont-ils présents ?



Mahaab Liton / LAMB Project

Au Bangladesh, rassemblement pour célébrer la Journée nationale de préparation aux catastrophes.

Le plaidoyer peut revêtir différentes formes et viser des niveaux différents. Un exemple de plaidoyer en Inde a déjà été donné à la page 64. L'étude de cas ci-dessous expose un plaidoyer partant de la base et couronné de succès. Il arrive qu'une ONG ou un groupe communautaire se sente incapable d'agir seul, par manque de ressources, d'aptitudes ou de savoir-faire. Il est alors possible de mieux se faire entendre en formant des réseaux avec d'autres entités qui partagent le même intérêt.

ÉTUDE DE CAS

Changer les lois
sur la gestion des
catastrophes en
Indonésie

La loi indonésienne sur la gestion des catastrophes a été introduite par la société civile. Suite au tsunami qui a touché le sud de l'Asie en 2004, une ONG a rencontré le dirigeant du corps législatif indonésien pour discuter de la priorité à accorder à la gestion des catastrophes dans la planification nationale. L'ONG a ensuite organisé une discussion publique, « Urgence d'une loi de gestion des catastrophes en Indonésie », où les participants ont approuvé le besoin d'une nouvelle loi.

Il a alors été demandé à l'ONG de coordonner l'élaboration d'un livre blanc établissant un projet de loi sur la gestion des catastrophes. Celui-ci a été écrit avec la participation du ministère de l'intérieur, d'autres ONG et experts sectoriels. Le document a été soumis au Président de l'Indonésie en 2005. En 2007, la loi indonésienne sur la gestion des catastrophes a été adoptée. La société civile avait été impliquée dans toutes les discussions et dans l'élaboration du projet de loi.

9

APRC dans des contextes spécifiques

Les parties 4 à 8 ont étudié l'utilisation classique de l'APRC comme outil d'évaluation des risques dans la communauté et de mise au point de plans d'action pour réduire les risques. La partie 9 se penche sur quelques situations plus spécialisées où l'APRC peut être utilisée, parfois en association avec d'autres outils.

9.1 APRC et mobilisation de l'église (*Umoja*)¹¹

Tearfund et ses partenaires ont accordé un haut degré de priorité à la mobilisation et au renforcement des églises pour qu'elles atteignent leur communauté environnante et traitent certains problèmes urgents. Un processus connu sous le nom de Mobilisation de l'église et de la communauté (MEC) a été mis au point. Cette méthodologie a été largement utilisée en Afrique et en Asie, dans des contextes aussi divers que la Tanzanie, le Libéria, le Soudan, le Cambodge et le Népal. Un matériel didactique, appelé *Umoja*, a été élaboré dans l'objectif particulier d'aider les ONG et les associations d'églises qui veulent transmettre aux églises locales la vision de mobilisation des communautés tout entières à agir et les équiper à cette fin. Pour de plus amples informations voir : tilz.tearfund.org/Churches+FRENCH/Umoja.htm.

La méthodologie est pour l'essentiel un appel à la mission intégrale, un défi lancé à l'église pour qu'elle prenne à bras le corps les besoins spirituels et matériels de la population environnante, mais aussi qu'elle veille à la justice et prenne soin de l'ensemble de la création de Dieu. Le processus de MEC comporte cinq étapes :

- 1 **MOBILISER L'ÉGLISE LOCALE** Aider les églises à mettre au point une vision du service et à s'armer de la conviction qu'un changement est possible, même en partant de leurs propres ressources limitées.
- 2 **TRANSMETTRE LA VISION À LA COMMUNAUTÉ LOCALE** L'église rassemble la communauté plus large pour parler de sa situation, ses problèmes et ses ressources, et voir comment les choses pourraient changer.
- 3 **FAIRE DES RÊVES ET PLANIFIER L'ACTION** Quand les participants ont donné leur accord sur une vision partagée, ils mettent au point un plan d'action pour le changement, qui utilise leurs ressources propres et exprime la vision.
- 4 **PASSER À L'ACTION** Mettre en application le plan en sollicitant au besoin les conseils de spécialistes, afin de faire en sorte qu'un changement positif se produise.
- 5 **ÉVALUATION** Revenir sur ce qui a été fait, afin d'étudier comment l'église et la communauté ont fonctionné ensemble pour exécuter les projets et opérer le changement.

Umoja et l'APRC peuvent être intégrés l'un à l'autre quand les aléas naturels sont placés en tête de liste des soucis prioritaires de la communauté. Par exemple : une église peut achever avec succès le processus de mobilisation (*Umoja*, étape 1) et réussir à transmettre la vision à la communauté locale (*Umoja*, étape 2).

Si la sécheresse et l'insécurité alimentaire qui l'accompagne ressortent comme problèmes prioritaires, le processus d'APRC peut être appliqué pour évaluer en profondeur les aléas (APRC, étape 2), les vulnérabilités et les capacités (APRC, étape 3) associés au problème de sécheresse / d'alimentation. Il est possible d'obtenir des informations complémentaires en interrogeant les responsables de la communauté et les représentants du gouvernement, et ainsi mieux comprendre les pressions dynamiques et les causes sous-jacentes (APRC, étape 4) qui contribuent au problème alimentaire.

11 Le mot *umoja* signifie « être ensemble » en swahili. Dans d'autres pays, un nom différent est donné au processus de MEC. Au Brésil, par exemple, il est appelé *Comunidades Transformadas* (Communautés transformées).

Enfin, les deux processus peuvent être associés (*Umoja*, étapes 3 et 4, et APRC, étape 5). Un plan d'action est mis au point sur la base des propositions émanant des membres de la communauté. Celui-ci devrait dépendre des ressources de la communauté, avec la possibilité d'une assistance technique de la part de l'ONG et de l'apport de services par le gouvernement. Des personnes précises de la communauté doivent endosser la responsabilité de tâches spécifiques et un comité d'action pour la sécheresse (ou quelque organisation du genre) pourrait être nécessaire. La responsabilité de la direction du processus doit être partagée par plusieurs personnes et ne pas reposer sur les seules épaules du pasteur, parce qu'il ou elle a de nombreuses autres responsabilités.

Le processus d'APRC peut également être utilisé par les églises indépendamment d'*Umoja*, en utilisant un facilitateur et les divers groupes qui existent dans l'église. Les aléas, vulnérabilités et capacités peuvent être repérés et des plans d'action mis au point, en particulier les moyens par lesquels l'église peut aider ses membres à se préparer à une catastrophe et à s'en relever. Idéalement, le processus devrait ensuite s'étendre au-delà de l'église pour inclure, dans le plan, l'ensemble de la communauté. Un document, intitulé *The local church and its engagement with disasters [L'église locale et son implication lors des catastrophes]*, a été édité par Tearfund en juillet 2009. Il repose sur 12 études de cas provenant du monde entier. *Les catastrophes et l'église locale*, édité en 2011, est un guide détaillé destiné aux responsables d'église vivant dans les zones sujettes aux catastrophes.

9.2 APRC en contexte urbain

Menaces et aléas

Quand l'APRC a été utilisée en environnement urbain, l'équipe a trouvé que le terme « menace » était mieux compris que celui « d'aléa ». L'équipe de facilitation a donc adopté une terminologie légèrement différente. Les personnes vivant dans ce bidonville urbain pensaient que les menaces les plus lourdes étaient :

- les expulsions forcées du bidonville (par des bulldozers) en raison de l'implantation illégale
- les émeutes et autres formes de violence, comme la violence domestique
- les vols commis par les habitants du bidonville ou par des personnes de l'extérieur.

Les gens se sentaient souvent davantage menacés par l'action des autres, que par les aléas naturels. L'étape 2 est donc devenue « Évaluation des menaces » au lieu de « Évaluation des aléas ». Pendant l'évaluation des menaces, différentes opinions ont été exprimées concernant l'importance de chacune d'elles. L'établissement des priorités a dû être fait avec soin pour que chacun se l'approprie.

Outre les menaces, il restait quelques aléas spécifiques à un environnement urbain.

Par exemple :

- les incendies, parce que les maisons étaient construites très proches les unes des autres
- les inondations, parce que l'établissement humain était situé sur un terrain marécageux ou que les égouts étaient insuffisants, ou en raison de la présence de routes et d'autres surfaces artificielles réduisant la possibilité d'écoulement de l'eau de pluie
- les tremblements de terre, risque potentiel plus grand dans les villes et les villages, à cause de la présence de bâtiments à plusieurs étages, souvent construits selon de faibles normes de construction.

ÉTUDE DE CAS

Utilisation de l'APRC
dans un bidonville
de Delhi

Les menaces répertoriées par la population locale étaient : paludisme, incendie, inondation, criminalité et démolition. Le paludisme a été retenu comme la menace la plus importante.

Au cours de l'évaluation des vulnérabilités, les suivantes ont été relevées :

- Éléments en danger : les vies humaines.
- Conditions vulnérables : eau stagnante où les moustiques peuvent se reproduire.
- Pression : l'autorité locale n'enlève pas les ordures, qui obstruent les écoulements.
- Cause sous-jacente : l'autorité locale n'agit pas parce que l'établissement est illégal et menacé de destruction.

La planification d'action comprenait la participation de la population locale pour nettoyer elle-même les écoulements, l'organisation de formations sur la fabrication et l'utilisation des moustiquaires, et le plaidoyer auprès des autorités locales pour qu'elles légalisent l'établissement ou qu'elles offrent une alternative acceptable.

Structures sociales

La coopération et l'unité sont souvent moindres chez les citadins qu'à la campagne. Les gens se trouvent privés des réseaux traditionnels et des autres structures sociales comme les conseils de village, les coopératives agricoles et les rassemblements sociaux informels de femmes.

Les bidonvilles urbains sont souvent formés d'un rassemblement de personnes d'origines très différentes. Même après de nombreuses années vécues en milieu urbain, les habitants peuvent avoir beaucoup moins de relations avec leurs voisins qu'ils n'en avaient en zone rurale. Un moyen clé pour réduire la vulnérabilité urbaine face aux catastrophes consiste donc à encourager de plus solides regroupements sociaux et à développer une culture d'aide et de soutien mutuels.

Capacités et vulnérabilités

Si dans les zones urbaines la population peut avoir des capacités sociales moindres, elle possède d'autres ressources qui sont souvent absentes en milieu rural. Par exemple : elle peut être proche des services de secours ou d'établissements médicaux de bonne qualité. Il peut y avoir de bonnes écoles et d'autres services du gouvernement ou d'une ONG à proximité.

Cependant, « disponibilité » ne veut pas dire « accès ». Les installations sont peut-être là, mais les résidents des bidonvilles urbains peuvent rester vulnérables s'ils n'y ont pas accès. Les habitants des bidonvilles vivent peut-être à proximité d'un centre de soins, mais en sont exclus s'ils ne peuvent en assumer le coût. Il peut bien y avoir des services de secours, mais un camion de pompiers risque de ne pas pouvoir pénétrer dans un bidonville urbain en raison de l'étroitesse des rues. Le développement de capacités sociales, comme un comité incendie local et une équipe de bénévoles, peut être une solution plus efficace pour réduire le risque d'incendie que de compter sur un camion de pompiers.

L'une des conséquences du changement climatique est la plus grande migration forcée vers des emplacements à haut risque en périphérie des villes. Par exemple : la hausse du niveau des mers et l'érosion des berges des rivières signifient que de nombreuses personnes pauvres ne peuvent plus vivre dans leur maison ou poursuivre leur activité agricole, parce que leur maison et leurs terres sont envahies par la mer. Alors que les migrants nourrissent de grands espoirs en se déplaçant vers les villes, leur vulnérabilité peut être plus grande dans les bidonvilles et leurs capacités plus faibles que dans leur ancien foyer rural.

9.3 APRC et conflits

L'APRC s'applique essentiellement aux aléas naturels, et plus particulièrement à ceux qui reviennent systématiquement année après année. Quand l'aléa le plus important qui menace une communauté est lié à un conflit, l'APRC peut ne pas être la meilleure approche, en particulier dans le cas de personnes déplacées loin de leur environnement familial. D'autres outils, qui portent plus spécifiquement sur l'analyse des conflits et le renforcement de la paix, peuvent être mieux adaptés, comme la cartographie, un calendrier et l'arbre du conflit, ou la méthodologie d'analyse des conflits mise au point pour le DFID.¹² Tearfund a également publié ROOTS 4 – *Renforcer la paix dans nos communautés*, disponible sur www.tilz.tearfund.org/Francais/ROOTS/Renforcer+la+paix+dans+nos+communautés.htm.

Si les personnes habitent encore chez elles, dans une zone de conflit, alors il est possible d'utiliser l'APRC, mais il ne faut pas oublier quelques principes fondamentaux, en particulier pour le travail en petits groupes de discussion. En voici quelques-uns :

- Tact, en particulier si les personnes commencent à évoquer des souvenirs pénibles.
- Neutralité, pour que l'APRC n'apparaisse pas comme favorisant une partie ou l'autre. Chercher à rassembler des informations de la part des différentes parties impliquées.
- Confidentialité, ne révéler aucune information qui pourrait donner un avantage à la partie adverse ou mettre des individus en danger.

Pour l'évaluation des aléas, vulnérabilités et capacités, le processus doit être le plus spécifique possible, en évitant de traiter le conflit comme un tout. Par exemple : l'aléa ne doit pas être noté sous « guerre », mais sous « attaques nocturnes d'un village », « bombardement aérien » ou « mines terrestres ». Les vulnérabilités peuvent comprendre des questions liées spécifiquement au conflit, comme le manque de mobilité, le manque d'abris de sécurité ou l'absence de système d'alerte. Les capacités peuvent comprendre des unités de maintien de la paix, des camps de réfugiés ou de PDI, des fournitures d'urgence ou un abri antiaérien.

Groupes de discussion

Les facilitateurs doivent être conscients du fait que les membres de la communauté ou les personnes puissantes peuvent se méfier des groupes de discussion. Il est important que toute personne en lien avec la communauté soit bien au courant du processus d'APRC et de son objectif, pour qu'elle ne se sente pas menacée. Il peut être sage de choisir un moment et un lieu de rencontre privé pour les groupes de discussion, au cas où les participants voudraient aborder des sujets sensibles. Essayer de faire en sorte que ces discussions servent à renforcer la paix et ne soient pas utilisées par des éléments marginaux pour accroître les tensions. Une facilitation compétente est nécessaire.

Informateurs clés

Veiller à ce que les informateurs clés soient issus de tous les côtés du conflit pour que des points de vue différents soient entendus et compris. Ne pas perdre de vue que le gouvernement national ou des groupes internationaux cherchent parfois à utiliser ou augmenter les tensions locales pour parvenir à leurs propres fins.

Évaluation des capacités

Certaines capacités locales peuvent avoir été affectées négativement par l'insécurité. Par exemple : les terres de pâturage traditionnelles peuvent ne plus être disponibles, ou des zones de ramassage pour le bois de chauffage être devenues trop dangereuses. Être conscient du fait que, dans des situations de conflit, une des parties peut aussi essayer de viser délibérément les capacités de l'autre (en particulier les ressources naturelles et les infrastructures).

¹² DFID (2002) *Conducting conflict assessments: guidance notes*.

Dans les discussions, encourager les gens à repérer ces capacités perdues ainsi que celles dont ils jouissent encore. Toute idée de « reconquête » des capacités par la violence doit être repoussée avec tact ; cela ne servirait qu'à envenimer le conflit. Cependant, la planification de l'action peut rechercher des façons de retrouver les capacités par des moyens pacifiques ou de développer une alternative à celles qui ont été perdues.

Planification de l'action

S'il n'y a pas de groupe établi pour prendre en main le plan d'action, il peut être nécessaire de centrer la planification sur les foyers plutôt que sur la communauté dans son ensemble. Des plans familiaux d'urgence pour éviter ou fuir les attaques doivent être envisagés si le niveau de violence subsiste. Ils peuvent comprendre la préparation d'un sac de « fuite » d'urgence ou le choix de points de regroupement dans la brousse pour les groupes familiaux épars / séparés. Des systèmes communautaires d'alerte peuvent aussi être envisagés.

9.4 APCR dans des situations post-catastrophe

L'utilisation principale de l'APRC a lieu dans le contexte pré-catastrophe, pour anticiper l'apparition ou la réapparition probable d'un aléa. Elle fonctionne au mieux dans les contextes où l'aléa vient « visiter » la communauté régulièrement, voire annuellement. Cependant, le processus peut également servir après une catastrophe, pour améliorer la qualité et la pérennité du travail de secours, de réhabilitation et de reconstruction.

Traditionnellement, après une catastrophe, les organismes de secours entreprennent des évaluations des dommages et des besoins. Leur objectif est de sauver des vies, de réparer les dommages et de rétablir une sorte de « normalité » dans la situation. Cette approche étroite est cependant problématique, car :

- elle est centrée sur les besoins à court terme, au lieu d'examiner les échecs en matière de développement à long terme qui ont contribué à la catastrophe
- les capacités locales peuvent être affaiblies si les personnes sont traitées comme des victimes impuissantes
- une dépendance vis-à-vis des secours peut être créée si les personnes se reposent trop sur une aide provenant de l'extérieur
- faute de comprendre les causes sous-jacentes de la catastrophe, le travail de secours peut parfois recréer les mêmes risques qui ont permis la catastrophe, ou en créer de nouveaux.

L'APRC peut servir à dévoiler les facteurs de vulnérabilité ayant contribué à la catastrophe. Le meilleur moment pour introduire le processus est celui de la fin de la phase des secours d'urgence ou le début du relèvement précoce. Il doit être entrepris avant toute reconstruction de maison, d'infrastructure ou de moyens de subsistance. Si le temps ne permet pas une APCR complète, la forme condensée suivante peut être utilisée. Les questions de la partie B devront être développées en fonction du contexte spécifique, à partir des réponses de la partie A. Par exemple : si l'impact individuel est le décès de 30 personnes, la question de la partie B devient alors « Quelle est la cause de ces décès ? » (La réponse peut être l'absence d'alerte, le fait de ne pas savoir nager, des bâtiments fragiles, etc.)

APRC simplifiée / condensée pour des situations post-catastrophe

Les questions suivantes peuvent être abordées en groupes de discussion (au moins un groupe féminin et un groupe masculin).

ÉVALUATION DES ALÉAS

- 1 Outre celui que vous venez de connaître, quelles sont les principales catégories d'aléas qui touchent cette communauté ?
- 2 À quel moment les catastrophes précédentes sont-elles survenues ?
- 3 Quelles sont les zones de la communauté qui ont été touchées ? Dans quelle mesure ?
- 4 Quels sont les signes ou signaux d'alerte qui montraient l'imminence d'un aléa ?
- 5 La fréquence ou l'intensité des aléas sont-elles croissantes ou décroissantes ?

ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS

- 1 Lors de la catastrophe récente, quel a été l'impact de l'aléa sur les différents domaines de la vie communautaire ?
 - Individuel : impact sur la vie et la santé ?
 - Social : impact sur la vie familiale, les activités sociales, les dirigeants ?
 - Matériel : impact sur les maisons, les routes, les ponts ?
 - Naturel : impact sur les ressources naturelles (eau, forêt, pâturages, animaux) ?
 - Économique : impact sur les moyens de subsistance ou sur la situation économique ?
- 2 Pourquoi la catastrophe a-t-elle eu cet impact sur la communauté ?
 - Des lacunes en matière de connaissances, de savoir-faire ou de services de santé ?
 - Des divisions sociales, le non-fonctionnement de certains groupes ou un manque de direction ?
 - Une faiblesse dans la construction des maisons, ou un mauvais emplacement des bâtiments ?
 - Une pénurie de ressources naturelles, ou la restriction d'accès à ces ressources ?
 - Une pénurie de revenus, d'épargne ou de possibilités de crédit ?
- 3 Qu'est-ce qui aurait pu aider les personnes à mieux faire face à l'aléa et qui leur a fait cruellement défaut (bateaux, outils, alertes, etc.) ?

ANALYSE DES CAPACITÉS

- 1 Comment la communauté a-t-elle résisté à cette catastrophe majeure qui l'a frappée récemment ? (Dans les cinq catégories)
 - Individuelle : quels sont les savoir-faire ou connaissances qui ont été particulièrement utiles à la communauté ?
 - Sociale : quels sont les groupes sociaux ou structures de direction qui se sont révélés très utiles ?
 - Matérielle : quels sont les bâtiments, routes et ponts qui ont servi pendant la crise ?
 - Naturelle : dans quelles ressources naturelles a-t-il été possible de puiser ? En a-t-on utilisé de nouvelles ?
 - Économique : quels sont les mécanismes d'adaptation financiers qui ont été utilisés (p. ex. : moyens de subsistance alternatifs, vente de biens, utilisation de l'épargne) ?
- 2 Réfléchissez aux moyens utilisés par le passé pour résister aux catastrophes. Certains de ces mécanismes de survie étaient-ils manquants lors de la catastrophe récente ? Pourquoi ne les utilise-t-on plus ?
- 3 Y a-t-il eu dans le passé des plans ou des projets quelconques pour réduire les risques de catastrophe ? Ont-ils réussi ou échoué ? Pourquoi ?

PLANIFICATION DE L'ACTION

Dans les groupes de discussion, abordez les questions suivantes :

- 1 Sur la base de l'analyse ci-dessus, quelles sont les actions qui pourraient être entreprises par la communauté pour aider ses membres à mieux résister, à l'avenir, en cas d'apparition d'un aléa semblable ou similaire ? Par exemple :
 - Mettre au point un système d'alerte
 - Construire des groupes sociaux et des équipes de volontaires plus solides
 - Améliorer la conception des bâtiments
 - Augmenter la disponibilité des ressources naturelles
 - Améliorer et protéger l'alimentation en eau
 - Changer de pratiques agricoles
 - Lancer des groupes d'épargne.
- 2 Quelles sont les actions qui peuvent être entreprises sans aide extérieure, et celles qui ont besoin de cette aide ? (Confier les tâches à des individus, si possible avec une échéance.) De quelle action ou apport a-t-on besoin de la part du gouvernement ?

A

Analyse de vulnérabilité et de capacité : questions et grilles d'enregistrement pour les discussions en petits groupes

Vulnérabilités et capacités, catégorie INDIVIDUELLE (hommes / femmes)

OUTIL Vous n'avez besoin d'aucun ici, à part le calendrier saisonnier de la partie 4 (page 37) qui peut vous aider à répondre à la question 3.

Question sur l'impact	Réponse
Dans la communauté, quelles sont les retombées du principal aléa sur la vie et la santé humaines ? Par exemple : mort, blessure, faim, capacité de travail réduite.	

Question	Vulnérabilité	Capacité
1 Quels sont les membres de la communauté les plus touchés par l'aléa ? Pourquoi en est-il ainsi ?		
2 Quels sont les membres de la communauté les moins touchés par l'aléa ? Pourquoi en est-il ainsi ?		
3 Quels sont les problèmes de santé qui réduisent la capacité de résistance des personnes face à une catastrophe ? Quels sont les mois où ces problèmes de santé sont les plus graves ?		
4 Avez-vous (vous-mêmes ou vos enfants) reçu une quelconque information ou formation sur comment faire face aux catastrophes ? D'où venait cette information ?		
5 Quels sont les savoir-faire ou connaissances qui aident les personnes à mieux résister aux catastrophes ? Par exemple : savoir nager, connaître la nourriture sauvage, savoir manier une barque.		

Vulnérabilités et capacités, catégorie SOCIALE

OUTIL Tracer avec le groupe un diagramme de Venn où les cercles représenteront les différents groupes sociaux ; la taille des cercles indiquera leur importance dans la communauté.

Question sur l'impact	Réponse
Quelles sont les retombées de l'aléa principal sur la vie sociale ? Par exemple : plus / moins de cérémonies ; baisse de la fréquentation scolaire ; migration ; hausse de la criminalité ou des litiges, etc.	

Question	Vulnérabilité	Capacité
1 Le diagramme de Venn montre qu'il y a beaucoup de groupes dans la communauté. Quels sont ceux qui sont d'un plus grand secours en temps de catastrophe ? Veuillez préciser.		
2 Quels sont les liens familiaux ou les parents les plus utiles pour vous en temps de catastrophe ? (Localement et plus loin.)		
3 Y a-t-il dans la communauté des personnes qui tirent profit des catastrophes ? Le cas échéant, veuillez préciser pourquoi et comment.		
4 Qui assume les fonctions de direction et donne de bons conseils en temps de crise ? Par exemple : chef traditionnel, représentants du gouvernement, chefs religieux, autres.		
5 Quels sont les services gouvernementaux encore en activité pendant les catastrophes et comment viennent-ils en aide à la communauté ?		

Vulnérabilités et capacités, catégorie NATURELLE

OUTIL Dresser la liste ou dessiner les ressources naturelles à disposition de la communauté. Quelles sont les plus importantes ? Faire un exercice de classement. Les ressources naturelles doivent également être ajoutées à la carte tracée pour la catégorie matérielle (voir la page 90).

Question sur l'impact	Réponse
Quelles sont les retombées du principal aléa sur les ressources naturelles ? Par exemple : impact sur l'eau potable, les terres de pâturage, les forêts, la pêche, les sols, etc.	

Question	Vulnérabilité	Capacité
1 Quelles sont les ressources naturelles (eau, herbage, arbres, poissons) les plus touchées par l'aléa ? Pourquoi en est-il ainsi ?		
2 Quelles sont les ressources naturelles (eau, herbage, arbres, poissons) les moins touchées par l'aléa ? Pourquoi ces ressources ne sont-elles pas endommagées ou perdues ?		
3 Pendant une catastrophe, l'accès à une quelconque ressource naturelle (eau ou bois, par exemple) est-il limité ? Quelles sont ces ressources et quelles sont les raisons de l'accès limité ?		
4 Y a-t-il, en temps de crise, une compétition ou des disputes au sujet d'une quelconque ressource naturelle ? Veuillez préciser.		
5 Quelles sont les ressources naturelles (nourriture sauvage ou bananiers, par exemple) qui deviennent particulièrement importantes pendant une catastrophe ? Pourquoi ?		

Vulnérabilités et capacités, catégorie MATÉRIELLE

OUTIL Aider les membres du groupe à dessiner une carte de leur village, indiquant les bâtiments, routes, ponts, marchés, etc., importants. Elle peut être tracée sur le sol, sur du papier ou sur un tableau noir. En faire une copie, pour l'équipe, sur un tableau papier. Indiquer les zones affectées par le principal aléa. Ajouter, sur la carte, les ressources naturelles : rivières, étangs, forêts, etc.

Question sur l'impact	Réponse
Quelles sont les retombées de l'aléa principal sur les parties construites (p. ex. : maisons, routes, ponts, école, puits, etc.) ? Quel est l'impact visible sur les outils ou d'autres biens matériels ?	

Question	Vulnérabilité	Capacité
1 Quels sont les bâtiments ou les structures les plus touchés par l'aléa ? Pourquoi ?		
2 Quels sont les bâtiments les moins touchés par l'aléa ? Pourquoi ?		
3 Quels sont les systèmes de communication qui restent disponibles en temps de crise ? Par exemple : téléphones portables ou radios.		
4 Quels sont les moyens de transport disponibles et encore utilisables en temps d'urgence ? Par exemple : embarcations, bicyclettes ou autres véhicules.		
5 Comment les habitants protègent-ils leurs outils et leurs biens domestiques pendant les crises provoquées par l'aléa ?		
6 Quel est l'impact de l'aléa sur les puits ouverts et sur les pompes manuelles ? Pourquoi ?		

Vulnérabilités et capacités, catégorie ÉCONOMIQUE

OUTIL Dresser, avec la communauté, un calendrier saisonnier indiquant les diverses activités agricoles ou liées à d'autres moyens de subsistance, ainsi que les mois où les divers aléas ont le plus de risques de survenir. Indiquer également les saisons migratoires, les mouvements de bétail, etc.

Question sur l'impact	Réponse
Quelles sont les retombées de l'aléa principal sur les activités économiques comme l'agriculture, la pêche, les usines ou le fonctionnement des marchés locaux ?	

Question	Vulnérabilité	Capacité
1 Quels sont les moyens de subsistance (ou activités génératrices de revenu) les plus touchés par l'aléa ? Pourquoi ?		
2 Quels sont les moyens de subsistance (ou activités génératrices de revenu) les moins touchés par l'aléa ? Quels nouveaux moyens de générer des revenus sont utilisés en temps de crise ?		
3 Quelles sont les cultures les plus touchées par l'aléa ? Pourquoi cela arrive-t-il ?		
4 Quelles sont les cultures les moins touchées par l'aléa ? Pourquoi sont-elles moins touchées ?		
5 Comment les gens trouvent-ils l'argent pour acheter de la nourriture ou d'autres objets, après une catastrophe ? Par exemple : en puisant dans leurs économies, grâce à des prêts, des transferts d'argent ou la vente de biens.		
6 Quelles sont les retombées de l'aléa sur les emplois rémunérés ? Par exemple : le travail d'usine ou dans les grandes exploitations agricoles ou les plantations. Pourquoi ?		

B

Propositions d'activités de réduction des risques concernant différents types d'aléas

REMARQUE Il s'agit de recommandations spécifiques concernant des aléas spécifiques courants. Certaines actions, p. ex. la constitution de comités de gestion des catastrophes, de groupes d'épargne et d'équipes de volontaires, sont utiles pour tous les types d'aléas.

INONDATION		
PRÉPARATION	ATTÉNUATION	PLAIDOYER
<ul style="list-style-type: none"> • Système d'alerte pour les inondations • Volontaires formés • Centre de refuge sécurisé (pourvu en eau, toilettes, lumière, etc.) • Bateau(x) et équipages formés • Exercices d'évacuation d'urgence • Enseigner à nager aux enfants • Routes d'évacuation sûres • Entreposage sûr des biens précieux, y compris les documents et les semences • Plans d'épargne • Jerrycans et tablettes purificatrices pour eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des sources d'eau • Conception améliorée des habitations • Collecteurs des eaux d'orage, canaux et digues de déviation des inondations • Maisons sur pilotis (pieux) ou sur un soubassement haut • Cultures alternatives ou changement des schémas de culture • Variétés de cultures résistantes aux inondations • Jardins potagers flottants • Plantation d'arbres, surtout sur les pentes et les remblais 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour l'amélioration du système gouvernemental d'alerte • Pour la réparation et l'entretien des digues fluviales • Pour la protection de l'érosion des rives (p. ex. gabion) • Pour le dragage du lit des rivières • Pour davantage d'abris anti-inondation • Pour la construction de routes d'évacuation passant par des terrains privés

SÉCHERESSE		
PRÉPARATION	ATTÉNUATION	PLAIDOYER
<ul style="list-style-type: none"> • Bassins et réservoirs de stockage d'eau • Récolte d'eau de pluie coulant des toits • Récolte d'eau de pluie dans des bâches plastiques • Amélioration de l'entreposage des aliments (pour réduire les pertes dues aux nuisibles) • Banques de céréales (échelon familial et communautaire) • Amélioration de la santé du bétail • Réduction des troupeaux de bétail • Réserves de fourrage animalier 	<ul style="list-style-type: none"> • Méthodes d'agriculture de conservation • Fosses en demi-lune, digues transversales, remblais de contour, digues souterraines, etc. • Systèmes d'irrigation à petite échelle ; pompes actionnées au pied ou par des animaux • Types d'agriculture et variétés de productions résistants à la sécheresse • Diversification des moyens de subsistance • Modes de culture alternatifs • Plantation d'arbres et d'herbe de fourrage 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour l'amélioration des systèmes gouvernementaux d'alerte à la sécheresse • Pour de meilleurs mécanismes de filets de sécurité en faveur des personnes pauvres • Pour plus de livraisons d'eau en citerne • Pour une gestion plus efficace du bassin versant • Contre le prélèvement d'eau des puits forés qui conduit à l'assèchement des puits peu profonds

GLISSEMENTS DE TERRAIN		
PRÉPARATION	ATTÉNUATION	PLAIDOYER
<ul style="list-style-type: none"> • Outils d'urgence entreposés en dehors des bâtiments • Équipes de volontaires formés et équipés d'outils pour la recherche et le sauvetage • Pendant / après de fortes pluies, vigilance accordée aux lézards dans la terre, aux mouvements d'arbres / de piquets, au changement de couleur de l'eau ou au débit des ruisseaux • Système d'alerte et plans d'évacuation rapide 	<ul style="list-style-type: none"> • Plantation d'arbres pour stabiliser les pentes • Collecteur des eaux d'orage pour évacuer l'eau de pluie sur les pentes • Murs bas le long des lignes de niveau des pentes • Gouttières pour récupérer l'eau de pluie des toits et la diriger vers un réservoir ou un fossé • Éviter d'entailler les pentes pour la construction 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une législation interdisant la construction sur des pentes instables • Pour une législation sur l'abattage des arbres sur les terrains pentus

TEMPÊTES TROPICALES		
PRÉPARATION	ATTÉNUATION	PLAIDOYER
<ul style="list-style-type: none"> • Système d'alerte – niveaux différents, se terminant par le signal d'évacuation • Plan d'évacuation communautaire • Centres de refuge sécurisés (pourvus en eau, toilettes et lumière) • Planches de bois clouées sur les fenêtres des maisons • Haubans autour des structures de la maison ; le cas échéant, de grands filets lancés au-dessus des toits et lestés • Entreposage sûr des objets précieux, p. ex. dans des sacs en plastique ou enterrés • Réserves de nourriture et d'eau pour 2 à 3 jours • Équipes de volontaires formés • Kit d'urgence pour un sac « de fuite » 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction améliorée des maisons, en particulier de la structure de toit • Plantation d'arbres pour former des rideaux abris • Emplacement abrité et meilleure orientation pour les maisons • Cultures alternatives qui poussent en dehors de la saison de tempête • Fossés collecteurs pour détourner les eaux de tempête loin des maisons • Creusement et curage régulier des fossés collecteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour l'amélioration du système gouvernemental d'alerte • Pour davantage de centres de refuge contre les tempêtes • Pour des lois qui contrôlent la construction dans les zones menacées • Pour des lois régissant la conception des bâtiments neufs • Pour que des bâtiments publics soient désignés pour servir de refuge

SÉISMES		
PRÉPARATION	ATTÉNUATION	PLAIDOYER
<ul style="list-style-type: none"> • Kits d'urgence toujours à portée de main : lampe de poche, eau, sifflet • Outils d'urgence entreposés en dehors des bâtiments • Meubles hauts fixés aux murs • Éviter de mettre les objets lourds sur les étagères élevées • S'exercer aux actions à entreprendre si un séisme commence • Dans la mesure du possible, entreposer les bouteilles de gaz à l'extérieur, avec une clé pour couper l'arrivée du gaz • Équiper des espaces ouverts avec des réserves d'eau et des latrines d'urgence • Équipes de volontaires formés et équipés d'outils pour la recherche et le sauvetage 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire les nouvelles maisons selon des conceptions parasismiques ; utiliser des matériaux légers pour le toit • Renforcer les bâtiments existants pour leur donner plus de solidité • Éviter de construire sur la pente des collines ou dans des zones propices aux glissements de terrain • Veiller à ce que les bâtiments publics (écoles, églises, hôpitaux) soient parasismiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour l'établissement et la mise en application de normes de construction • Pour l'inclusion, dans le programme scolaire, de la sécurité en cas de séisme • Pour des campagnes publiques de sensibilisation et d'éducation • Pour l'amélioration de la capacité gouvernementale de recherche et de sauvetage

INCENDIE		
PRÉPARATION	ATTÉNUATION	PLAIDOYER
<ul style="list-style-type: none"> • Système d'alerte : sonore, audible • Seaux, tuyaux et points d'eau pour les incendies • Points de rassemblement prédéterminés pour les familles déplacées et dispersées • Système de communication • Volontaires formés à la lutte contre les incendies 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire les maisons à une distance de sécurité les unes des autres • Cuisiner hors de la maison principale • Dans la mesure du possible, éviter l'utilisation de matériaux hautement inflammables pour construire les maisons • Campagnes de sécurité incendie, en particulier auprès des enfants et dans les écoles • Pour les bâtiments à deux étages, moyens d'évacuation par les fenêtres de l'étage 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour des services gouvernementaux de lutte contre les incendies dans les zones urbaines • Pour une amélioration des routes d'accès, en particulier dans les bidonvilles • Pour de meilleures réglementations en matière d'incendie et des exercices d'évacuation incendie dans les écoles

Références

- Bainbridge D, Macpherson S et Marshall M (2007) *Tearfund Good Practice Guide: Gender Sensitivity*, Tearfund.
tilz.tearfund.org/Topics/Disasters/Disaster+management+good+practice
- Blaikie P, Cannon T, Davis I et Wisner B (2004) *At risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters*, Routledge.
- Bulmer A et Hansford R (2009) *The local church and its engagement with disasters*, Tearfund.
tilz.tearfund.org/Churches/Church+and+disaster+management
- Cabot Venton C et Venton P (2004) *Disaster preparedness programmes in India – a cost benefit analysis*, HPN Network Paper no.49, ODI.
tilz.tearfund.org/Topics/Disasters/Case+studies/DRR+Case+studies
- Cabot Venton C et Siedenburg J (2010) *Investing in communities*, Tearfund.
tilz.tearfund.org/Research/Disaster+Risk+Reduction+reports
- Site Internet Climate 1-Stop
www.climateonestop.net
- Crooks B et Mouradian J (2011) *Les catastrophes et l'église locale*, Tearfund.
tilz.tearfund.org/Churches/Church+and+disaster+management/Book+--+Disasters+and+the+local+church
- DFID (1999) *Sustainable Livelihoods Guidance Sheet 1.1*.
www.eldis.org/vfile/upload/1/document/0901/section1.pdf
- DFID (2002) *Conducting conflict assessments: guidance notes*.
www.dfid.gov.uk/Documents/publications/conflictassessmentguidance.pdf
- EM-DAT *Natural Disaster Trends*
www.emdat.be/natural-disasters-trends
- FAO (1999) *Annex 6: PRA toolbox*.
www.fao.org/docrep/003/x5996e/x5996e06.htm
- PNUD (2004) *La réduction des risques de catastrophes : Un défi pour le développement*.
www.undp.org/cpr/disred/documents/publications/rdr/execsummary_fra.pdf
- Twigg J (2010) *Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes (2ème édition)*.
<http://tilz.tearfund.org/webdocs/Tilz/DMT/Characteristics%20French.pdf>
- UNISDR (2007) *Building disaster resilient communities – good practices and lessons learnt*.
www.unisdr.org/we/inform/publications/596
- UNISDR (2008) *Gender perspectives: integrating disaster risk reduction into climate change adaptation*.
www.unisdr.org/we/inform/publications/3391
- UNISDR (2009) *Making disaster risk reduction gender-sensitive: policy and practical guidelines*.
www.preventionweb.net/files/9922_MakingDisasterRiskReductionGenderSe.pdf
- UNISDR (2009) *Terminologie pour la Prévention des risques de catastrophe*.
www.unisdr.org/files/7817_UNISDRTerminologyFrench.pdf
- Venton P et La Trobe S (2008) *Linking climate change adaptation and disaster risk reduction*, Tearfund et Institute of Development Studies.
tilz.tearfund.org/Research/Climate+change+reports

Wiggins S et Wiggins M (2009) *CEDRA (Évaluation des risques et de l'adaptation au changement climatique et à la dégradation de l'environnement)*, Tearfund ; *Évaluation environnementale*, Tearfund.
tilz.tearfund.org/Topics/Environmental+Sustainability

Wiggins S, Wiggins M, Collins J et Shaw S (2009) ROOTS 13 – *Durabilité environnementale*.
tilz.tearfund.org/Francais/ROOTS/Durabilité+environnementale.htm

Autres sites Internet utiles

www.abuhrc.org/Pages/index.aspx

Aon Benfield UCL Hazard Research Centre (ABUHRC) est le « principal centre européen multidisciplinaire de recherche sur les catastrophes naturelles », basé à l'University College, Londres. Beaucoup de contenu de RRC.

www.adpc.net

Asian Disaster Preparedness Center : formations, ressources et événements concernant la RRC.

community.eldis.org/DRR

Ressources en matière de réduction des risques de catastrophe provenant du Groupe interinstitutions pour la RRC du DFID (Christian Aid, Tearfund, ActionAid, Practical Action et Plan).

www.eldis.org/go/topics/dossiers/climate-change-adaptation

Adaptation au changement climatique.

www.ifrc.org/what/disasters/index.asp

Le site de l'IFRC contient des parties sur la réduction des risques et la préparation aux catastrophes, ainsi que d'autres éléments sur la réponse d'urgence.

www.preventionweb.net

Un bon portail pour une abondance de matériel de RRC : nouvelles, ressources, formation. Liens avec l'UNISDR.

www.riskreductionafrica.org

Réduction de Risques Afrique : site consacré à la RRC et la construction de communautés résilientes en Afrique.

www.tearfund.org/tilz

Le site Internet tilz de Tearfund comporte une partie consacrée à la RRC sous l'entrée Topics, d'autres ressources sous l'entrée Policy and Research, ainsi que des informations utiles dans le catalogue des anciens numéros de *Pas à Pas*, les publications ROOTS et les guides PILIERS. Les travailleurs de terrain trouveront particulièrement utile le guide PILIERS : *Comment se préparer aux désastres*.

www.unisdr.org/files/1217_HFABrochureEnglish.pdf

Hyogo Framework for Action brochure – anglais.

www.unisdr.org/files/1217_HFABrochureFrench.pdf

Cadre d'Action de Hyogo brochure – français.

www.unisdr.org/eng/hfa/hf-summary.htm

Résumé du Cadre d'Action de Hyogo (disponible en anglais, français et espagnol sur le site de l'UNISDR).

www.youtube.com/watch?v=G166F0mgeIE

Local voices, global choices : vidéo sur la RRC avec des études de cas et des bonnes pratiques, provenant d'un certain nombre de pays (trois modules).

Glossaire

Ce glossaire explique la signification de certains termes selon l'emploi qui en est fait dans ce livret.

adaptation	Actions entreprises pour s'ajuster au changement climatique et à la dégradation environnementale.
aléas géologiques (liés à la terre)	Processus ou phénomènes naturels de la terre susceptibles de provoquer des pertes en vies humaines, de nuire à la santé ou aux biens, d'entraîner des pertes en matière de moyens de subsistance et de services, d'occasionner des perturbations sociales et économiques ou une dégradation environnementale.
aléas hydro-météorologiques (liés aux conditions atmosphériques)	Processus ou phénomènes de nature atmosphérique, hydrologique ou océanographique susceptibles de provoquer des pertes en vies humaines, des blessures ou des dégâts matériels, la perte des moyens de subsistance et des services ou une dégradation environnementale.
aléas technologiques (imputable à l'homme)	Risques d'origine technologique ou industrielle, comprenant les accidents, les procédures dangereuses, les défauts d'infrastructure ou des activités humaines spécifiques, de nature à provoquer des pertes en vies humaines, des blessures ou des dommages aux biens, aux moyens de subsistance, aux services ou une dégradation environnementale.
codes de construction	Ensemble d'ordonnances, de règlements et de normes destinés à contrôler la conception, la construction, les matériaux et l'usage des bâtiments de manière à assurer la sécurité humaine et à réduire les risques d'effondrement.
dégradation environnementale	Diminution de la capacité de l'environnement à répondre aux besoins sociaux et écologiques. Quelques exemples : utilisation abusive des terres, érosion et perte des sols, désertification, incendies des espaces naturels, perte de la biodiversité, déforestation et destruction des mangroves ; ainsi que pollution de la terre, de l'air et des eaux.
évaluation de l'impact sur l'environnement	Processus par lequel les conséquences environnementales d'un projet à l'étude sont évaluées, en tant que partie intégrante de la planification et du processus de prise de décision, en vue de limiter ou de réduire des impacts négatifs dudit projet.
évaluation des risques	Méthodologie pour déterminer la nature et l'étendue des risques à travers une analyse des risques potentiels et l'évaluation des vulnérabilités existantes qui, associées, pourraient affecter les populations, les établissements, les services, les moyens de subsistance et l'environnement qui leur sont exposés.
mesure d'atténuation : mesure non structurelle	Toute mesure ne comportant pas de construction qui utilise les connaissances, la pratique ou des accords pour réduire les risques et les impacts, en particulier par le biais de politiques et de lois, par la sensibilisation du public, la formation et l'éducation.
mesure d'atténuation : mesure structurelle	Toute construction physique visant à réduire l'impact des aléas ou toute application de techniques de travaux publics pour parvenir à la résistance aux aléas (p. ex. : digues, remblais, brise-lames, construction parasismique, abris d'évacuation).

plan de réduction des risques de catastrophe	Document préparé par une autorité, une organisation ou une communauté qui établit des buts et des objectifs spécifiques pour réduire les risques de catastrophe avec des actions dédiées à ces objectifs.
planification d'urgence	Processus qui analyse les possibilités d'événements et d'aléas spécifiques qui pourraient menacer une communauté et qui établit des modes d'action à l'avance pour permettre en temps opportun, des réponses appropriées et efficaces à de tels événements.
plate-forme nationale pour la réduction des risques de catastrophe	Organisme national multisectoriel et interdisciplinaire de coordination et d'orientation politique concernant la réduction des risques de catastrophe, et faisant participer la société publique, privée et civile.
prévention	Mesures prises permettant d'éviter les conséquences négatives des aléas, comme des digues, des remblais ou les techniques parasismiques.
réduction des risques de catastrophe	Pratique consistant à réduire les risques de catastrophe grâce à une analyse et une gestion systématiques des facteurs déterminants de catastrophe, notamment par une réduction de l'exposition aux aléas, qui permet de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens, la gestion rationnelle des terres et de l'environnement, ainsi que l'amélioration de la préparation.
relèvement	Restauration et amélioration des bâtiments, installation de moyens de subsistance et conditions de vie des communautés touchées par des catastrophes, conçues de manière à réduire le risque de catastrophe et à appliquer le principe « reconstruire en mieux ».
résilience	Capacité d'une communauté ou d'une société exposées aux risques de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger de manière efficace et en temps opportun.
risques de catastrophe	Potentiel de la catastrophe, en termes de vies humaines, des états de santé, des moyens de subsistance, des biens et services, qui pourrait se produire au sein d'une communauté donnée sur une période future déterminée.
sensibilisation du public	Étendue des connaissances communes sur les risques de catastrophe, les facteurs qui conduisent à des catastrophes et sur des actions qui peuvent être entreprises individuellement et collectivement pour réduire l'exposition et la vulnérabilité aux aléas.
services d'urgence	Ensemble des institutions spécialisées qui ont des responsabilités spécifiques et des objectifs d'aide et de protection des personnes et des biens dans des situations d'urgence.
système d'alerte précoce	Ensemble des capacités nécessaires pour produire et diffuser en temps opportun un message d'alerte clair concernant un aléa, permettant à des individus, des communautés et des organisations de se préparer et d'agir de façon appropriée en temps utile pour réduire les dommages ou les pertes.



Réduire les risques de catastrophe dans nos communautés
par Bob Hansford

Publié par Tearfund
100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni